

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

**RAPPORT
DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
SUR L'ÉTAT DES TRAVAUX**



NATIONS UNIES

New York, 1971



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/ICEF/608
8 mars 1971
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration

RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL SUR L'ETAT DES TRAVAUX^{*/}

Table des matières

| | <u>Paragraphes</u> | <u>Pages</u> |
|---|--------------------|--------------|
| I. INTRODUCTION | 1 - 52 | 4 |
| Trois phases dans l'élaboration du FISE | 3 - 18 | 4 |
| Quelques leçons à tirer de l'expérience des dix dernières années | 19 - 25 | 12 |
| La deuxième Décennie pour le développement | 26 - 33 | 16 |
| Secteurs réclamant un effort particulier | 34 - 43 | 19 |
| Ressources et objectifs financiers | 44 - 52 | 23 |
| II. ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME ET TENDANCES | 53 - 359 | 27 |
| Tendances concernant l'assistance fournie au titre des programmes | 53 - 60 | 27 |
| Mesures visant à préparer les jeunes à l'avenir : l'enfance et l'adolescence dans le développement national | 61 - 70 | 28 |
| Manière d'améliorer la préparation et l'évaluation des projets | 71 - 81 | 33 |
| Efforts entrepris pour que l'assistance fournie par le FISE réponde aux besoins des pays | 82 - 84 | 36 |

^{*/} Le présent rapport est suivi d'une série d'additifs concernant les régions qui ont été publiés séparément : Afrique occidentale et centrale (Add.1); Ghana et Nigéria (Add.2); Afrique orientale (Add.3); les Amériques (Add.4); Asie orientale et Pakistan (Add.5); Asie centrale du Sud (Add.6); Méditerranée orientale (Add.7) et Europe, Turquie et Afrique du Nord (Add.8).

Table des matières (suite)

| | <u>Paragrapbes</u> | <u>Pages</u> |
|--|--------------------|--------------|
| Services d'hygiène maternelle et infantile | 85 - 99 | 37 |
| Planification de la famille | 100 - 108 | 42 |
| L'enfant d'âge préscolaire, enfant vulnérable | 109 - 124 | 45 |
| Alimentation des enfants et nutrition | 125 - 169 | 50 |
| Enfants en âge de fréquenter l'école primaire | 170 - 186 | 65 |
| L'adolescence | 187 - 199 | 70 |
| Les enfants dans les zones de développement : services coordonnés | 200 - 207 | 75 |
| Formation du personnel | 208 - 216 | 77 |
| Aperçu sur les réalisations du FISE | 217 | 82 |
| Secours d'urgence et reconstruction en cas de catastrophes naturelles | 218 - 232 | 84 |
| Réfugiés | 233 | 90 |
| Paludisme | 234 - 239 | 90 |
| Projets achevés | 240 - 245 | 93 |
| Entretien du matériel et transports | 246 - 252 | 94 |
| Travailleurs bénévoles | 253 - 256 | 97 |
| Collaboration avec des organisations internationales, multilatérales et bilatérales | 257 - 259 | 98 |
| III. QUESTIONS SPECIALES EN RAPPORT AVEC LES OPERATIONS | 260 - 277 | 99 |
| Programmation nationale | 261 - 264 | 99 |
| Groupe de travail FNUD/FISE | 265 | 102 |
| Contributions à des fins spéciales | 266 - 269 | 102 |
| Rapports du Corps commun d'inspection ayant trait aux activités du FISE | 270 - 272 | 104 |
| Proposition visant à élargir le Fonds de réserve pour les secours d'urgence | 273 - 277 | 106 |
| IV. SITUATION FINANCIERE | 278 - 326 | 109 |
| Récapitulation | 278 - 280 | 109 |
| Recettes de 1970 | 281 - 298 | 110 |
| Recettes de 1971 | 299 - 306 | 117 |
| Plan financier pour 1971-1972 | 307 - 326 | 120 |
| V. COMITES NATIONAUX, ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, INFORMATION ET VENTE DE CARTES DE VOEUX | 327 - 371 | 127 |
| Comités nationaux | 330 - 342 | 127 |
| Organisations non gouvernementales | 343 - 352 | 131 |
| Information | 353 - 368 | 135 |
| Vente des cartes de voeux | 369 - 371 | 139 |

Table des matières (suite)

Annexes

- I. Contributions de gouvernements pour 1969 et 1970
- II. Contributions au FISE de sources non gouvernementales, y compris les recettes provenant des ventes de l'Opération cartes de voeux en 1969 et 1970
- III. Contributions de gouvernements et de sources non gouvernementales à des fins spéciales en 1970

/...

I. INTRODUCTION

1. L'année 1971 marque le vingt-cinquième anniversaire de la création du FISE. Ce dernier, créé à l'origine pour venir en aide aux enfants sur le plan matériel, ce qui représente encore l'essentiel de ses activités, est également devenu en l'espace d'un quart de siècle l'expression concrète de l'intérêt que porte l'Organisation des Nations Unies aux enfants et aux adolescents, le FISE étant maintenant une institution qui s'efforce d'attirer l'attention du monde entier sur l'importance décisive que revêt chaque génération montante pour le développement national. Cette année, je commencerai mon rapport par un bref rappel de l'évolution des activités et de la politique du FISE, avant d'examiner certains des problèmes majeurs qui vont se poser dans les années à venir.

2. Dès le début de son existence, le FISE disposait déjà d'un capital de bonne volonté. La communauté mondiale n'était pas seulement animée du désir de sauver une génération d'enfants victimes de la malnutrition et de la maladie dans les pays dévastés par la guerre, elle avait aussi un objectif plus vaste. L'intérêt marqué à l'enfance était universel et se situait au-delà des divergences politiques et autres. La tâche du FISE était une tâche concrète, facile à comprendre; elle était le symbole des nobles idéaux de l'Organisation des Nations Unies. Le fait que les contributions pouvaient provenir de sources privées aussi bien que de sources officielles permettait à des milliers de gens, dans de nombreux pays, de participer concrètement à une cause qui leur tenait à coeur. Par la suite, cet appui très large s'est avéré d'une valeur inestimable lorsque le FISE a voulu répondre à de nouveaux types de besoins dans l'ensemble du tiers monde.

Trois phases dans l'évolution du FISE^{1/}

La phase européenne

3. Pendant les premières années de son existence, le FISE a utilisé ses ressources pour répondre aux besoins alimentaires et vestimentaires urgents des enfants, essentiellement dans les pays d'Europe où la guerre avait sévi. A leur niveau

^{1/} Le bref exposé de l'évolution des grandes lignes de la politique du FISE au cours des vingt-cinq premières années de son existence qui figure dans la présente introduction est développé dans un additif spécial au présent rapport (E/ICEF/608/Add.9).

maximum, les activités du FISE en Europe intéressaient 6 millions d'enfants environ, qui recevaient chaque jour un repas supplémentaire dont la distribution était assurée par 50 000 centres répartis dans 12 pays différents. Des vêtements et des chaussures fabriqués à partir de matières premières fournies par le FISE étaient distribués à quelque 5 millions d'enfants. Plus de 8 millions d'enfants étaient vaccinés contre la tuberculose. Des services de ramassage du lait, des laiteries, des usines de traitement du lait qui avaient été détruites ou endommagées pendant la guerre étaient remis sur pied avec l'aide du FISE. A la fin de l'année 1950, le FISE avait dépensé plus de 112 millions de dollars au titre de l'assistance directe, dont 82 p. 100 en Europe.

Pleins feux sur les pays en voie de développement

4. Après 1950, le redressement de l'Europe étant déjà bien amorcé, le FISE, conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale en 1950 et 1953^{2/}, est entré dans une deuxième phase pendant laquelle il a mis l'accent sur les programmes destinés à procurer aux enfants des pays en voie de développement des avantages à long terme. Les domaines de l'assistance du FISE ont alors été progressivement élargis en fonction des besoins, de l'expérience acquise et des circonstances.

5. Dans le domaine de la santé, les activités ont commencé par l'assistance à des campagnes massives de lutte contre des maladies comme la tuberculose, le pian, la lèpre et le paludisme, qui touchaient particulièrement les enfants. Le FISE a ensuite orienté ses efforts vers les pays qui avaient besoin d'aide pour créer un réseau de services de santé de base en faveur des enfants. Ces services de santé de base portaient sur l'hygiène maternelle et infantile, l'immunisation contre les maladies, l'approvisionnement en eau salubre et l'élimination des ordures, l'éducation sanitaire et l'éducation nutritionnelle et, plus récemment, les services de planification de la famille dans les pays qui demandent ce type d'assistance.

6. L'aide dans le domaine de la nutrition, qui a d'abord pris la forme d'une alimentation complémentaire des enfants, a ensuite été élargie pour inclure le

^{2/} Résolutions 417 (V) de décembre 1950 et 802 (VIII) d'octobre 1953. Le FISE a été créé par la résolution 57 (I) de décembre 1946.

traitement et la conservation du lait. Cette forme d'aide a été suivie par l'aide pour la recherche, la mise au point, la production et la distribution de préparations alimentaires riches en protéines et bon marché à l'intention des enfants. Dans les régions rurales, on a développé les programmes de "nutrition appliquée" afin d'éduquer et d'aider les familles rurales à produire des aliments et à les préparer de manière à assurer aux enfants une meilleure nutrition.

7. En matière de protection sociale, le FISE en est venu à considérer l'enfant, la famille et la communauté comme formant un tout. Le FISE a fourni son aide en apprenant aux mères, non dans le cadre d'un enseignement organisé mais par l'intermédiaire de garderies, de clubs de femmes et d'autres activités d'auto-assistance au niveau de la communauté, à mieux élever leurs enfants, à mieux tenir leur foyer et à améliorer la vie de la communauté.

8. C'est en 1961 que le FISE a commencé à s'intéresser à l'enseignement, en vue notamment d'améliorer la qualité de l'enseignement primaire en assurant la formation du personnel enseignant et du personnel de direction et en réformant les programmes. Le FISE a également donné son appui à la formation préprofessionnelle, parce qu'elle permet de donner aux adolescents des rudiments de qualifications professionnelles qui leur seront utiles dans leur travail futur.

9. Dans tous les domaines du développement à long terme des services en faveur de l'enfance, le FISE s'est heurté au problème aigu de la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. C'est pourquoi, ces dernières années, il a consacré le tiers environ de son assistance à des activités de formation intéressant diverses catégories de personnel, spécialement le personnel de niveau intermédiaire et le personnel auxiliaire qui, normalement, sont formés là où ils sont appelés à vivre et à travailler.

10. Depuis qu'il existe, le FISE a toujours été prêt à envoyer des secours d'urgence. On trouvera des exemples récents avec les opérations de relèvement organisées au Nigéria, au Pakistan et au Pérou. Lorsqu'il est seul qualifié pour le faire, le FISE apporte son aide pendant la première phase critique d'une catastrophe, mais, dernièrement, il s'est surtout consacré à la remise en activité des services en faveur des mères et des enfants après la catastrophe.

Le rôle du FISE dans le développement

11. Pendant la première phase de ses activités, le FISE envisageait l'aide dans une perspective essentiellement à court terme. Pendant la deuxième phase, après 1950, les projets ont été de plus en plus liés à des besoins à long terme, mais il s'agissait encore d'efforts relativement isolés, sauf en ce qui concerne les importants programmes de lutte massive contre les maladies. Dans la troisième phase de l'évolution du FISE, après 1960, on en est venu peu à peu à envisager l'aide en faveur de l'enfance comme un élément du développement national. Cette nouvelle conception de l'aide est fondée sur l'hypothèse que les projets destinés à l'enfance seront plus efficaces s'ils tiennent compte davantage de l'interdépendance des éléments santé, nutrition, enseignement, développement communautaire et protection sociale, ainsi que de l'interdépendance de ces éléments et des autres aspects de la politique nationale. Cette attitude nouvelle est également le résultat d'une étude globale des besoins de l'enfance effectuée par le premier directeur général du FISE, M. Maurice Pate, à la demande du Conseil d'administration, qui a révélé que de nombreux pays en voie de développement accordaient une priorité élevée à certains besoins de l'enfance que le FISE négligeait à ce moment-là. En 1961, le Conseil d'administration a décidé que le FISE devait aborder les problèmes de l'enfance avec plus de souplesse. Il a également décidé qu'il serait préférable que chaque gouvernement commence par déterminer l'ordre de priorité et les stratégies qu'il se propose de suivre pour répondre aux besoins de l'enfance, et que le FISE fournisse son aide pour remédier à des situations dont il est reconnu qu'elles sont graves et qu'elles exigent une action immédiate dans le pays en question, qu'il s'agisse ou non d'un domaine ayant déjà bénéficié de l'aide du FISE.

12. Il a été également convenu que les projets bénéficiant de l'aide du FISE devaient s'inspirer d'une conception globale des besoins de l'enfant, considéré à la fois comme une victime vulnérable à protéger contre certaines menaces et certains dangers et comme un agent futur de l'évolution économique et sociale. Il fallait que les projets s'inscrivent dans le cadre des efforts de développement du pays, en contribuant à ces efforts et en permettant à la jeunesse d'en bénéficier. Chaque fois que possible, il fallait que les projets se développent dans le cadre d'une politique nationale systématique en faveur de l'enfance et de

la jeunesse. Les programmes devaient être établis de manière à répondre aux besoins spécifiques de divers groupes d'enfants : enfants appartenant à divers groupes d'âge, enfants vivant dans les régions rurales, dans les banlieues et dans les taudis, enfants qui ont abandonné leurs études, fillettes et jeunes filles, etc. Il était certes indispensable que le gouvernement procure des fonds et des services administratifs, mais cela ne suffisait pas; pour l'exécution des projets, il fallait également mobiliser d'autres ressources et faire appel aux membres de la communauté locale en éduquant les parents et en encourageant la participation d'animateurs communautaires, de volontaires et d'organisations non gouvernementales.

13. On voit donc que le FISE a joué un rôle beaucoup plus grand que ne le laisserait supposer le volume total de son assistance directe. Le FISE a concentré l'attention sur les besoins vitaux de l'enfance en apportant une assistance matérielle et, davantage encore, en fournissant des services consultatifs et des conseils et en provoquant des échanges d'expérience. Le FISE a encouragé chaque pays en voie de développement à multiplier ses efforts en faveur des enfants et l'appui qu'il a apporté aux programmes a eu un "effet multiplicateur", c'est-à-dire qu'il a incité d'autres éléments du développement économique et social à agir et a permis aux pays d'accroître leur expérience en la matière et d'acquérir du personnel plus qualifié. Le FISE espère ainsi préparer l'infrastructure qui permettra à chaque pays de développer tant la qualité que la portée des services en faveur de l'enfance, ce qui devrait, par contrecoup, attirer de nouveaux investissements substantiels en provenance d'autres sources.

14. Cette conception plus large de la politique du FISE a été dénommée l'"approche par pays" : les programmes destinés aux enfants et aux adolescents et bénéficiant de l'aide du FISE suivent le courant général du développement national. Le principe de l'approche par pays a été réaffirmé à la suite de la discussion, à la session de 1967 du Conseil d'administration, du rapport sur "La politique d'assistance du FISE"^{3/}. Les principes directeurs de la politique du FISE ont également été précisés à la Table ronde organisée à Bellagio en avril 1964, puis aux Conférences régionales réunies à Santiago (1965) et à Bangkok (1966), puis

3/ Après la session du Conseil, il a été procédé à un nouveau tirage de cette étude, en vue de lui assurer une plus large diffusion, sous le titre "Stratégie en faveur de l'enfance" (E/ICEF/559/Rev.1).

aux Conférences et Séminaires organisés par des groupes de pays à Addis-Abéba (1968) et à Beyrouth (1970), enfin à une série d'autres conférences et séminaires organisés à l'échelon national.

15. Dans

titre de l'assistance pour la période 1961-1970 se sont montées à plus de 300 millions de dollars, contre 150 millions de dollars pour la période 1951-1960. Comme l'assistance du FISE entraîne sa participation à une vaste gamme d'activités de développement entreprises par des pays particuliers et comme la proportion des dépenses totales ainsi que la nature de la contribution des pays varient considérablement selon les cas, les statistiques relatives au programme doivent être utilisées avec circonspection. Souvent, la contribution du FISE n'entraîne qu'une faible sortie de fonds, mais elle est essentielle au projet. Les statistiques indiquées ci-dessous permettent de se faire une idée de l'importance de la participation du FISE au développement des services de protection des enfants et des adolescents pendant la décennie 1961-1970. On trouvera plus loin dans le rapport (par. 53 et 217) d'autres statistiques.

/...

Tableau 1

A. Santé

Nombre de centres et d'institutions ayant reçu du matériel
(1961-1970)

| | |
|---|--------|
| Centres de santé ruraux | |
| - Centres principaux | 5 488 |
| - Centres secondaires | 25 424 |
| Centres et institutions de santé urbains (au-dessus des centres de santé ruraux) | 2 613 |
| Institutions de formation | 1 030 |

B. Enseignement et formation préprofessionnelle

Nombre d'institutions ayant reçu du matériel (1961-1970)

| | |
|--|--------|
| Ecoles normales | 2 554 |
| Ecoles | 55 607 |
| Institutions de formation préprofessionnelle | 996 |

C. Nutrition

Nombre de centres et d'institutions ayant reçu du matériel
(1964-1970)

| | |
|--|-------|
| Jardins et cantines scolaires | 8 318 |
| Centres/zones de démonstration pour la nutrition et jardins communautaires | 4 453 |
| Institutions de formation pour le personnel chargé des problèmes de nutrition | 565 |

D. Protection de la famille et de l'enfance

Nombre de centres et d'institutions ayant reçu du matériel
(1964-1970)

| | |
|--|-------|
| Garderies d'enfants | 2 497 |
| Clubs de femmes | 1 641 |
| Centres communautaires, centres de formation et autres | 3 160 |

/...

Tableau 1 (suite)

E. Maladies transmissibles

Vaccinations par le BCG contre la tuberculose

| | |
|---|--------------|
| Nombre de vaccinations administrées (1961-1970) | 225 millions |
|---|--------------|

Pian

| | |
|--------------------------------------|---------------|
| Nombre d'enfants traités (1961-1970) | 14,9 millions |
|--------------------------------------|---------------|

Lèpre

| | |
|--|---------|
| Nombre d'enfants ayant suivi un traitement complet (1961-1970) | 722 000 |
|--|---------|

Paludisme

| | | |
|---|--------------------|--------------------|
| Nombre d'habitants protégés dans les pays ayant reçu l'assistance du FISE | (En millions) | |
| | <u>1960</u> | <u>1970</u> |
| Dans les zones se trouvant dans la phase d'attaque | 66,2 ^{a/} | 34,6 ^{a/} |
| Dans les zones se trouvant dans la phase de consolidation | - | 52,8 |
| Dans les zones se trouvant dans la phase d'entretien | - | 1,6 |
| | <u>66,2</u> | <u>89,0</u> |

^{a/} Y compris les personnes protégées à l'aide de fournitures provenant de sources autres que le FISE : 6 millions en 1960; 19 millions en 1970.

17. L'appui que le FISE a fourni à de nombreux pays, dans la mesure où ses ressources le lui permettaient, pour la formation de personnel, de développement des services, la fourniture de moyens d'enseignement et de démonstration, la réforme de l'enseignement, les projets de nutrition et les projets expérimentaux en divers domaines, s'est révélé décisif pour le développement général des pays bénéficiaires. On a constaté dans ces pays une tendance encourageante à maintenir et à développer les services créés à l'origine avec l'assistance du FISE, ce qui permet à ce dernier d'orienter ses ressources vers de nouveaux domaines qui, auparavant, n'avaient pas reçu toute l'attention voulue.

18. Bien que, dans leurs grandes lignes, les activités du FISE soient restées presque inchangées depuis le début des années 1950, la conception de l'aide a été

/...

progressivement mise au point et adaptée au fur et à mesure que le FISE, ses partenaires du système des Nations Unies et les pays avec lesquels il coopère acquéraient de l'expérience dans le processus complexe du développement. Pour un projet particulier, le FISE noue des relations directes de type contractuel avec le pays intéressé et lui fournit une aide matérielle très variée - fournitures, matériel, moyens de transport - ainsi que des fonds pour aider le gouvernement à faire face aux dépenses locales, telles que les indemnités de subsistance du personnel en cours de formation. Le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et les institutions spécialisées intéressées - l'OMS, l'UNESCO, la FAO et l'OIT en particulier - donnent des directives techniques dans leur domaine de compétence et fournissent, le cas échéant, des services d'experts. Le FISE et l'institution spécialisée ou les institutions spécialisées intéressées s'associent pour la planification, l'exécution et l'évaluation des projets. Vu l'intérêt croissant que porte le PNUD aux aspects sociaux du développement, le PNUD et le FISE sont en train de renforcer les arrangements qui ont trait à l'assistance complémentaire.

Quelques leçons à tirer de l'expérience des dix dernières années

19. Au début des années 1960, les diverses institutions des Nations Unies ont soumis, à titre purement indicatif, des propositions touchant des mesures à prendre, qui ont été regroupées dans un rapport du Secrétaire général^{4/}. Les propositions relatives à la première Décennie du développement tendaient à accorder une plus grande attention à la mise en valeur des ressources humaines et à l'amélioration des conditions sociales. On considérait alors les enfants et les jeunes comme les principaux agents et les principaux bénéficiaires en puissance de tous les programmes de développement économique et social et on soulignait la nécessité d'une planification coordonnée qui permette de répondre aux besoins de la jeune génération et transcende les secteurs conventionnels de l'administration gouvernementale et de la planification du développement. C'est avec satisfaction que le FISE a constaté que l'on mettait l'accent sur le rôle des jeunes dans le développement

^{4/} Nations Unies : Décennie des Nations Unies pour le développement. Mesures proposées (New York, 1962, No de vente . 62.II.B.2).

national. Toutefois, tant dans la pratique qu'au stade de la planification, le développement social a été négligé et l'attention s'est portée davantage sur le principal objectif économique proposé pour la Décennie - à savoir un taux de croissance moyen de 5 p. 100 par an pour les pays en voie de développement.

20. La voie du développement, celle du développement social en particulier, est longue et ardue. La première Décennie est maintenant derrière nous - et pourtant la misère et la faiblesse économique continuent d'être le lot de la plus grande partie des pays en voie de développement et de freiner les efforts déployés par chaque pays, par le FISE, et par les autres organisations d'aide internationale en vue d'offrir une vie meilleure à la génération des enfants et des jeunes d'aujourd'hui. Il convient ici de rappeler que, dans les pays qui reçoivent l'aide du FISE, 60 p. 100 de la population avaient, en 1968, un revenu annuel moyen de 100 dollars des Etats-Unis ou moins, 74 p. 100 un revenu inférieur ou égal à 200 dollars et 84 p. 100 un revenu inférieur ou égal à 300 dollars. Dans le monde, 98 p. 100 de la population disposant d'un revenu moyen inférieur ou égal à 200 dollars des Etats-Unis vivent en Asie et en Afrique.

21. Bien que l'on retrouve à peu près les mêmes problèmes économiques et sociaux dans tous les pays en voie de développement, on est encore plus frappé par les disparités que l'on constate entre les types de croissance, les niveaux de revenu et de consommation et les facteurs enseignement, santé et autres du développement. Au cours des 10 années écoulées, les deux cinquièmes environ des pays en voie de développement pour lesquels on dispose de renseignements ont réussi à relever leur produit intérieur brut de 5 p. 100 ou plus par an. Toutefois, si l'on tient compte de la structure de la croissance des pays en voie de développement les moins avancés, de l'accroissement annuel de la population, de la distribution du revenu, et de la crise de l'emploi, le tableau est beaucoup moins encourageant. En fait, pendant les 10 années écoulées, une vaste proportion de la population des pays en voie de développement a continué à subir les conséquences de rythmes de croissance et de développement faibles et disparates et, dans certains cas, d'une stagnation prolongée. Dans plusieurs pays, une situation économique irréversible a gravement gêné les efforts déployés pour mettre en valeur les ressources humaines et améliorer le bien-être de la jeunesse. Dans plusieurs pays où le revenu par habitant est

/...

modeste et où le taux de croissance globale a été apparemment satisfaisant, le déséquilibre entre le développement des zones urbaines et celui des zones rurales, les politiques de distribution du revenu pratiquées, la répartition des ressources publiques et privées entre le développement économique et le développement social, ont eu un effet néfaste sur le bien-être des enfants et des adolescents, notamment dans les groupes les moins privilégiés de la population.

22. Mais tout n'est pas sombre dans ce tableau. Dans un grand nombre de pays en voie de développement, des efforts louables ont été faits pendant les années 1960 pour consolider l'infrastructure des services sociaux, en particulier dans le domaine de la santé et de l'enseignement, et pour mettre au point des programmes extensifs de formation du personnel chargé de faire fonctionner les services nouvellement créés. Les données disponibles indiquent que si les progrès réalisés en ce qui concerne la création de services de santé restent modestes par rapport aux besoins, ils ont été quand même appréciables, compte tenu de la situation antérieure. Les services de développement communautaire ont également retenu l'attention, en particulier dans les zones rurales. Dans plusieurs pays où l'enseignement et l'alphabétisation étaient pratiquement inexistantes au départ, les effectifs scolaires augmentent rapidement.

23. Les progrès réalisés jusqu'à maintenant doivent être considérés comme un bon départ, sans plus, assez prometteur dans certains pays, un peu moins dans beaucoup d'autres. Il est certains secteurs du développement pour lesquels on ne pourrait en dire autant qu'avec la plus grande prudence. Il s'agit notamment de l'ouverture de crèches et de garderies pour les enfants d'âge préscolaire, de l'amélioration de l'assainissement du milieu dans les régions rurales, de l'enseignement des jeunes filles, de l'enseignement et de la formation d'un grand nombre d'enfants d'âge scolaire qui se trouvent complètement en dehors du système scolaire, de la préparation professionnelle des adolescents et des adolescentes, de la création de services à l'intention des enfants vivant dans les taudis et les bidonvilles et, d'une manière plus générale, de l'augmentation des ressources et des moyens mis à la disposition des communautés locales, notamment dans les régions les moins développées, pour assurer le bien-être des jeunes. La participation du FISE pourrait être déterminante dans tous ces secteurs.

24. Il faut reconnaître que, à mesure que les pays en voie de développement s'efforcent de répondre aux besoins de l'enfance, ils se heurtent à des difficultés immenses et croissantes. En termes absolus, les ressources budgétaires qui sont actuellement directement affectées au développement des enfants et des adolescents, ou aux services dont ceux-ci bénéficieront indirectement, sont généralement faibles et insuffisantes. Même lorsqu'on réussit à couvrir les premières dépenses, en faisant parfois appel en partie à des ressources extérieures, l'entretien des services déjà établis devient de plus en plus onéreux et entraîne des charges régulières qui, par contrecoup, freinent l'expansion et l'amélioration des services. Les zones les moins développées du pays et les habitants les plus pauvres, qui sont toujours difficiles à atteindre, sont encore relativement négligés. C'est ainsi que les différences entre les conditions de vie, le niveau des services publics, le revenu, les qualifications et les possibilités d'emploi, qui étaient déjà très marquées au début du développement, tendent à s'accuser encore. Les facteurs qui ont favorisé la croissance économique ont également contribué à accuser ces différences qui, à leur tour, sont la cause de tensions et de frictions nouvelles à l'intérieur de chaque pays.

25. Le choix des priorités pour l'avenir est d'autant plus important qu'il est impossible de faire tout ce qu'il faudrait. Dans le domaine qui intéresse particulièrement le FISE, on s'accorde en général à reconnaître, en théorie du moins, que dans chaque pays le processus de développement économique et social dans son ensemble devrait se dérouler de manière que le développement des enfants et des adolescents, immense réserve de ressources humaines pour l'avenir, et le renforcement de la base de la société qui en découlera, retiennent l'attention qu'ils méritent et bénéficient des investissements nécessaires. L'adoption d'une conception unifiée du développement économique et social, envisagée comme un ensemble d'objectifs interdépendants, sera déterminante pour le bien-être et le développement des enfants pendant la décennie à venir. Par conséquent, la tâche qui nous revient consiste essentiellement à mettre au point, à l'échelon national et à l'échelon international, des méthodes efficaces pour que, dans chaque pays, cette notion théorique se concrétise dans des programmes d'action fondés sur une évaluation détaillée des besoins, des ressources et des priorités, sur des procédures administratives efficaces et sur la participation des communautés locales et des institutions bénévoles.

/...

La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement

26. La Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies dans sa résolution 2626 (XXV), propose un cadre à la coopération internationale à l'intérieur duquel chaque pays peut élaborer un modèle de développement approprié à ses conditions et calculé de façon à répondre à ses besoins sociaux et économiques généraux et à assurer les conditions nécessaires au bien-être des enfants, des adolescents et des jeunes. Sous ces aspects, le problème le plus généralement répandu - et de loin - auquel il faut faire face, est l'accroissement de la population. La population des pays les moins développés, qui s'élevait à près de 2 050 millions en 1960 et à près de 2 500 millions en 1970, dépassera peut-être les 3 200 millions d'habitants aux environs de 1980.

27. Ces tendances démographiques ont une importance profonde pour les différents groupes d'enfants et d'adolescents :

Tableau 2

Tendances de la population intéressant les enfants
et les adolescents

| | Pourcentage dans les pays moins développés | | | Pourcentage du total des populations bénéficiant de l'assistance du FISE | | |
|---|---|-------|------|--|-------|------|
| | Pourcentage de la popu- lation totale | | | Pourcentage de la popu- lation totale | | |
| | Population en 1970 | | | Population en 1970 | | |
| | (en millions) | | | (en millions) | | |
| | 1970 | 1980 | | 1970 | 1980 | |
| <u>Enfants d'âge préscolaire</u> (0-6 ans) | 552 | 681 | 21,7 | 404 | 521 | 23,0 |
| <u>Enfants d'âge scolaire élémentaire</u> (7-12 ans) | 382 | 494 | 15,0 | 270 | 366 | 15,4 |
| <u>Adolescents</u> (13-15 ans) | 173 | 216 | 6,8 | 119 | 157 | 6,7 |
| (16-18 ans) | 158 | 194 | 6,2 | 109 | 140 | 6,2 |
| <u>Total</u> | | | | | | |
| (0-15 ans) | 1 107 | 1 391 | 43,5 | 793 | 1 044 | 45,2 |
| (0-18 ans) | 1 265 | 1 585 | 49,8 | 902 | 1 184 | 51,4 |

28. Vu les chiffres fournis pour les années 70 et au-delà, il est vraisemblable que, dans chaque pays, la tâche qui consiste à développer l'éducation, la santé et le bien-être et à introduire davantage d'égalité dans les conditions de vie de l'ensemble de la population sera de plus en plus ardue. Il se posera également de nouveaux et graves problèmes affectant l'environnement, auxquels il faudra consacrer des ressources.

29. La décennie des années 70 s'ouvre évidemment sur des perspectives de progrès matériel. Dans la plupart des pays en voie de développement, les infrastructures économiques et sociales, les capacités industrielles et la main-d'oeuvre qualifiée disponible iront se renforçant. Dans un certain nombre de pays d'Asie, des progrès récents dans l'amélioration des plantes et la recherche agricole et dans la diffusion de variétés de céréales à rendement élevé, progrès auxquels on se réfère souvent sous le nom de "révolution verte", exerceront une influence salubre sur les techniques agricoles et sur la production de céréales alimentaires. De par leur nature même, toutefois, ces progrès seront inégalement diffusés et répartis, si bien que certaines couches de la communauté rurale en bénéficieront beaucoup plus que d'autres. Ainsi, dans la plupart des pays en voie de développement, il est probable que les contrastes actuels s'accroîtront encore, faisant naître à leur tour de nouvelles tensions sociales, économiques et même politiques.

30. Ce sont les jeunes qui ressentiront le plus vivement les effets de cette évolution. Aussi, à cause de la situation fluctuante des jeunes, sera-t-il important d'établir, en plus des mesures globales, des programmes destinés à répondre aux besoins spécifiques des différents groupes d'âge. L'accroissement rapide de la population dans les zones urbaines, particulièrement dans les taudis et les bidonvilles, et la détérioration des conditions d'existence que ce phénomène entraîne exigeront que l'on prenne des mesures spéciales en faveur des enfants des cités et des villes, tout en accélérant et diversifiant également le développement des zones rurales. Confrontés aux problèmes de l'emploi, de l'industrialisation et du changement technique qui se poseront dans presque tous les pays en voie de développement au cours de la prochaine décennie, des millions d'enfants et d'adolescents, déjà exposés au risque de maladies et ayant peu de facilités d'accès à l'éducation et aux avantages économiques, auront vraisemblablement à faire face à des incertitudes et à des frustrations encore plus grandes.

/...

31. Ces faits nouveaux et bien d'autres encore qui sont prévisibles font peser une lourde responsabilité sur chacun des pays en voie de développement, sur les pays industrialisés et sur la communauté internationale tout entière. L'ampleur même des tâches à affronter réclame qu'on les aborde avec un sentiment d'urgence, qu'on y consacre des efforts particulièrement intenses et des ressources excédant, et de loin, tout ce que l'on a pu envisager dans le passé. Elle souligne également la nécessité d'un plan à long terme comprenant une appréciation objective des faits passés et des besoins futurs, compte dûment tenu de l'évolution probable de la croissance économique, des tendances sociales et des progrès techniques dans les différentes régions au cours de la prochaine décennie.

32. Comme par le passé, l'assistance directe du FISE aux pays en voie de développement s'effectuera sous forme de matériel, de fournitures, etc., dans les secteurs qui sont d'un intérêt vital pour les enfants et pour les adolescents. Cependant, dans la mesure où ces secteurs seront soigneusement délimités et replacés dans le cadre plus large du développement économique et social, la participation du FISE aux programmes nationaux de développement pourra servir à apporter des ressources plus vastes, tant intérieures qu'extérieures, à l'effort global entrepris dans chaque pays en faveur de l'enfance. En conséquence, les considérations contenues dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie du développement revêtent une importance particulière pour les travaux que le FISE exécutera dans les divers pays aussi bien seul qu'en association avec le Programme des Nations Unies pour le développement et les autres institutions spécialisées.

33. Compte tenu de la nécessité d'une approche à long terme, tant au niveau national qu'au niveau international, pour ce qui est de définir les priorités en fonction des besoins de chaque pays, nous avons récemment entrepris un examen des problèmes des enfants et des adolescents en les abordant sous l'angle sous lequel ils se présenteront vraisemblablement au cours des dix ou quinze prochaines années. En nous fondant sur cette étude, et en coopération avec l'ONU et les institutions spécialisées, nous espérons présenter au Conseil d'administration, à sa session de 1972, un plan à long terme de développement en faveur des enfants et des adolescents à réaliser au cours de la deuxième Décennie pour le développement.

Une optique tournée vers l'avenir devrait nous permettre de mettre plus facilement en corrélation les possibilités de développement économique et social, d'identifier les secteurs qui offrent les plus grandes chances de progrès ou ceux où se manifeste une tendance à la stagnation et de proposer ainsi des modifications dans l'orientation et les priorités actuelles dans le domaine du bien-être et du développement des enfants et des adolescents. L'examen de ces perspectives permettra au FISE d'accorder un soutien plus large au programme de développement de chaque pays et de participer à l'élaboration de plans à plus long terme et plus complets pour la protection et la préparation à la vie des enfants, des adolescents et des jeunes, envisagés comme l'un des secteurs intégrant de la politique sociale et économique.

Secteurs réclamant un effort particulier

34. En même temps, il ressort des demandes de renseignements et d'assistance adressées à nos bureaux extérieurs que les gouvernements manifestent un intérêt croissant pour quatre vastes secteurs affectant les enfants et les jeunes, à propos desquels j'ai formulé ci-dessus des observations et sur lesquels j'ai attiré l'attention dans mon rapport de l'an dernier (E/ICEF/602, par. 3 à 14). Le FISE apporte déjà une assistance aux projets entrepris dans ces secteurs et on devrait leur consacrer de plus vastes efforts pendant la deuxième Décennie du développement. On trouvera dans les paragraphes suivants des observations résumées à ce sujet.

Paternité responsable

35. Le nombre de pays où l'Etat apporte son appui à la planification familiale va croissant, ainsi que l'indique le nombre de demandes d'assistance adressées au FISE dans ce domaine. La planification de la famille est devenue l'une des principales préoccupations du FISE à la suite de la décision prise par le Conseil d'administration en 1967 (E/ICEF/563, par. 44 à 58), décision fondée à son tour sur une prise de conscience du fait que la santé, le bien-être et le développement de l'enfant subissent très fortement le contrecoup de la paternité responsable et de la dimension de la famille. Les rapports concernant la planification de la famille

/...

en Inde, en Indonésie et au Pakistan^{5/}, établis par trois missions distinctes patronnées par divers organismes des Nations Unies et publiés au cours des dix-huit derniers mois, sont extrêmement importants à cet égard. Toutes les missions ont recommandé une grande expansion des services d'hygiène maternelle et infantile ainsi que des services pour l'éducation des femmes de façon à les rendre accessibles à de larges couches de la population dans chacun des pays intéressés. Ces services, dont l'importance est généralement reconnue, sont considérés en outre par ces missions comme nécessaires au succès des programmes visant à promouvoir la paternité responsable. Si ces recommandations reçoivent l'attention qu'elles méritent, elles exigeront un vaste accroissement des ressources - nationales et internationales - consacrées à rendre ces programmes accessibles à l'ensemble de la population. Cette question est traitée de façon plus détaillée au chapitre II (par. 100 à 108).

Scolarisation

36. Les parents continuent à faire pression pour que l'enseignement primaire soit dispensé à un plus grand nombre d'enfants que ceux qui peuvent être scolarisés. Mais, déjà, l'expansion des écoles et des classes se heurte à une impasse budgétaire, et dans de nombreux pays on ne pourra pas atteindre l'objectif d'une éducation primaire universelle par les méthodes actuelles dans un avenir prévisible.

L'éducation des filles est encore plus sérieusement en retard que celle des garçons.

37. De plus, même l'enseignement offert ne répond pas aux espoirs que les parents ont mis en lui pour la promotion sociale de leurs enfants, de même qu'il ne parvient pas à répondre aux besoins de la société pour la mise en valeur des ressources humaines. Ainsi donc, l'éducation des enfants et des adolescents présente un défi multiple : elle demande, en même temps, des changements dans le contenu de l'enseignement et dans les méthodes pédagogiques; la mise en oeuvre de systèmes d'éducation supplémentaires non scolaire qui pourraient être finalement intégrés à un

5/ Evaluation of the Family Planning Programme in India, préparé par une mission consultative de l'ONU, document des Nations Unies ST/SOA/SER.R/11, 24 novembre 1969; Report on an Evaluation of the Family Planning, Programme of the Government of Pakistan, préparé par une mission consultative mixte ONU/OMS, document des Nations Unies ST/SOA/SER.R/9, 7 avril 1969. Le rapport sur l'Indonésie n'a pas encore été publié.

système scolaire universel; des changements dans les espoirs que les parents mettent dans l'éducation comme moyen de promotion sociale de leurs enfants; et la volonté des gouvernements et des communautés de mobiliser des ressources plus vastes et de fournir des efforts accrus en faveur de l'éducation.

Enfants et adolescents dans les villes

38. J'attirerai l'attention sur deux aspects seulement de cette question, qui est traitée dans l'ensemble dans un rapport spécial dont le Conseil est saisi (E/ICEF/L.1277 et Add.1). Premièrement, quantitativement parlant, il est clair que l'ampleur du problème s'accroît rapidement et sa gravité sera encore plus grande à l'avenir. Deuxièmement, les habitants des taudis et des bidonvilles peuvent faire beaucoup pour s'aider eux-mêmes si on leur en donne les moyens politiques, institutionnels et techniques.

Adolescents et jeunes

39. Il ressort des demandes de renseignements et d'assistance pour des projets intéressant les jeunes que reçoivent nos bureaux, que les problèmes posés consistent à savoir comment préparer les adolescents au travail et - problème encore plus vaste et plus fondamental - comment créer les emplois nécessaires dans les régions urbaines et rurales. L'importance de ce problème a été soulignée dans une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) [mentionnée dans le rapport sur les enfants et les adolescents dans les bidonvilles et les taudis, dont le Conseil est saisi à sa session actuelle (E/ICEF/L.1277)] qui indique que, dans les pays en voie de développement, le groupe d'âge 15-25 ans connaît un taux de chômage approximativement deux fois plus élevé que le taux général. La création de nouveaux emplois dépasse de beaucoup les responsabilités du FISE, mais je mentionne ce problème ici parce qu'un chômage prolongé peut annuler une grande partie de la préparation à la vie reçue par l'enfant au cours de ses premières années. L'existence de ce problème fondamental accroît encore l'importance des réformes mentionnées ci-dessus dans le domaine de l'éducation. Bien entendu, les besoins des adolescents dont devrait s'occuper le FISE s'étendent bien au-delà de la préparation au travail. Ils sont discutés au chapitre II (par. 187 à 199).

/...

40. A ces quatre secteurs pour lesquels les gouvernements sollicitent une assistance accrue, j'aimerais en ajouter deux auxquels les gouvernements ne semblent pas encore accorder une priorité aussi élevée, mais qui, à mon avis, demandent qu'on leur prête une attention plus grande que celle qu'ils reçoivent.

Nutrition des enfants

41. La "révolution verte" qui, technologiquement parlant, constitue un grand pas en avant en ce qui concerne l'approvisionnement en céréales, ne résout pas le problème du manque de protéines, extrêmement important pour les enfants, ni les problèmes que connaissent, dans les zones tant urbaines que rurales, les couches les plus pauvres de la population qui ne participent pas à sa prospérité relative. C'est la raison pour laquelle je considère comme particulièrement important le travail du Groupe consultatif des protéines FAO/OMS/FISE et l'appui apporté par le FISE à la production et à la vente d'aliments de sevrage et à "la nutrition appliquée". Le chapitre II (par. 149 à 154, 161 à 169) contient un développement à ce sujet.

L'enfant d'âge préscolaire

42. Le retard entre les connaissances dont on dispose sur le développement de l'enfant et les programmes d'action destinés à favoriser ce développement est probablement plus grand pour l'enfant pendant les années allant du sevrage à l'âge préscolaire que pour tout autre groupe d'âge de l'enfant ou de l'adolescent. La question de savoir ce que l'on pourrait faire de plus pour l'enfant d'âge préscolaire figurait l'année dernière sur la liste des questions pour lesquelles était demandée une évaluation future. Je propose au Conseil de décider d'examiner une étude que nous présenterons à sa session de 1973.

43. Pour répondre plus activement aux besoins examinés ci-dessus, il sera nécessaire d'accroître largement l'appui local, tant sous l'angle financier que dans le domaine des services fournis par des particuliers. Il est peut-être raisonnable d'espérer que la croissance de la production locale, c'est-à-dire due à la "révolution verte" et à la réussite des efforts de développement économique d'une manière générale, contribuera à améliorer les services sociaux. En ce qui concerne le personnel, il faudra faire davantage appel à des auxiliaires, recrutés et formés dans la zone à

/...

desservir. Tous ces problèmes demandent un plus grand soutien de la part du FISE ainsi que la mobilisation d'une aide accrue venant des sources multilatérales et bilatérales qui contribuent au développement.

Ressources et objectifs financiers

44. L'étendue de l'assistance que le FISE peut fournir dépend principalement des fonds dont il dispose. Chaque année ou presque, depuis la création du FISE, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont lancé un appel aux gouvernements et au public en général afin qu'ils versent de plus larges contributions pour aider le FISE dans sa tâche. Bien qu'un certain nombre de gouvernements et de groupes privés aient répondu à cet appel, les ressources financières du FISE restent malheureusement insuffisantes par rapport à ses objectifs.

Contributions des gouvernements

45. Les travaux du FISE continuent à être financés essentiellement par les contributions des gouvernements. Le nombre de gouvernements versant des contributions ordinaires a augmenté régulièrement et est passé de 35 en 1951 à plus de 120 au cours des dernières années. Il s'agit là d'une preuve encourageante du large attrait qu'exerce l'oeuvre du FISE, puisque la liste comprend pratiquement tous les gouvernements des pays en voie de développement et des pays industrialisés. En fait, un pays en voie de développement se trouve maintenant à la neuvième place sur la liste des gouvernements donateurs et un septième des ressources totales du FISE en 1970 provient d'une centaine de pays en voie de développement. Il convient également de noter qu'en 1970 treize gouvernements ont versé des contributions de 500 000 dollars ou plus pour la masse commune des ressources représentant environ 83 p. 100 des contributions ordinaires des gouvernements.

Contributions privées

46. Les recettes provenant de sources privées ont augmenté régulièrement depuis 1955, à la fois en valeur absolue et en pourcentage des recettes totales, et elles semblent maintenant stabilisées au niveau de 25 p. 100 environ du total. Une telle proportion est rare parmi les organismes des Nations Unies. C'est un hommage rendu à l'attrait qu'exercent partout les activités du FISE ainsi qu'à l'imagination et au dévouement de ceux qui lui apportent leur appui, en particulier les comités nationaux du FISE.

/...

Recettes totales

47. Alors que les recettes s'élevaient à près de 33 millions de dollars en 1965, le Conseil d'administration a accepté ma proposition visant à ce que le FISE réalise des recettes annuelles d'un montant de 50 millions de dollars à la fin de la première Décennie du développement. C'est avec grand plaisir que je peux annoncer qu'en 1970 le montant total des recettes s'est élevé à plus de 59,4 millions de dollars, soit une augmentation cumulative de 80 p. 100 en cinq ans.

48. Il nous faut cependant tempérer quelque peu notre satisfaction devant ce résultat encourageant. Près de 9 millions de dollars, sur les 59,4 millions de dollars du total, représentaient des contributions spéciales pour des secours d'urgence et une continuation de l'aide aux zones sinistrées et 1,5 million de dollars étaient des contributions pour d'autres projets déterminés. Pour ces derniers, les procédures acceptées par le Conseil d'administration en 1969, en vertu desquelles le FISE est autorisé à accepter des contributions supplémentaires pour des projets déterminés, tels que les projets "pris en note"^{6/}, semblent porter leurs fruits^{7/}. Bien entendu, toutes ces contributions spéciales sont déjà affectées aux projets pour lesquels une aide a été demandée et les dépenses considérables prévues pour les programmes de relèvement s'étendront sur une grande partie de l'année 1971.

49. Nous espérons vivement que la même générosité se manifesterait lorsque nous solliciterons à nouveau des contributions spéciales, particulièrement cette année où nous avons besoin de 8 millions de dollars pour apporter notre concours aux programmes de relèvement en Jordanie, au Nigéria, au Pakistan et au Pérou. Il est évident cependant qu'en raison de la nature même de ce type de recettes, on ne peut compter sur elles à des fins de planification à plus long terme de la même façon que sur les contributions ordinaires annuelles. Dans ce domaine, il convient de noter que les contributions ordinaires de gouvernements ne sont passées que de

^{6/} Projets que le Conseil d'administration décide de "prendre en note" comme méritant d'être appuyés si des contributions spéciales sont reçues pour leur exécution. Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-septième session (E/4711 - E/ICEF/590), par. 185 à 193.

^{7/} Pour plus de détails, voir le chapitre IV et les annexes I, II et III.

31,8 millions de dollars en 1969 à 33,6 millions de dollars en 1970. Je désire donc profiter de cette occasion pour prier instamment les pays donateurs qui répondent si promptement à nos appels de fonds spéciaux, de faire aussi tout leur possible pour augmenter leurs contributions ordinaires au titre des ressources générales au cours des prochaines années.

Dépenses et liquidités

50. Jusqu'en 1961, lorsque le Conseil s'engageait à apporter son appui à un projet s'étendant sur plusieurs années, le montant total des fonds requis était mis de côté, ce qui aboutissait à l'accumulation d'importantes disponibilités. En 1961, le Conseil a décidé d'abandonner cette pratique de "financement intégral" et de financer les dépenses courantes au moyen des recettes courantes tout en conservant d'assez importantes disponibilités. Par la suite, en 1966, le Conseil a décidé de diminuer le niveau des disponibilités. En conséquence, de 1966 à 1969, les dépenses ont augmenté rapidement et ont excédé les recettes, tandis que les disponibilités étaient ramenées à la limite inférieure du niveau souhaitable fixé par le Conseil. Grâce à une forte augmentation des recettes en 1970, et à la décision antérieure de limiter volontairement les engagements et les allocations de façon à ce que les dépenses totales en 1970 s'élèvent à près de 50 millions de dollars, comme prévu, les disponibilités à la fin de 1970 s'établissaient à un niveau satisfaisant. Cependant, les liquidités de l'Organisation sont insuffisantes à certaines périodes de l'année, en grande partie à cause des retards enregistrés dans le versement effectif des contributions. Je prie donc instamment les gouvernements donateurs de s'efforcer, dans toute la mesure du possible, d'effectuer leurs paiements dès le début de l'exercice.

Perspectives d'avenir

51. En 1968, j'ai estimé que le FISE avait la capacité de doubler ses programmes d'assistance en faveur de l'enfance. Depuis lors, les faits ont confirmé ce jugement. Pour doubler le niveau de l'assistance, il faudrait évidemment que les recettes augmentent dans la même proportion, et l'année dernière on a proposé de fixer à 1975 l'année de réalisation de l'objectif d'un montant de 100 millions de dollars de recettes annuelles pour le FISE. Cette proposition a reçu l'appui du

/...

Conseil et par la suite du Conseil économique et social. C'est ainsi que le troisième alinéa du préambule de la résolution 1528 (XLIX) du Conseil, en date du 20 juillet 1970, se lit comme suit :

"Se félicitant de l'appui du Conseil d'administration à la proposition visant à réaliser des recettes annuelles de l'ordre de 100 millions de dollars d'ici à 1975, qui permettraient au Fonds d'accroître sensiblement son assistance aux enfants et aux adolescents, et ainsi de contribuer bien plus à la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie du développement."

52. Notre objectif est, de toute évidence, ambitieux, mais les temps où nous vivons exigent de telles aspirations. L'élargissement des programmes du FISE à un niveau de 100 millions de dollars par an ne serait qu'un petit maillon de la chaîne des efforts unis des hommes exigés par notre époque dans le domaine du développement. Mais ce serait un maillon vital, tant par les réalisations que les programmes entrepris en association avec les pays assistés permettraient d'atteindre que par la preuve ainsi fournie de ce que les peuples du monde entier partageant des préoccupations identiques au sujet de l'avenir de leur jeunesse, peuvent effectivement accomplir beaucoup. La Stratégie internationale du développement en dépend. Il reste à tous les intéressés à avoir la détermination, la largeur de vues et les moyens nécessaires. L'humanité est parfaitement capable, si elle en décide ainsi, d'améliorer la qualité de l'environnement humain et de prendre soin de ses enfants.

II. ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME ET TENDANCES

Tendances concernant l'assistance fournie au titre des programmes

53. Depuis sa création, le FISE a fourni, au titre des programmes, une assistance dont le montant est sensiblement supérieur à 634 millions de dollars. Le tableau ci-après montre comment le FISE a réparti son aide aux programmes au cours de la décennie 1960-1970.

54. On ne connaît pas encore actuellement quelles ont été, en 1970, les dépenses du FISE réparties par catégories de programmes. Ces renseignements seront communiqués au Conseil dans un document distinct (E/ICEF/CRP/71-4)

55. Il se dégage nettement deux tendances du tableau 3. La première montre que, si le pourcentage de l'assistance du FISE allant aux activités de santé en faveur de l'enfance a baissé, le montant en continue cependant d'augmenter. Les services de santé de base et d'hygiène maternelle et infantile, la formation du personnel de santé, l'hygiène du milieu, l'adduction d'eau dans les campagnes et, en Asie, la planification de la famille, en sont les principaux bénéficiaires. La deuxième tendance qui apparaît nettement est l'accroissement constant, tant en chiffres absolus qu'en pourcentage, de l'aide que le FISE apporte à l'enseignement. Ces tendances reflètent les principales priorités qui sont celles des pays en voie de développement.

56. En ce qui concerne la baisse marquée de l'aide consacrée à la nutrition, l'attention est appelée sur les paragraphes 125 à 169 du présent rapport. Non seulement les activités nutritionnelles bénéficiant actuellement d'une assistance y sont examinées, mais également la nécessité d'envisager les problèmes de la malnutrition infantile dans le cadre d'une politique nationale de l'alimentation et de la nutrition. En outre, il ne faut pas oublier que la nutrition entre dans le cadre d'un grand nombre d'autres projets touchant notamment à la santé, à la protection et à l'enseignement.

57. Il convient également de faire observer que, dans le tableau ci-après, les chiffres concernant la formation préprofessionnelle ne sont pas vraiment exacts étant donné que certains cours d'orientation préprofessionnelle organisés dans les

écoles figurent de ce fait dans la rubrique de l'enseignement. Les progrès accomplis en matière de formation préprofessionnelle au cours de l'année écoulée et quelques opinions relatives à la nécessité d'envisager la formation préprofessionnelle sous un jour nouveau figurent aux paragraphes 190 à 195.

58. Quoique le volume de l'aide apportée par le FISE aux services intégrés en faveur de l'enfance soit toujours relativement faible, il y a lieu de noter toutefois que le pourcentage de l'aide apportée à ces services augmente de façon intéressante. Les faits nouveaux relatifs à ces projets font l'objet des paragraphes 200 à 207. Il est à espérer que cette tendance à la hausse se poursuivra au cours des années à venir lorsque neuf plans globaux de services en faveur de l'enfance seront intégrés à un plan national de mise en valeur de certaines régions et provinces.

59. Le tableau ci-dessus fait ressortir un autre élément important, à savoir que le pourcentage de l'aide consacrée par le FISE aux secours d'urgence et à la reconstruction a considérablement augmenté ces dernières années à la suite des demandes d'assistance adressées au FISE au lendemain de toute une série de catastrophes, qu'elles soient naturelles ou que l'homme en soit responsable. Les secours d'urgence fournis actuellement par le FISE font l'objet des paragraphes 218 à 232.

60. Le fait que, dans le tableau 3 ci-dessus, l'assistance fournie par le FISE est ventilée par grandes catégories de programmes ne doit pas faire perdre de vue que le FISE a pour objet, à long terme, de collaborer avec les gouvernements à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'une politique et d'un programme général et coordonné en faveur des enfants et des adolescents qui tiennent compte des priorités fixées par l'Etat. La réalisation de cet objectif constitue l'une des principales tâches qui attendent le FISE et les pays en voie de développement au cours de la deuxième Décennie du développement.

Mesures visant à préparer les jeunes à l'avenir :
L'enfance et l'adolescence dans le développement national

61. L'année dernière, dans le rapport sur l'état des travaux, nous avons examiné un certain nombre d'importantes études internationales qui témoignent d'une prise

de conscience croissante de l'importance que présente dans le développement national l'aspect humain, et en particulier la génération qui monte^{8/}. Il reste encore beaucoup à faire toutefois pour intensifier cette prise de conscience et le FISE a poursuivi ses efforts dans ce sens en 1970 aux niveaux national et international. Les additifs au présent rapport par région montrent que ces efforts ont été fructueux à certains égards. Des conférences nationales ayant pour thème la place des enfants dans le développement national ont été organisées, avec l'aide du FISE, en Asie : en Chine (Taïwan), en Malaisie, en République de Corée et en Thaïlande. On en trouve un excellent exemple dans la République de Chine où un Comité chargé de faire appliquer la recommandations formulée par la Conférence de Taïwan a été créé. En Inde, l'assistance du FISE fait partie intégrante du quatrième plan quinquennal national de développement. L'Inde envisage aussi de créer un conseil national de l'enfance (National Children Board) qui s'occuperait des programmes et des politiques d'ensemble en faveur des enfants. Au Népal, le gouvernement s'est servi, pour établir son présent plan national de développement, de l'étude sur les besoins des enfants effectuée par un consultant du FISE. Ce plan tient compte du fait que le développement social fait partie intégrante du développement national.

62. En Méditerranée orientale, 1970 a été marqué par la publication de plans de développement national en Irak, en République démocratique populaire du Yémen, en Arabie Saoudite et au Soudan. Pour l'Arabie Saoudite, il s'agit du premier plan de développement national; pour l'Iran et la Syrie, de nouvelles phases de leurs plans de développement national. Il est encourageant de noter que ces plans mettent davantage l'accent sur l'enseignement et la santé qu'ils se préoccupent dans leur majorité du développement des zones rurales jusque-là délaissées. En République arabe unie, une étude sur la situation des enfants et des adolescents dans ce pays, financée par le FISE, vient d'être terminée et servira de base à une conférence nationale sur la place des enfants dans le développement national. En Iran également, une étude est entreprise sur la situation des enfants et elle constituera le document de base à une conférence nationale sur l'enfance qui se tiendra en 1971. Il ne fait pas de doute que les tendances encourageantes que l'on peut relever dans la façon d'envisager le développement national sont imputables

8/ E/ICEF/602, par. 15 à 24.

dans une certaine mesure au Cycle d'études des Etats arabes qui a été organisé avec l'appui du FISE en février 1970.

63. En Afrique du Nord également, on constate à certains signes que l'importance des ressources humaines pour le développement national est reconnue de plus en plus largement. C'est ainsi que le plan quinquennal actuel du Maroc met l'accent sur le développement des zones rurales dans les programmes coordonnés de santé et d'enseignement. Dans ce pays, l'assistance du FISE est fournie dans le cadre du plan national et les demandes d'assistance du FISE passent par la Division pour la coordination de l'assistance technique.

64. Actuellement, la Turquie élabore son troisième plan quinquennal portant sur la période 1973-1978 et on pense qu'une plus grande place sera faite aux enfants.

65. Dans les Amériques, on relève des faits encourageants de même nature. En mars 1970, la Colombie a organisé une conférence sur la place des enfants dans le développement national avec l'aide du FISE. Cette conférence est à l'origine d'importantes réformes juridiques visant à protéger l'enfance. Un Institut national de la protection de la famille a été créé avec, pour tâche, de coordonner l'élaboration et la mise en oeuvre des mesures nationales touchant aux enfants. L'Institut collabore étroitement avec le Département national de la planification. Deux autres conférences sur la place de l'enfant dans le développement national sont prévues pour 1971 : une au Paraguay et l'autre pour l'Amérique centrale et Panama. En 1971 également, le FISE et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale organiseront conjointement un séminaire sur le développement social où l'accent sera mis sur les enfants et les jeunes.

66. Le Conseil de l'Alliance interaméricaine pour le progrès, qui joue un rôle capital dans l'évolution des stratégies du développement en Amérique latine, a reçu en février 1971 une étude sur la situation des enfants et des jeunes en Colombie, étude qui est le fruit des travaux préparatoires de la conférence nationale colombienne mentionnée plus haut.

67. En Afrique également, on note des faits nouveaux encourageants. En Afrique occidentale et centrale, la plupart des 19 pays desservis par le Bureau régional du FISE ont à présent des plans de développement à long terme; en général ils voient

dans le secteur social - enseignement, santé et développement rural - un moyen de contribuer au développement national. La formation de planificateurs spécialisés dans les aspects sociaux du développement, et plus particulièrement en ce qui concerne les enfants et les jeunes, formation qui bénéficie de l'assistance du FISE et est dispensée à l'Institut d'études du développement économique et social (IEDES) à Paris et à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) à Dakar, contribue à faire prendre davantage conscience de l'importance des enfants et des jeunes dans le développement national.

68. Les travaux préparatoires d'une conférence sur la place des enfants et des jeunes dans la planification du développement à l'intention des pays d'Afrique occidentale et centrale ont déjà commencé; elle doit se tenir à Lomé en 1972 et 10 pays y seront invités. Un certain nombre de pays ont en effet entrepris des études sur la situation de leurs enfants et adolescents.

69. En Afrique orientale, le Kenya envisage actuellement de créer une division des ressources humaines qui relèverait du Ministère du développement et de la planification économique et d'effectuer en 1971 une étude sur les activités en faveur des enfants et des jeunes.

70. Ces études et ces conférences ne constituent pas une fin en soi. Leur objet est de faire prendre davantage conscience de l'importance des enfants et des adolescents pour le développement national et de mieux comprendre cette importance. Elles visent à aider les pays à élaborer une politique de l'enfance dans une perspective plus vaste et à mettre en place des programmes à plus long terme en faveur des enfants. Les conférences régionales et nationales qui ont déjà eu lieu ont fait apparaître la nécessité de modifier les priorités dans les plans nationaux de développement et d'affecter des ressources plus considérables aux programmes intéressant la génération qui monte. Ces conférences ont également permis d'accroître la coordination entre les organismes de l'ONU et de renforcer la coopération entre les organisations nationales chargées de la planification et les ministères sectoriels qui s'occupent des enfants et des adolescents. Le rôle qu'elles sont appelées à jouer dépasse de loin le cadre du FISE car elles portent en fait sur la répartition de l'ensemble des ressources intérieures et extérieures disponibles en matière d'assistance. Il faut que les pays en voie de développement et les organisation internationale fournissent un effort soutenu pour que les enfants et les adolescents trouvent la place qui leur revient dans le développement national.

Tableau 3

Dépenses du FISE par principales catégories d'assistance

| | <u>Moyenne annuelle</u> | | <u>Dépenses annuelles de 1965 à 1969</u> | | | | |
|---|-------------------------|------------------|--|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | <u>1960-1964</u> | <u>1965-1969</u> | <u>1965</u> | <u>1966</u> | <u>1967</u> | <u>1968</u> | <u>1969</u> |
| (En milliers de dollars des Etats-Unis) | | | | | | | |
| Services de santé pour les enfants (y compris notamment les services d'HMI) | 17 090 | 18 502 | 15 888 | 17 578 | 18 224 | 19 424 | 21 795 |
| Nutrition | 5 046 | 4 411 | 4 072 | 4 448 | 4 369 | 4 620 | 4 546 |
| Protection de la famille et de l'enfance | 504 | 1 322 | 939 | 1 039 | 1 385 | 1 639 | 1 608 |
| Enseignement | 700 | 5 350 | 2 799 | 3 972 | 4 202 | 7 046 | 8 732 |
| Formation préprofessionnelle | 125 | 360 | 287 | 153 | 516 | 328 | 517 |
| Aide aux pays pour la planification et la préparation des projets ... | 67 | 383 | 216 | 416 | 286 | 395 | 606 |
| Services intégrés en faveur de l'enfance | - | 135 | - | 81 | 217 | 220 | 158 |
| Autres types d'assistance | <u>340</u> | <u>628</u> | <u>400</u> | <u>400</u> | <u>449</u> | <u>1 060</u> | <u>828</u> |
| Montant partiel de l'aide à long terme | 23 872 | 31 171 | 24 601 | 28 087 | 29 648 | 34 732 | 38 790 |
| Secours d'urgence | <u>861</u> | <u>1 359</u> | <u>292</u> | <u>395</u> | <u>1 952</u> | <u>2 265</u> | <u>1 890</u> |
| Montant partiel de l'assistance au titre des programmes | 24 733 | 32 530 | 24 893 | 28 482 | 31 600 | 36 997 | 40 680 |
| Services d'exécution | <u>3 217</u> | <u>5 354</u> | <u>4 500</u> | <u>4 852</u> | <u>5 312</u> | <u>5 701</u> | <u>6 406</u> |
| Montant total au titre de l'assistance | <u>27 950</u> | <u>37 884</u> | <u>29 393</u> | <u>33 334</u> | <u>36 912</u> | <u>42 698</u> | <u>47 086</u> |
| <u>Pourcentages</u> | | | | | | | |
| Services de santé pour les enfants (y compris notamment les services d'HMI) | 69,1 | 57,1 | 63,8 | 61,7 | 57,7 | 52,5 | 53,6 |
| Nutrition | 20,4 | 13,6 | 16,4 | 15,6 | 13,8 | 12,5 | 11,2 |
| Protection de la famille et de l'enfance | 2,0 | 4,1 | 3,8 | 3,7 | 4,4 | 4,4 | 3,9 |
| Enseignement | 2,8 | 16,4 | 11,2 | 13,9 | 13,3 | 19,0 | 21,5 |
| Formation préprofessionnelle | 0,5 | 1,1 | 1,1 | 0,5 | 1,6 | 0,9 | 1,3 |
| Aide aux pays pour la planification et la préparation des projets ... | 0,3 | 1,2 | 0,9 | 1,5 | 0,9 | 1,1 | 1,5 |
| Services intégrés en faveur de l'enfance | - | 0,4 | - | 0,3 | 0,7 | 0,6 | 0,4 |
| Autres types d'assistance | <u>1,4</u> | <u>1,9</u> | <u>1,6</u> | <u>1,4</u> | <u>1,4</u> | <u>2,9</u> | <u>2,0</u> |
| Montant total de l'aide à long terme | 96,5 | 95,8 | 98,8 | 98,6 | 93,8 | 93,9 | 95,4 |
| Secours d'urgence | <u>3,5</u> | <u>4,2</u> | <u>1,2</u> | <u>1,4</u> | <u>6,2</u> | <u>6,1</u> | <u>4,6</u> |
| Montant total de l'assistance au titre des programmes | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> | <u>100,0</u> |

Manière d'améliorer la préparation et l'évaluation des projets

Préparation des projets

71. Le FISE a continué en 1970 d'aider les pays à améliorer la planification et l'évaluation des projets, avec l'aide des organes techniques de l'ONU. En outre, un nombre de plus en plus grand d'établissements nationaux, techniques ou universitaires, souvent encouragés et aidés financièrement par le FISE, ont été amenés à participer à ce processus. C'est ainsi qu'en Inde, le Tata Institute of Social Sciences, le Indian Institute of Public Opinion et le Council for Social Development entreprennent actuellement des études sur les adolescents dans les zones rurales et urbaines dans le but d'aider les autorités à élaborer une politique et des programmes nationaux en faveur des jeunes dans le prochain plan quinquennal indien. Toujours en Inde, le National Institute of Health Administration and Education, avec le concours de la John Hopkins University, étudie dans deux Etats les nouvelles méthodes de supervision à l'échelon local; ces études devraient se révéler fort utiles au moment où l'on voudra étendre les services ruraux de santé. En Méditerranée orientale, le FISE finance une étude effectuée par l'Université de Bagdad sur les aspirations des enfants des écoles, étude qui pourrait avoir des répercussions importantes sur la réforme de l'enseignement. Au Maroc, le FISE fournit à la Commission de la planification les services d'un consultant qui est chargé d'aider à élaborer les mesures en faveur des enfants et des adolescents; le FISE finance en outre une étude sur les besoins nutritionnels des enfants d'âge préscolaire.

72. Au Ghana, le FISE a aidé à financer une étude effectuée par l'Institute of Social Statistics and Economic Research en vue de recueillir les données de base relatives aux activités entreprises en faveur des enfants et des jeunes dans le domaine du développement.

Evaluations par pays

73. Au cours de l'année écoulée, on a procédé à plusieurs évaluations de projets nationaux qui, pour la plupart, ont conduit à d'importants changements. C'est ainsi que le projet pour l'éducation et la formation des femmes entrepris en République-Unie de Tanzanie, qui bénéficie de l'aide du FISE depuis plusieurs années,

/...

a été examiné en 1970 par une équipe de quatre membres, faisant partie entre autres de la FAO, les dépenses en étant prises en charge par le FISE. Selon cette évaluation, il faudrait disposer d'un personnel plus nombreux et mieux qualifié; en conséquence, des mesures seront prises au cours de la prochaine phase du projet pour fournir un personnel plus nombreux.

74. En Afrique orientale, on a procédé en 1970 à une évaluation au Rwanda du projet relatif à l'enseignement postprimaire dispensé aux jeunes filles, qui bénéficie de l'assistance du FISE. Il a été établi que l'aspect pratique de cette formation, qui constituait l'objectif du plan initial, avait été négligé et qu'il convenait de le renforcer à l'avenir. En 1971, on prévoit de procéder à l'évaluation d'un plus grand nombre de projets bénéficiant de l'aide du FISE en Afrique orientale, notamment des projets relatifs aux services de santé de base et au développement communautaire en Ethiopie, et aux services de santé et à l'enseignement primaire à Madagascar, et à l'enseignement postprimaire au Burundi.

75. En Turquie, une évaluation des services nationaux de santé à laquelle a procédé en 1969 un consultant de l'OMS a permis de reformuler le programme national de santé sur une base nouvelle. La Turquie envisage également cette année d'évaluer l'efficacité des écoles normales qui reçoivent une assistance du FISE.

76. En Asie, les services de santé ont récemment été évalués, avec l'aide de l'OMS, en Chine (Taïwan), en Indonésie, en Malaisie, au Pakistan et en Thaïlande. En outre, en Birmanie, le programme de lutte contre la lèpre, qui a reçu une importante assistance du FISE, a été récemment évalué par un consultant de l'OMS, qui a trouvé que le programme avait été une réussite. Plusieurs évaluations de projets sont en cours d'exécution en Chine (Taïwan), y compris une évaluation finale d'un programme quinquennal d'enseignement primaire, une évaluation intérimaire du programme de formation préprofessionnelle et une évaluation du programme de services sociaux. L'OMS a terminé son évaluation du projet de lutte contre le trachome en Chine (Taïwan) qui a indiqué que le trachome, dont une grande partie des enfants de l'île étaient atteints dans le passé, a pratiquement disparu.

77. En Inde, l'Institute of Management est en train d'effectuer, avec l'aide du FISE, une évaluation du projet de nutrition appliquée entrepris à l'échelle nationale. On espère que les résultats de cette étude permettront de réorienter ce programme.

/...

78. Ces exemples illustrent la portée et la diversité des efforts faits par les gouvernements, le FISE et les autres organismes de l'ONU pour améliorer la mise au point et l'évaluation des programmes. Il sera nécessaire de réexaminer chaque projet de temps à autre, à mesure qu'il est exécuté. Le FISE doit continuer à aider les pays à procéder à des évaluations plus précises et plus systématiques des projets.

Evaluations globales des programmes

79. Cette année, le Conseil d'administration examinera une évaluation des programmes de formation du personnel de santé. Les paragraphes 87 à 90 portent sur cette évaluation. En 1970, le Conseil a décidé qu'il serait utile d'entreprendre une évaluation fondée sur "l'approche par pays", c'est-à-dire d'évaluer comment l'assistance du FISE était utilisée et pouvait être utilisée de manière plus rationnelle pour appuyer un programme visant à favoriser de façon systématique le bien-être et le développement de l'enfance compte tenu des priorités du plan de développement du pays^{9/}. En 1972, le Directeur compte présenter au Conseil une étude préliminaire sur ce sujet.

80. L'OMS est en train d'évaluer les activités de lutte contre le trachome et autres affections des yeux qui bénéficient de l'assistance commune du FISE et de l'OMS, afin de présenter ses conclusions au Conseil d'administration en 1972.

81. Parmi les questions que le Conseil d'administration a étudiées, et qui feront ultérieurement l'objet d'une évaluation, le Directeur estime qu'il faut accorder la priorité à une étude de l'assistance fournie par le FISE aux enfants d'âge préscolaire. On espère que cette étude pourra être présentée au Conseil en 1973. Parmi les questions qui feront l'objet d'une évaluation dans les années à venir, on relèvera la préparation des adolescents, l'assistance du FISE à la planification de la famille et l'assistance du FISE aux enfants des zones rurales et aux services destinés aux enfants dans les zones en voie de développement. Lorsque cela sera possible, il serait également utile d'entreprendre une évaluation de la formation

^{9/} Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément No 8 (E/4854-E/ICEF/605), par. 122.

des spécialistes de la nutrition envisagée compte tenu des diverses méthodes actuellement utilisées pour lutter contre la malnutrition infantile. Il sera nécessaire de refaire, d'ici dix à quinze ans, un certain nombre des évaluations globales qui auront été effectuées dans des domaines d'assistance comme la nutrition infantile, l'hygiène maternelle et infantile et l'enseignement.

Efforts entrepris pour que l'assistance fournie par le FISE
réponse aux besoins des pays

82. Certaines analyses récentes de l'assistance fournie au développement par l'entremise de l'ONU et des organismes qui s'y rattachent ont permis de conclure que souvent cette assistance n'a pas correspondu aux besoins réels des pays en partie du fait qu'ils ne disposaient pas d'une expérience suffisante. La situation actuelle dans les pays en voie de développement est très différente de ce qu'elle était il y a vingt ans, lorsqu'on cherchait à déterminer la portée et l'orientation à donner à l'aide internationale. Il est nécessaire de surveiller en permanence les formes sous lesquelles le FISE fournit une assistance.

83. Il est probable que les changements les plus importants survenus dans l'administration de l'assistance du FISE découlent du système dit "de l'approche par pays", dont les bases ont été adoptées par le Conseil d'administration dès 1961. Par suite de cette nouvelle orientation, on s'est constamment efforcé de bien comprendre quelle était la situation véritable des enfants dans les différents pays et dans les différentes régions. Cela aide les pays à mieux choisir les projets et à faire porter l'assistance fournie sur les problèmes qui ont la priorité la plus élevée dans les différents pays.

84. Depuis longtemps déjà, le FISE peut fournir en dehors du matériel, des fournitures et des moyens de transport, des dons en espèces pour aider à la formation et pour appuyer le personnel enseignant ou le personnel indispensable à l'exécution de projets importants. En outre, en cas d'urgence, le FISE peut aujourd'hui prendre temporairement à sa charge certaines dépenses de fonctionnement. Autrement, il aurait été impossible au FISE de fournir rapidement une assistance efficace, notamment en ce qui concerne le programme de reconstruction qui a suivi la guerre civile au Nigéria et le relèvement des zones du Pakistan oriental dévastées par

/...

le cyclone et le raz de marée de 1970. Il s'avère que la possibilité d'aider à la construction et à la réparation d'immeubles dans des situations particulières représente pour le FISE une nouvelle manière de venir en aide aux déshérités.

Services d'hygiène maternelle et infantile

35. Ces vingt dernières années, les pays en voie de développement, avec l'aide de l'OMS et du FISE, ont fait un effort considérable pour améliorer et étendre leurs services d'hygiène maternelle et infantile, qui ont souvent été l'élément principal de leurs services de santé de base. Dans de nombreux pays, des progrès importants ont été accomplis pendant cette période. Des milliers d'agents des services de santé ont été formés et des milliers de dispensaires ont été créés. Bien que certains des pays les plus fortunés aient pu fournir des services de santé rudimentaires à la majorité de leurs habitants il faut dire que seule une petite partie des familles des pays en voie de développement a eu généralement accès à des services de santé, même s'ils n'étaient que rudimentaires. Pourquoi en est-il ainsi?

36. Le problème a de nombreux aspects - sociaux, économiques, techniques et psychologiques. La plupart des pays en voie de développement n'ont pas encore les moyens d'étendre les services de santé de base traditionnels à l'ensemble de leur population. Il est donc nécessaire de trouver de nouvelles méthodes leur permettant de fournir au moins des services de santé rudimentaires. Or, la planification et l'administration des services de santé ont été presque exclusivement la prérogative d'une profession médicale formée selon les traditions des pays industrialisés. Il est très difficile pour les planificateurs et les administrateurs des programmes de santé formés de cette manière de rompre avec les habitudes et de rechercher des solutions nouvelles mieux adaptées aux pays en voie de développement. Il est tout naturel que les agents des services de santé formés de cette manière aient un intérêt personnel à protéger leur statut professionnel. Le problème se complique encore davantage du fait que dans certains pays récemment indépendants, les chefs politiques, pour des raisons qu'il est facile de comprendre, déclarent qu'ils ne peuvent accepter que des services de santé du niveau le plus élevé. Or, il est curieux de constater que même les pays les plus industrialisés ne peuvent plus se permettre actuellement d'offrir les services médicaux fournis d'ordinaire dans les

/...

hôpitaux et qu'ils essaient de réorienter et de réorganiser leurs services de santé dans le cadre des collectivités, en faisant appel aux ressources communautaires extérieures à la profession médicale.

Evaluation de la formation du personnel des services de santé

87. Tout ceci ressort avec évidence d'une évaluation importante des projets touchant la formation du personnel des services de santé qui reçoivent une aide du FISE et de l'OMS (E/ICEF/L.1278) ainsi que des recommandations du Comité mixte FISE/OMS en matière de programmes de santé (E/ICEF/609) que le Conseil d'administration étudiera à sa présente session. Le Directeur approuve ces recommandations.

88. Cette évaluation repose sur des études sur le terrain effectuées par un groupe de cinq consultants - quatre engagés par l'OMS et un par le FISE - et complétées par les réponses adressées à un questionnaire. Le FISE a été dûment consulté à chaque stade de la rédaction du rapport, y compris la dernière réunion où les conclusions présentées par les consultants ont été analysées et synthétisées.

89. A l'occasion de cette évaluation, on a souligné la nécessité de réorienter radicalement la formation en matière de santé, et en particulier celle des docteurs et des infirmières, qui est généralement acquise dans un hôpital et ne correspond pas en conséquence aux nouveaux besoins. On a souligné également dans le rapport la nécessité de recourir à du personnel auxiliaire ou paramédical pour la fourniture de services de santé dans les zones rurales des pays en voie de développement qui ne disposent généralement pas encore de services de santé organisés. On a proposé également dans ce rapport de chercher à obtenir la collaboration de personnel non médical, comme les instituteurs, les animateurs des collectivités et les agents des services de vulgarisation afin de pouvoir étendre les mesures protectives rudimentaires à l'ensemble des ruraux. Ces conclusions renforcent celles auxquelles on était parvenu lors de l'évaluation des services d'hygiène maternelle et infantile faite par l'OMS et présentée au Conseil d'administration en 1967 (E/ICEF/L.1267).

90. Dans certains pays, la demande de services curatifs est si importante que l'on néglige souvent les mesures de prévention et de protection. Dans d'autres, on a trouvé que mêmes les services de santé limités qui existent ne sont pas utilisés à plein, soit parce que ces services sont inadéquats soit parce que les bénéficiaires

ne comprennent pas l'utilité ou manquent de confiance. Il est évident que l'action d'agents compétents des services de santé peut être grandement améliorée et rendue beaucoup plus profitable grâce à la coopération active de ceux qu'ils cherchent à aider.

Services de santé de base - hygiène maternelle et infantile

91. Cet aperçu des problèmes qui restent à résoudre ne doit pas faire perdre de vue le fait que les pays en voie de développement ont accompli des progrès importants en matière d'extension des services de santé et que ces efforts se poursuivent. L'appui aux services de santé a représenté depuis des années un des principaux domaines d'activités du FISE. En 1970, le FISE a fourni différents types d'assistance aux services de santé dans 85 pays, en particulier en ce qui concerne l'hygiène maternelle et infantile. L'assistance à la formation du personnel des services de santé (qui fait l'objet de l'évaluation qui figure aux par. 87 à 90), en soulignant l'importance de la formation de personnel auxiliaire ou paramédical dans leur propre pays, continue à être un élément important de l'aide du FISE. A cette fin, le FISE fournit non seulement des auxiliaires d'enseignement et des moyens de transport mais aussi, dans de nombreux cas, des indemnités de subsistance aux stagiaires, ainsi que les traitements des professeurs. Les données relatives au nombre d'agents formés avec l'aide du FISE sont fournies dans un document distinct (E/ICEF/CRP/71-5). A la fin de 1970, 11 900 centres de santé principaux et plus de 37 700 centres secondaires situés surtout dans les zones rurales avaient reçu du matériel du FISE; sur ce total, on comptait environ 900 centres principaux et environ 3 300 centres secondaires qui avaient reçu du matériel pour la première fois en 1970. Le FISE a également fourni du matériel à plusieurs milliers de services de pédiatrie et maternités dans les hôpitaux, dont beaucoup sont associés à des écoles de formation. Des véhicules à moteur, des scooters et des bicyclettes ont également été fournis en très grand nombre, pour effectuer des inspections, pour permettre aux étudiants de se rendre dans les zones où ils font leurs travaux pratiques ou encore pour donner plus de mobilité aux services.

92. Afin de faciliter le choix et l'achat de ces fournitures, le FISE a mis au point un certain nombre de listes médicales. L'expérience a prouvé que dans

/...

l'ensemble ces listes ont donné satisfaction. Toutefois, ces deux dernières années, le FISE, avec la collaboration de l'OMS, a passé en revue, article par article, toutes ces listes. La première étape de cette révision a consisté en des consultations avec le personnel chargé des activités sur le terrain dans toutes les régions du monde. Ensuite, des consultations ont eu lieu entre le FISE et l'OMS, au Siège. La révision de ces listes est maintenant presque terminée.

93. En 1970, le FISE a continué à fournir une assistance substantielle aux services préventifs pour les enfants. Nombre des campagnes de masse contre les maladies de l'enfance ont été intégrées dans la structure de base et le FISE continue à fournir des vaccins pour protéger les enfants contre des maladies comme la tuberculose, la variole, la diphtérie, la coqueluche et le tétanos. Le FISE préfère contribuer à la création de moyens de production locaux chaque fois qu'un pays dispose des ressources nécessaires et à la fin de 1970, le FISE a fourni du matériel à un certain nombre de laboratoires pour la production de différents vaccins. En Inde, par exemple, les laboratoires équipés par le FISE peuvent maintenant produire 156 millions de doses de vaccins antivarioliques par an.

94. L'assainissement, notamment la fourniture d'eau potable, est un élément essentiel des services préventifs de santé. Un milieu infecté et des eaux polluées constituent un foyer pour les gastro-entérites et les infections par les parasites dont souffrent si souvent les enfants des pays en voie de développement. Un enfant affaibli par la diarrhée et les parasites est particulièrement vulnérable à d'autres maladies. Cette situation est également à l'origine de cas graves de malnutrition infantile. C'est pour ces raisons que l'hygiène du milieu, y compris la fourniture d'eau potable aux villages, tient une place importante dans les services de santé qui reçoivent l'aide du FISE. En 1970, le FISE a fourni ce type d'assistance à 67 pays.

95. Les additifs régionaux au présent rapport fournissent de nombreux exemples des progrès accomplis l'année dernière dans des projets déterminés touchant la santé. En Inde, par exemple, 5 000 infirmières et 4 000 infirmières-sages-femmes auxiliaires ont été formées en 1970. En outre, plus de 400 fonctionnaires des services de santé ont suivi des cours de réorientation. En 1970, dans le cadre du même projet, plus de 200 centres principaux et plus de 900 centres secondaires ont

reçu du matériel du FISE, et le nombre des centres principaux qui ont reçu une assistance du FISE en Inde atteint maintenant au total plus de 2 800 et celui des centres secondaires plus de 9 500. Toujours en Inde, le FISE a fourni une assistance à six services de pédiatrie supplémentaires, ce qui porte le total des services de pédiatrie assistés par le FISE à 69. Egalement en Inde, l'année dernière, le programme d'alimentation en eau des campagnes a marqué des progrès. Plus de 9 millions de personnes - soit environ 10 p. 100 de la population qui vit dans des zones rocheuses et arides - en bénéficieront. En 1970, on a creusé 552 puits qui alimentent en eau 266 000 personnes. On se prépare à accélérer l'exécution de ce programme en 1971.

96. Il y a environ deux ans, l'Indonésie a établi un programme national à long terme en matière de santé et le FISE fournit différents types d'assistance à ce programme. En 1970, le FISE a fourni du matériel à 175 centres principaux et à 533 centres secondaires et 203 centres de santé principaux (dont un certain nombre sont constitués par des centres secondaires améliorés) et plus de 4 900 centres secondaires ont reçu au total du matériel du FISE. Egalement l'année dernière, 32 instituts de formation pour différentes catégories de personnel sanitaire ont reçu du matériel du FISE, le nombre total des instituts ainsi assistés dépassant maintenant la centaine. Environ 3 500 agents des services de santé ont été formés grâce aux indemnités de subsistance versées par le FISE en 1970, le nombre total des agents ainsi formés en Indonésie atteignant plus de 8 500. En 1970, pour les programmes de santé scolaire, le FISE a fourni 1 500 trousseaux, le nombre total des écoles qui ont reçu ces trousseaux se montant maintenant à 5 500 environ. Egalement en 1970, plus de 1,5 million d'enfants indonésiens ont été vaccinés au BCG, avec l'assistance du FISE.

97. Dans le cadre du programme de santé auquel participe le FISE, le Kenya a développé en 1970 les moyens de formation en commençant à former des infirmières pour les collectivités et en ouvrant une nouvelle école pour les auxiliaires médicaux. Un groupe d'infirmières reçoit une formation spéciale en matière de nutrition infantile. Plus de 700 000 enfants ont été vaccinés au BCG. Au total, on a mené à bien 295 projets d'approvisionnement en eau des campagnes, lesquels

/...

alimentent en eau plus de 330 000 personnes; sur ce nombre, 62 projets ont été entrepris en 1970-1971, au profit de 70 000 personnes. Le gouvernement se propose d'étendre ce programme d'alimentation en eau à tout le pays.

98. En Afrique du Nord, l'Algérie a mis en route un nouveau programme national de santé axé sur le personnel paramédical dont il est prévu de former 2 800 auxiliaires.

99. En Colombie, le FISE participe au programme national de santé, qui porte notamment sur l'hygiène du milieu. Parmi ses objectifs, ce plan vise à fournir de l'eau potable à 50 p. 100 de la population rurale d'ici 1977. Parmi les réalisations de 1970, on peut citer l'installation de 1 000 pompes à main.

Planification de la famille

100. Il y a quatre ans, le Conseil d'administration du FISE a décidé que lorsqu'un gouvernement lui en ferait la demande, il pourrait accorder une assistance à la planification de la famille dans le cadre des services d'hygiène maternelle et infantile^{10/}. Cette décision était fondée sur des considérations touchant la santé, le bien-être et l'épanouissement des enfants, domaines dans lesquels la paternité responsable et la dimension de la famille ont une grande influence.

101. Les pays recevant une assistance du FISE sous une forme ou sous une autre ont une population enfantine de 793 millions; plus de la moitié de ces enfants, soit 573 millions, vivent dans des pays qui ont adopté des programmes officiels de planification de la famille ou qui appuient les activités non gouvernementales dans ce domaine.

| <u>Pays recevant une aide du FISE sous une forme ou sous une autre</u> | <u>Enfants de moins de quinze ans</u> (En millions) |
|--|--|
| 22 pays ayant des programmes officiels de planification de la famille <u>11/</u> | 509 |
| 16 pays appuyant officiellement des activités non gouvernementales de planification de la famille <u>11/</u> | <u>64</u> |
| Total partiel | 573 |

10/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session Supplément No 8 (E/4403-E/ICEF/563, par. 44-58).

11/ La classification des politiques suivies par les pays est celle qui est donnée dans Reports on Population/Family Planning, publiés par le Conseil de la population et l'International Institute for the Study of Human Reproduction, Columbia University, juillet 1970, tableau 6.

| <u>Pays recevant une aide du FISE sous une forme ou sous une autre</u> | <u>Enfants de moins de quinze ans (En millions)</u> |
|--|---|
| 72 autres pays | <u>220</u> |
| Total de la population enfantine des pays assistés par le FISE | <u>793</u> |

102. Le FISE fournit une assistance aux services d'hygiène maternelle et infantile, planification de la famille comprise, dans douze des pays susmentionnés, d'une population enfantine totale de 442 millions.

103. Ces deux dernières années, trois missions différentes, appuyées par certains organismes de l'ONU, ont étudié les programmes de planification de la famille exécutés en Inde, en Indonésie et au Pakistan. Parmi les conclusions formulées dans leurs rapports^{12/}, certaines présentent une grande importance du point de vue des activités du FISE.

104. Chacune des missions souligne qu'il faut trouver un moyen d'intéresser directement la population des villages, des hameaux et des taudis au programme national de planification de la famille. Pour le moment, les services de planification de la famille en Inde atteignent moins de 15 p. 100 des groupes en âge de procréer. La même situation semble exister au Pakistan. En Indonésie, les activités sur le terrain ne font que débuter.

105. En outre, chacune conclut que, outre des services cliniques de planification de la famille, il est nécessaire de fournir aussi des services sociaux et des services de santé afin de permettre aux nouveau-nés de vivre pour devenir des adultes en bonne santé. Cela devrait renforcer chez les parents le désir de voir chacun de leurs enfants demeurer en vie et mettre fin à l'idée fataliste qui leur fait accepter d'avance que seuls certains survivent. On devrait également encourager les parents à limiter la dimension de la famille.

106. Les trois missions proposent essentiellement la même solution, à savoir que les services de planification de la famille soient fournis par l'entremise du réseau des services de santé, ce qui obligera à développer considérablement ce réseau à l'échelon local et à faire très largement appel pour le doter en personnel à des

^{12/} Voir note 5.

femmes ayant reçu une formation d'auxiliaires qui travailleraient dans les villages en équipe avec les sages-femmes autochtones. La mission qui s'est rendue en Inde propose que des services élémentaires d'hygiène maternelle et infantile soient fournis, en même temps que des conseils et des services en matière de planification de la famille par une "infirmière-sage-femme-auxiliaire" pour dix villages (10 000 personnes). Si les recommandations de la mission sont appliquées, des services de ce genre pourraient atteindre un tiers de la population en 1974, dernière année d'exécution du plan indien en cours. Cela constituerait un progrès remarquable dans l'histoire des services d'hygiène maternelle et infantile offerts à la population. La même innovation pourrait être introduite dans les deux autres pays. Conformément au plan qui serait mis en oeuvre au Pakistan, on utiliserait pour chaque tranche de 10 000 habitants "une visiteuse de la planification de la famille" ou "une visiteuse de la santé".

107. Les missions recommandent également d'entreprendre, pour compléter les services sociaux en faveur de la famille, des programmes visant à relever le niveau des femmes où la priorité serait accordée à l'alphabétisation et à l'éducation des femmes.

108. Une autre conclusion importante des missions est que l'on n'a pas mobilisé un appui et des ressources suffisantes, sur le plan national et international, pour atteindre les buts que se sont fixés les trois pays. Le FISE, qui n'est que l'une des organisations qui accordent une aide à ces pays, fournit, en matière d'hygiène maternelle et infantile, une assistance en proportion de ses ressources. Toutefois, le volume total de l'aide consacrée à ces programmes, y compris les crédits provenant du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et les fonds d'origine bilatérale sont insuffisants pour que dans toutes les parties de ces pays la population puisse bénéficier des services nécessaires avant vingt ou trente ans. Si ces pays n'atteignent pas les objectifs qu'ils se sont fixés, cela pourrait bien tenir pour une large part au manque de services d'hygiène maternelle et infantile et d'autres services sociaux.

L'enfant d'âge préscolaire, enfant vulnérable

109. La mise au point de moyens efficaces pour protéger l'enfant d'âge préscolaire compte toujours au nombre des problèmes les plus difficiles auxquels se heurtent les pays en voie de développement. La période qui va du moment où l'enfant est sevré et où il atteint ses cinq ans est sans doute la phase la plus critique dans le développement physique et affectif de l'être humain. Au cours de cette période, l'enfant est extrêmement vulnérable à la maladie et aux risques que présente l'environnement. C'est au cours de cette période critique de la croissance que la malnutrition peut entraîner des dommages physiques et mentaux permanents. Il est frappant de constater que, bien que la mortalité infantile ait considérablement baissé dans les pays en voie de développement, les décès entre l'âge d'un an à cinq ans restent encore très nombreux - 20 à 40 fois plus que dans les pays industrialisés. Les services d'hygiène maternelle et infantile pourraient jouer un rôle important pour protéger les jeunes enfants et, dans certains pays, c'est bien ce qui commence à se produire. Quelques rares pays ont, avec l'assistance du FISE, entrepris de créer un réseau de garderies d'enfants suffisamment nombreuses pour être fréquentées par un grand nombre d'enfants d'âge préscolaire. Dans beaucoup de pays les projets portant sur l'éducation et la formation des jeunes filles et des femmes et auxquels le FISE est associé peuvent également être très précieux. Les différentes méthodes utilisées pour régler les problèmes que pose la malnutrition intéressent, la plupart du temps, les enfants après le sevrage. Il est malheureusement évident que les efforts déployés actuellement en faveur des enfants d'âge préscolaire sont loin d'être suffisants. Nous espérons présenter au Conseil d'administration en 1973 (voir par. 42) une évaluation de l'assistance du FISE en faveur de l'enfant d'âge préscolaire.

Protection de la santé

110. En Afrique orientale, plusieurs pays, notamment le Lesotho, le Malawi et la Zambie ont créé, pour l'enfant d'âge préscolaire, des centres de consultation pour "moins de cinq ans". L'idéal est que ces centres fassent partie des services

/...

généraux de santé. En Zambie, les efforts sont centrés sur la province de Luapula où plus de 100 centres de ce genre ont été créés et dotés d'un personnel ayant reçu une formation spéciale. Un des problèmes que l'on retrouve dans tous ces pays est qu'il arrive que les femmes amènent une ou deux fois leurs enfants dans ces centres puis se désintéressent de ces visites; il est indispensable de rechercher les moyens qui permettront de modifier cette attitude.

111. Dans plusieurs pays d'Afrique orientale, on déploie des efforts considérables pour immuniser les enfants contre la tuberculose, la variole, la diphtérie, la coqueluche et le tétanos. Au Burundi on a, en 1970, construit dans sept hôpitaux ruraux des salles de pédiatrie.

112. En 1970 l'Inde a décidé de lancer un programme national de vaccination, destiné aux enfants en bas âge et d'âge préscolaire, contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos et d'action prophylactique contre l'anémie et la carence en vitamine A.

Garderies d'enfants

113. C'est lorsque la mère travaille que l'enfant d'âge préscolaire risque le plus de manquer de soins et de se trouver en danger. Ce problème est particulièrement aigu dans les villes, où il arrive que de petits enfants se retrouvent seuls dans un taudis ou sur des lieux de travail. Dans les zones rurales, les mères n'ont souvent pas d'autre choix que d'emmener leurs enfants avec elles dans les champs ou de les laisser sans surveillance pendant qu'elles travaillent. Bien que les garderies d'enfants aient été créées au départ dans les zones urbaines industrialisées, l'expérience démontre qu'actuellement elles peuvent être tout aussi indispensables dans les zones rurales.

114. C'est ainsi qu'en Chine (Taiwan) il existe maintenant dans les zones rurales un réseau de garderies d'enfants où l'on prend soin d'environ 20 p. 100 de la population d'âge préscolaire. Bien que le gouvernement et le FISE aient contribué dans une certaine mesure à la création de ces garderies, c'est uniquement grâce à l'appui spontané des communautés locales que celles-ci continuent à exister et à bien fonctionner.

115. Au Ghana, les conditions sont légèrement différentes. Dans ce pays, il existe actuellement près de 400 garderies d'enfants qui assurent la garde d'environ 30 000 enfants. Ces centres avaient été créés spontanément dans les zones urbaines ou semi-urbaines. On a demandé l'aide de la Division du développement social de l'Organisation des Nations Unies et du FISE pour améliorer la compétence du personnel de ces centres. Au début de 1971, un centre de formation, assurant à la fois une formation fondamentale et des cours de recyclage, a commencé à fonctionner. Il est évident que les garderies d'enfants répondent, au Ghana, à des besoins réels, mais le problème est ici d'améliorer la qualité des services qu'elles peuvent assurer.

116. Le Conseil d'administration est actuellement saisi d'une proposition en vue de fournir une assistance à la République-Unie de Tanzanie pour créer des garderies d'enfants et assurer la formation du personnel de ces établissements. L'un des aspects intéressants de ce projet est que l'on prévoit d'utiliser ce personnel pour s'occuper des mères et leur donner des conseils simples sur l'alimentation des enfants.

117. D'autres pays continuent à mettre à l'essai diverses catégories de garderies d'enfants. Le Maroc a maintenant plus de 200 kindergartens et 62 "centres de petit élevage" et a l'intention de créer dix "parcs d'enfants" expérimentaux et d'entreprendre, à l'échelon local, la production de jouets éducatifs.

118. Un des aspects importants du programme péruvien de secours et de reconstruction intéressant la région ravagée par le tremblement de terre survenu en 1970 est la réorganisation de services intégrés en faveur de l'enfance; les services créés assureront à la fois des soins prénatals et postnatals, l'éducation des mères et celle des jeunes enfants. Ces services seront installés dans des petits villages et dans des villes des zones rurales grâce aux efforts conjugués du Ministre de la santé et de l'éducation et des services s'occupant du développement rural.

119. Dans la zone des Antilles, la Conférence sur l'enfant d'âge postscolaire, qui a bénéficié de l'assistance du FISE en 1967, a entraîné la mise en oeuvre, à l'Université des Indes orientales, pour la région des Antilles, d'un projet

/...

régional de formation pour le personnel s'occupant des jeunes enfants. Le Conseil d'administration est saisi, à la session actuelle, d'une proposition tendant à ce que le FISE accorde son assistance à ce projet régional et à l'amélioration des services en faveur de l'enfant préscolaire dans l'ensemble des Antilles.

120. En 1970, l'Inde a continué à expérimenter diverses méthodes pour répondre aux besoins de l'enfant d'âge préscolaire. Le programme de protection de la famille et de l'enfance, qui bénéficie de l'assistance du FISE, intéresse les zones rurales et tend à appuyer les efforts communautaires et à apprendre aux animatrices à créer des services en faveur de l'enfant d'âge préscolaire afin de résoudre les problèmes que pose la malnutrition. En 1970, un événement encourageant a été la décision, prise par les pouvoirs publics, d'organiser systématiquement des activités de protection de la famille et de l'enfance dans les régions couvertes par le programme de nutrition appliquée. En 1970 également, le FISE a commencé à acquérir en Inde des jouets éducatifs fabriqués localement, mesure qui devrait aider à encourager la conception et la fabrication, sur une vaste échelle, de jouets éducatifs adaptés aux conditions qui existent en Inde. Un autre fait important a été la réunion en Inde, en décembre 1970, du premier séminaire national sur l'enfant d'âge préscolaire, organisé par l'Indian Council for Child Welfare avec l'aide du Centre international de l'enfance, de l'OMS et du FISE.

Education et formation des femmes

121. En 1970, le Conseil d'administration a reçu une première évaluation des projets d'éducation et de formation des femmes auxquels le FISE participe. Cette évaluation a été en général bien accueillie par le Conseil d'administration, et le rapport et la marche à suivre recommandée pour la future mise au point de projets de ce genre ont été largement distribués au personnel national et international^{13/}. Ce document influencera sans aucun doute l'orientation donnée

^{13/} Distribué à l'origine sous la cote E/ICEF/L.1275, cette évaluation peut maintenant être obtenue, avec un résumé de la discussion que le Conseil d'administration y a consacrée, sous la cote E/ICEF/MISC.161.

s activités. C'est dans le cadre de cette réévaluation que l'on a, en 1970, rpar. 73 ci-dessus) remanié le projet d'éducation des femmes en blique-Unie de Tanzanie.

En Afrique du Nord, les activités de formation des femmes se sont poursuivies 970. Il existe maintenant en Tunisie 21 centres pour l'orientation des jeunes es dans les zones rurales; ces centres bénéficient de l'assistance du FISE et, 970, une formation a été dispensée à 2 127 jeunes femmes. Le gouvernement t à ce que les activités de ces centres soient évaluées objectivement avant i créer dans d'autres zones rurales. Au Maroc, le mouvement en faveur de la ation et de l'éducation des jeunes filles et des femmes bénéficie de l'appui, seulement du gouvernement mais aussi de l'Union nationale des femmes ocaines et de la Ligue marocaine de protection de l'enfance. Il s'agit d'un gramme en expansion. Il existe maintenant 153 foyers d'animation et 125 ont annexe une garderie d'enfants. Les frais de fonctionnement de ces garderies t assurés par des coopératives de mines créées à cet effet. En 1970, près 50 000 jeunes filles et femmes ont reçu une formation dans le cadre de ce jet. Le FISE principalement a fourni, à titre d'assistance, du matériel pour services de développement communautaire, notamment pour les pouponnières et activités de réhabilitation nutritionnelle organisées par les services inins bénévoles, ainsi que des bourses et des honoraires pour la formation personnel.

Il est particulièrement intéressant de noter qu'en 1970, les clubs de mes et de jeunes filles ont continué à se multiplier en Arabie Saoudite. Il iste maintenant 12 associations féminines qui étudient les problèmes de la aille et de la communauté ainsi que 21 clubs de jeunes filles et neuf sociétés opératives féminines.

4. Il ressort clairement de ce bref aperçu des différentes méthodes suivies ur assurer la protection de l'enfant d'âge préscolaire que ce groupe d'âge ste le plus négligé dans les pays en voie de développement. Dans de nombreux ys, on est peu conscient de l'importance qu'a cette étape de la croissance.

/...

C'est pourquoi le problème le plus important est toujours d'éduquer les parents, les animateurs et les dirigeants nationaux afin qu'ils prennent conscience de la sensibilité et de la vulnérabilité exceptionnelles de l'enfant d'âge préscolaire. Dans de nombreux pays, il n'est pas possible de créer des services qui, dans un proche avenir, pourront s'occuper directement d'une partie importante de la population d'âge préscolaire. On peut tout au plus espérer que, dans le cas où les parents et la collectivité s'apercevront des besoins particuliers des jeunes enfants, ils prendront beaucoup d'initiatives pour les aider. A cette fin, l'éducation et la formation des jeunes filles et des mères peuvent être extrêmement importantes. Les données d'expériences acquises en Chine (Taiwan) montrent tout ce qu'on peut faire dans le cadre d'une action communautaire coopérative bénévole bénéficiant d'une certaine assistance technique et d'un certain contrôle, pour créer des garderies d'enfants et assurer leur fonctionnement. Dans les pays en voie de développement, la situation de l'enfant d'âge préscolaire est tellement précaire qu'il faut tout essayer pour trouver des moyens efficaces permettant de le protéger et de le nourrir.

Alimentation des enfants et nutrition

125. Dans les milieux internationaux comme dans les pays en voie de développement on a pris peu à peu conscience des effets sur l'enfant, en particulier sur l'enfant d'âge préscolaire, de la malnutrition en protéines et en calories. On se préoccupe surtout de l'enfant après le sevrage, c'est-à-dire des enfants ayant de un à cinq ans, car c'est au cours de cette période que la malnutrition peut avoir des effets physiques et mentaux irréversibles. De plus, des études récentes ont révélé que, dans les zones urbaines, la malnutrition des enfants commence souvent durant les premiers mois de la vie. Depuis quelques années, le FISE s'efforce, en collaboration avec la FAO et l'OMS, d'attaquer ce problème sur trois fronts. En ce qui concerne les enfants vivant dans les zones rurales, on a surtout adopté des programmes de nutrition appliquée dans le cadre desquels on assure une éducation nutritionnelle tout en encourageant la production d'aliments nutritifs par la communauté et les familles. Les deux autres méthodes adoptées - aide en vue d'assurer la fabrication locale d'aliment

sevrage riches en protéines et appui et assistance en vue de créer des laiteries locales - intéressent surtout les enfants vivant dans les villes. Le FISE a également accordé un appui à la formation nutritionnelle et a organisé des cours de formation pour diverses catégories de personnel. Si, dans des cas particuliers, le FISE continue à fournir du lait importé ou des mélanges spéciaux pour enfants, le temps où il fournissait de grandes quantités de lait en poudre importé est révolu. Heureusement, des organisations non gouvernementales et, plus récemment, le Programme alimentaire mondial ont été en mesure, dans le cadre de nombreux projets, de fournir du lait en poudre et des aliments pour enfants à base de céréales; de ce fait le FISE dispose de ressources accrues qu'il peut utiliser pour aider les pays à trouver des solutions locales et durables pour résoudre, tout du moins en partie, le problème de la malnutrition des enfants.

26. Il ressort des paragraphes suivants que les projets bénéficiant de l'assistance du FISE ont permis d'obtenir quelques bons résultats en 1970. Cependant, lorsqu'on considère la situation à l'échelon national, on constate que les efforts actuels sont loin d'être suffisants. Ce n'est pas seulement en créant des instituts de la nutrition, en organisant des enquêtes en matière de nutrition et en assurant la formation de nutritionnistes que l'on peut résoudre le problème; il faut le faire dans le contexte de la planification agricole nationale, et chaque pays doit mettre au point des politiques et des programmes en matière d'alimentation et de nutrition dans le cadre de ses efforts de développement à long terme. Le plan indicatif mondial publié en 1969 par la FAO peut être à cet égard très précieux.

27. Dans toute politique touchant l'alimentation et la nutrition, il faut se fixer quatre objectifs :

- a) Augmenter la quantité de produits alimentaires mis à la disposition du consommateur;
- b) Modifier et améliorer les habitudes alimentaires;
- c) Accroître le pouvoir d'achat;
- d) Lutter contre les facteurs de l'environnement qui abaissent l'utilisation métabolique des produits alimentaires et ont pour effet, chez les êtres humains, d'accroître les besoins en nourriture pour résister aux maladies.

/...

128. De nombreux projets bénéficiant de l'assistance du FISE et ne portant pas uniquement sur la malnutrition des enfants contribuent à résoudre les problèmes dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition. C'est ainsi que des projets qui améliorent les conditions d'hygiène en général et les conditions d'approvisionnement en eau potable, ou qui ont pour objet de lutter contre l'infection et le parasitisme sont extrêmement précieux. Ces projets assurent une meilleure utilisation des produits alimentaires ingérés. Les projets d'éducation de la femme auront également des répercussions importantes sur l'état nutritionnel de la famille en lui apprenant à utiliser de façon plus rationnelle le revenu familial.

129. Ces mesures indirectes peuvent jouer un rôle très important dans les efforts faits pour améliorer la nutrition.

130. C'est par rapport à la majorité des enfants d'un pays et en tenant compte de leurs caractéristiques moyennes qu'il faut évaluer le statut nutritionnel des enfants. Au niveau national, les politiques et les programmes en matière d'alimentation et de nutrition doivent être mis au point non seulement pour répondre aux besoins des enfants qui souffrent sérieusement de la malnutrition mais aussi en vue de garantir une alimentation correcte à tous les enfants. Lorsqu'on considère le problème sous l'angle de l'alimentation "normale", cela revient à prendre des mesures préventives qui réduiront les mesures curatives, plus coûteuses. De nombreux programmes bénéficiant de l'assistance du FISE et portant sur l'alimentation et la nutrition sont orientés vers cette action préventive. C'est en mettant au point des politiques nationales en matière d'alimentation et de nutrition qu'on réussit le mieux à prendre ces mesures préventives. C'est pourquoi le FISE accorde son appui à la formation du personnel qui sera chargé de l'élaboration des politiques de ce genre.

Nutrition appliquée

131. L'Indian Institute of Management évalue actuellement les progrès du programme de nutrition appliquée (ANP), dont les résultats seront publiés en 1971. En 1970, le gouvernement a organisé un séminaire pour les coordinateurs

ouvernementaux du programme et les spécialistes de la question, dont il est
sulté plusieurs recommandations importantes concernant l'amélioration du
ogramme. En 1970, le programme a été étendu à 91 nouveaux secteurs de
veloppement communautaire portant le total à 987 secteurs. Les établissements
formation sont maintenant au nombre de 245, tandis que 257 centres de
duction offrent d'autres services. Au cours de l'année, 18 700 personnes ont
çu une formation et le total cumulatif des personnes formées s'élève maintenant
99 000. Parmi les nouveaux efforts de formation, on peut citer un cours sur la
duction de semences. En ce qui concerne le personnel médical, 70 personnes
ontre 9 en 1970) ont maintenant obtenu leur certificat ou leur diplôme de
aster of Science au National Institute of Nutrition de Hyderabad. A sa session
ctuelle, le Conseil d'administration est saisi d'une demande tendant à ce que
e FISE accorde à l'Inde une assistance portant sur une formation de niveau élevé
a alimentation et en nutrition à l'intention des professeurs d'agriculture,
e science vétérinaire et d'arts ménagers.

52. En 1970, le projet entrepris aux Philippines a touché 300 écoles réparties
ans 14 provinces, ce qui était l'objectif fixé au départ dans le plan d'opé-
ations. Huit universités assurent une éducation nutritionnelle et une formation
édagogique. Dans un grand nombre des nouvelles écoles participantes, on
ffectue des enquêtes sur le statut nutritionnel de base et la consommation. On
éveloppe l'alimentation d'appoint et on multiplie les jardins scolaires et les
ardins de village et c'est pourquoi l'assistance accordée par le FISE consiste
n partie à fournir des pompes pour l'irrigation. Un événement important est la
écision prise par toutes les institutions participantes de confier au Conseil
national interdépartemental pour l'alimentation et l'agriculture la tâche de
ordonner toutes les activités nutritionnelles et, ce faisant, de mettre au
point un programme national intégré portant sur l'alimentation et la nutrition.

53. Un Comité consultatif national de la nutrition appliquée a été créé en
République de Corée et, après l'arrivée du conseiller de la FAO en matière de
nutrition et la création d'une section de nutrition appliquée au Ministère de
l'agriculture et des eaux et forêts, le nombre des villages intéressés est passé

/...

à plus de 170, ce qui fait que le projet de nutrition appliquée porte sur plus de 14 700 fermes. Dans les villages, on a terminé des enquêtes diététiques et cliniques socio-économiques. Au total, 38 678 personnes ont reçu une formation dans le cadre de ce projet. Du fait de la formation donnée aux agriculteurs, on a déjà constaté que les rendements de soja étaient plus élevés. Des progrès du même ordre ont été enregistrés en ce qui concerne la production de légumes verts et autres, de volaille, de lait de chèvre et le rendement des pêcheries en eau douce. Des centres de nutrition ont été créés dans 116 villages et des centres de traitement de produits alimentaires dans 30 villages. Au début du projet, les dépenses de contrepartie du **gouvernement** ont été équivalentes aux dépenses du FISE; au cours de la prochaine période triennale, les dépenses du **gouvernement** seront quatre fois plus élevées que l'engagement prévu pour le FISE. 134. Il ressort très nettement des enquêtes sur la nutrition effectuée au Pakistan que la malnutrition est l'une des principales causes du mauvais état de santé de la population, ce qui a amené les pouvoirs publics à créer un Comité interdépartemental de la nutrition qui a recommandé le lancement d'un programme national portant sur la formation, l'éducation nutritionnelle du public, la recherche et les projets de nutrition appliquée.

135. En 1969/70, huit cours ont été organisés à l'Institut d'hygiène et de médecine préventive de Lahore afin de former 157 infirmières visiteuses. On prévoit d'organiser un programme du même genre à l'Institut nutritionnel d'Islamabad. Les enquêtes préalables à la phase de réalisation de deux projets de nutrition appliquée ont été achevées.

136. On reconnaît que la malnutrition constitue peut-être le problème le plus grave chez les enfants en Amérique latine ainsi qu'un obstacle au développement économique et social. Toutefois, malgré ces constatations, on n'a pas adopté de méthode intégrée pour résoudre le problème et les mesures prises ont été sectorielles et curatives plutôt que préventives.

137. Cet état de choses est dû surtout à l'absence, en matière d'alimentation et de nutrition, de politiques nationales bien formulées, s'inspirant d'une conception multidisciplinaire, susceptibles de résoudre les problèmes de

nutrition dans les pays d'Amérique latine. Tenant compte des recommandations de l'OMS et de la FAO et de la résolution adoptée par les ministres de l'agriculture de l'Amérique latine sur la nécessité d'élaborer des politiques en matière d'alimentation et de nutrition dans le cadre des plans de développement, le FISE organisera avec l'OMS, la FAO, la Commission économique pour l'Amérique latine et l'Institut latino-américain de planification quatre conférences sous-régionales sur l'alimentation et la nutrition qui auront lieu dans différentes villes d'Amérique latine en 1970 et 1972. Le Conseil d'administration a déjà approuvé l'octroi d'une assistance du FISE à la première de ces conférences et est saisi en 1971 d'une recommandation tendant à accorder une aide similaire pour les trois autres conférences.

138. En Amérique latine également, lors d'une réunion des ministres inter-américains de l'agriculture, on a formulé des recommandations insistant sur la nécessité d'accorder une grande importance à la nutrition dans les plans agricoles nationaux. On a créé à la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine) un groupe interdisciplinaire qui coopérera avec la FAO, l'OMS et le FISE afin d'organiser à l'échelon de la sous-région des conférences destinées à encourager les progrès en matière d'alimentation et de nutrition. En Colombie, le programme intégré de nutrition appliquée (PINA) qui bénéficie de l'assistance du FISE est actuellement appliqué dans 14 départements du pays et à Bogota. Dans la zone des Antilles, la Barbade met au point un programme de nutrition appliquée dans lequel il est prévu d'assurer une éducation nutritionnelle par l'intermédiaire de la presse, de la radio et de la télévision. Au Pérou, les activités relatives à la nutrition appliquée déployées dans le cadre du programme de développement rural intéressent maintenant les familles qui vivent dans les Hauts Plateaux du centre. Au Brésil, sous les auspices de l'Association brésilienne de crédit et d'assistance rurale (ABCAR) on a assuré la formation de spécialistes de la nutrition appliquée qui sont maintenant au nombre de 60 000 travaillant dans 21 Etats. La formation de personnel responsable en matière de nutrition a été intensifiée à Belo Horizonte, dans le Minas Gerais, et à Fortaleza.

/...

139. En Turquie, les cours régionaux d'éducation nutritionnelle organisés à l'Université d'Hacettepe, à Ankara, ont été suivis par 29 médecins et diététiciens des pays méditerranéens.

140. Un fait très important pour la région de la Méditerranée orientale a été l'organisation, en juillet-août 1970, sous les auspices conjointes de la FAO, de l'O.S et du FISE, d'un séminaire intergouvernemental auquel ont assisté 59 représentants de 19 pays différents attachés aux ministères de la planification de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et des affaires sociales. Au cours de ce séminaire ont été élaborées à l'intention des gouvernements des recommandations importantes ayant trait à la nécessité de formuler une politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition et à la nécessité de créer un dispositif interministériel de mise en oeuvre. Ces recommandations ont insisté sur la nécessité de rassembler des données sur la consommation nationale de produits alimentaires et le statut nutritionnel dans les différents pays, sur la formation, l'accroissement de la production de produits alimentaires, le stockage et la commercialisation, le traitement de produits alimentaires améliorés et l'enrichissement des produits alimentaires, l'éducation nutritionnelle à différents niveaux et les mesures à prendre pour garantir le statut nutritionnel de groupes vulnérables.

141. Ces recommandations relatives à la formation ont notamment abouti au lancement, à l'Université américaine de Beyrouth (Liban), en octobre 1969, d'un cours de deux ans sanctionné par un diplôme de Master of Science en nutrition pour lequel le FISE accorde une aide aux étudiants. On a également organisé des cours d'été portant sur la nutrition.

142. En Iran, une aide a été accordée pour une enquête sur les besoins nutritionnels effectuée en vue de mettre au point une politique nationale et des programmes d'action. En Irak, le FISE s'est engagé à apporter son soutien à des enquêtes d'ampleur limitée entrant dans le cadre du programme des services sanitaires bien que le nouveau plan quinquennal prévoie également la production de mélanges alimentaires riches en protéines pour nourrissons.

143. Des programmes extensifs de nutrition appliquée ont été mis au point au Lesotho et en Zambie, tandis que des efforts moins importants étaient déployés au Botswana, au Malawi, en Ouganda et au Souaziland. Le programme établi au Lesotho prévoyait la constitution de jardins communautaires et jardins de clubs des jeunes agriculteurs, la création de fermes piscicoles, l'accroissement de la production de lait, de volaille et d'oeufs, l'organisation de cours de formation agricole et d'éducation nutritionnelle. En Ouganda, on a insisté sur le rôle que pouvaient jouer les agents sanitaires pour apprendre aux mères combien les légumes secs, les oeufs, les poissons et les légumes jouent un rôle important dans le régime alimentaire des enfants. Ce n'est que dernièrement que ce programme a été rattaché au programme de vulgarisation agricole visant à apprendre aux agriculteurs comment produire ces produits alimentaires. Le programme de formation intéressant les jeunes agriculteurs insiste sur la production de fèves de soja, afin d'obtenir des récoltes susceptibles d'être commercialisées. A l'Université de Makerera, on commence à organiser des cours et à effectuer des recherches sur la nutrition de l'enfant et on espère que les coûts correspondants, notamment les honoraires d'un conférencier, seront en partie pris en charge par le FISE. En République-Unie de Tanzanie, le FISE fournit du matériel actionné à la main pour la production de farine de soja dans cinq villages où sont cultivées les fèves de soja.

144. Au Ghana, l'assistance du FISE pour des postes d'enseignants à l'Université de Legou (économie domestique, nutrition, vulgarisation agricole) se poursuit comme prévu.

145. Avec la fin de la guerre civile au Nigéria, en Janvier 1970, l'assistance du FISE, qui avait jusqu'alors consisté en secours d'urgence, a porté sur la réorganisation de services choisis, dans les régions touchées par la guerre. Les préparations alimentaires spéciales - le PKFM (préparation alimentaire pour la réadaptation post-kwashiorkor) et le K mix II (préparation alimentaire pour les cas de kwashiorkor) - ont été fournies en grandes quantités en vue de la réadaptation nutritionnelle d'urgence des enfants et ont été utilisées avec d'excellents résultats. A l'Université d'Ibadan, les cours de technologie alimentaire et de nutrition ont repris.

/...

146. Dans quatre pays représentant 75 p. 100 de la population de la région de l'Asie orientale et du Pakistan, des projets de nutrition appliquée continuent à se développer.

147. En Indonésie, le programme de nutrition appliquée qui couvre à l'heure actuelle sept provinces s'étendra cette année à une huitième province, touchant ainsi près de 25 millions de personnes. Plus de 1 900 fonctionnaires de l'Etat et environ 4 000 animateurs de collectivité ont reçu une formation en matière de nutrition dans le cadre de ce projet. La production de légumes, de volailles, d'oeufs et de poissons s'est sensiblement accrue. Avec le concours du FISE, 48 volontaires de formation universitaire ont été chargés de l'éducation nutritionnelle dans des villages. La participation des intéressés est l'un des principaux atouts de ce programme. L'enquête sur les structures et les habitudes alimentaires envisagées du point de vue des moeurs, effectuée dans cinq régions rurales d'Indonésie, avec le concours du FISE, par l'Institut national de recherche économique et sociale en coopération avec le Ministère de la santé, sera un auxiliaire utile pour l'organisation et la planification. Une proposition d'engagement triennal qui sera présentée à la session de 1971 du Conseil d'administration du FISE prévoit que le Ministère de l'agriculture participera de plus près à cette entreprise.

148. Une enquête sur l'hygiène scolaire effectuée dans 26 écoles (portant sur 18 500 enfants) en Birmanie a révélé la fréquence de maladies dues à la malnutrition et aggravées par l'insuffisance des services d'assainissement. Dans le cadre du projet de nutrition bénéficiant de l'assistance du FISE, un cours de formation nutritionnelle d'une durée de 10 semaines a été organisé à l'intention d'environ 50 agents sanitaires. Le FISE procure des services de conférenciers et fournit les fonds nécessaires à des programmes de formation nutritionnelle auxquels participent des médecins et des enseignants.

Aliments de sevrage à haute teneur en protéines

149. En Algérie, la production de "Superamine" (aliment de sevrage composé de 28 p. 100 de farine de blé, 38 p. 100 de farine de pois chiches, 18 p. 100 de farine de lentilles, 10 p. 100 de lait écrémé en poudre, 5 p. 100 de sucre et 1 p. 100 d'un assaisonnement à base de vitamines et de substances minérales)

/...

a atteint environ 650 tonnes en 1970, ce qui n'a permis de répondre qu'à 50 p. 100 seulement des demandes provenant des Ministères de la santé, des affaires sociales et de l'enseignement. L'on prévoit que ces institutions auront besoin de 1 000 tonnes en 1971, cependant que les ventes commerciales sont estimées à 250 tonnes. Cela étant, le gouvernement a inscrit dans son plan pour la période allant de 1970 à 1973 et dans son budget un programme en vue de porter à 8 000 tonnes la production annuelle de "Superamine" de façon à satisfaire les besoins de 200 000 enfants de familles à faible revenu. Depuis un séminaire organisé en Algérie en octobre 1970 sous les auspices de la FAO, de l'OMS et du FISE, au cours duquel ont été examinés les problèmes relatifs à la nutrition des enfants dans la région du Maghreb, on reconnaît davantage dans d'autres pays l'intérêt de la "Superamine" pour les jeunes enfants. Les participants ont été impressionnés par l'usine de Blida et les progrès de la "Superamine".

150. En Turquie, des études de marché ont été faites au cours de 1970 et l'on a commencé des travaux de construction à l'usine de farine de soya d'Ordu et à la laiterie d'Istanbul. Tout le matériel sera sur place au début de 1971 et l'aménagement de l'usine d'Ordu devrait être achevé vers mars. A Istanbul, la production d'aliments de sevrage devrait commencer au second semestre de 1971 sous la direction de la Société turque des industries laitières. Une société locale établit, en collaboration avec le gouvernement, la FAO et le FISE, des plans en vue d'une campagne de publicité et de vente. L'utilisation d'un procédé de traitement par l'enzyme alpha amylase a permis d'améliorer sensiblement la qualité et l'acceptabilité des mélanges à base de céréales et de légumes en réduisant les féculents aux dextrines et aux sucres, en lui donnant un goût plus agréable et une plus forte densité en calories et en rendant sa préparation plus facile pour l'alimentation des enfants (moins de cuisson nécessaire).

151. La production d'aliments de sevrage en République arabe unie se fera selon un procédé modifié de fabrication de la pâte de base et grâce à un matériel mis au point par le personnel du FISE en collaboration avec une firme suisse. Un brevet a été demandé au nom du FISE et de M. Aldo Buffa, l'employé du FISE qui a mis au point le procédé. Ce dernier utilise une enzyme alpha amylase pour traiter un mélange de céréales et de légumes analogue à la "Superamine" avec les résultats notés plus haut.

/...

152. En Inde, devant le succès des essais sur le marché du "Bal-f.mul", aliment de sevrage à base de céréales, un nouveau complexe de traitement est actuellement en construction près d'Anand; il recevra le matériel, fourni par le FISE, qui, une fois en opération, permettra la fabrication sur une grande échelle et la vente sur le marché national. Le plan et l'organisation de l'usine de traitement de soya approuvée l'an dernier par le Conseil d'administration sont bien avancés; elle doit permettre la production de farines de soya et de gruau d'avoine pour enrichir les aliments de sevrage, les produits à base de céréales, le pain, etc. Un consultant du FISE a présenté des recommandations au gouvernement sur l'emplacement de l'usine.

153. En Iran, un plan d'action détaillé en vue de la création d'un centre de traitement d'aliments à haute teneur en protéines a été élaboré par l'institution gouvernementale choisie, avec l'assistance de la FAO et du FISE. L'on prévoit que celle-ci commencera à produire vers la mi-1972.

154. En Chine (Taïwan), un projet bénéficiant de l'assistance du FISE et visant à stimuler, avec le concours de la société alimentaire Wei-Chuan, la vente d'aliments de sevrage à haute teneur en protéines a été mis en oeuvre après de longs retards.

Projets relatifs à la conservation du lait

155. En Inde, on a commencé en juin 1970 la construction à Ludhiana de la dernière des laiteries pour lesquelles le FISE a alloué des crédits. D'autres usines bénéficiant de l'assistance du FISE ont continué à fonctionner avec succès et la plupart ont accru de façon substantielle la quantité de lait traité en 1970.

156. Placée sous les auspices du Gouvernement indien, de la FAO et du FISE, l'opération "Déluge" (Operation Flood) a été lancée; il s'agit d'un plan de développement de l'industrie laitière, visant à accroître les quantités de lait fournies et la capacité de traitement des laiteries dans quatre grandes villes de l'Inde. Le lait, l'huile et le lait écrémé en poudre, fournis par le PAM, arriveront conformément au calendrier prévu. Le matériel fourni par le FISE et les éléments en acier inoxydable seront livrés dans le courant de 1971.

157. L'usine de Lahore, au Pakistan, a réussi à traiter, emballer et livrer en poches de polyéthylène, 12 000 litres de lait par jour. Le lait en poudre fourni par CARE est reconstitué, ce qui permet de distribuer une ration quotidienne de lait à 20 000 écoliers. L'insuffisance de capitaux d'exploitation ainsi que des fournitures de lait continuent à limiter le succès de la laiterie de Karachi, mais le lait fourni par CARE reconstitué à cette usine profite à 30 000 écoliers.

158. En Ethiopie, la laiterie de Shola Ber accroît rapidement sa production et devrait atteindre sa capacité prévue de 30 000 litres par jour vers la fin de 1972.

La BIRD envisage la possibilité de contribuer à l'expansion de ce projet. Au Kenya, le FISE a offert des bourses à dix étudiants suivant les cours de laiterie au Collège agricole d'Egerton. L'école de formation laitière de Naivasha a formé 120 gérants et techniciens de laiteries rurales. Environ 8 400 agriculteurs et femmes d'agriculteurs ont suivi de brefs cours de formation en matière de production laitière et de nutrition en 1970. On a porté à 349 le nombre de centres de ramassage et de réfrigération du lait bénéficiant de l'assistance du FISE. Au Malawi, la production laitière s'accroît à un rythme tel que la laiterie pilote de Blantyre sera prête à entrer en service au début de 1971. La production et le ramassage du lait se sont développés en Ouganda, où 70 centres de réfrigération du lait, dont 22 montés par le FISE, sont en fonctionnement. L'arrêt des importations de lait en provenance du Kenya en octobre 1970 indique que la production nationale de lait est désormais suffisante pour répondre aux besoins du pays. Au Rwanda, la situation n'est pas encourageante et il est possible que l'usine de Nyal Isindu qui bénéficie de l'assistance du FISE doive être fermée à moins que de meilleures pratiques de gestion ne soient introduites.

159. En Afrique occidentale, les usines du Mali, du Niger et du Sénégal ont continué à accroître lentement la quantité de lait qu'elles traitent. Les principales difficultés auxquelles se heurtent toutes ces entreprises concernent la continuité de l'approvisionnement en lait et la vente.

160. Les activités du programme de conservation du lait en Europe se sont terminées avec l'inauguration de la dernière laiterie bénéficiant de l'assistance du FISE en Pologne.

Groupe consultatif sur les protéines

161. Le Groupe consultatif sur les protéines (GCP) FAO/CMS/FISE, dont le nombre de membres a été accru cependant que son champ d'activités et ses fonctions étaient élargis en 1968, conformément à la résolution 2319 (XXII) de l'Assemblée générale, a tenu sa dix-septième session à New York du 25 au 28 mai 1970. Le Comité consultatif des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique au développement ayant recommandé d'accroître le nombre de domaines de compétence représentés au sein du Groupe consultatif sur les protéines, les douze membres en ont été choisis parmi des spécialistes des disciplines suivantes : nutrition humaine et pédiatrie; santé publique et hygiène alimentaire; sociologie; technologie alimentaire; technique et emballage; économie agricole; gestion et faisabilité économique; vente, y compris la publicité, la promotion, les systèmes de distribution et les études de la consommation; et politiques alimentaires des gouvernements. Les représentants de neuf institutions et services de l'ONU ont pris part aux travaux, outre les trois organismes qui patronnent le Groupe.

162. L'intérêt évident marqué pour les activités du GCP par nombre d'organismes du système des Nations Unies donne à penser qu'il serait bon d'inclure certains d'entre eux, qui sont déjà associés à ses travaux, parmi les organismes dont il relève. On étudie cette question dans l'espoir que les organismes dont les programmes englobent des éléments relevant de la compétence du Groupe consultatif pourraient être invités à se joindre aux organismes qui patronnent le GCP, ainsi qu'il a été envisagé par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, et à contribuer au financement du budget du GCP.

163. A sa dix-septième session, le GCP a examiné une vaste gamme de questions et notamment :

- a) L'approche par systèmes du problème des protéines;
- b) Les moyens d'aider les gouvernements;
- c) La situation des protéines dans le monde;
- d) Un concentré protéinique extrait de feuilles;

- e) Etudes présentées par des organismes des Nations Unies :
 - i) Etude de faisabilité en vue de la mise au point, de la production et de la distribution de préparations alimentaires à haute teneur en protéines dans les Antilles;
 - ii) Problèmes de nutrition et perspectives qui s'offrent dans ce domaine à Java;
 - iii) Problèmes de protéines dans la République-Unie de Tanzanie;
- f) Les objectifs de l'amélioration des plantes sur les plans de la nutrition et de l'utilisation à des fins alimentaires.

164. Dans le cadre de son programme de travail pour 1970, le GCP a créé des groupes de travail ad hoc pour les questions des protéines unicellulaires, de l'alimentation des enfants d'âge préscolaire, de la commercialisation et de l'enrichissement des aliments par les acides aminés.

165. Le Bulletin No 10 du GCP contient des résumés des commentaires du Groupe sur les recommandations des groupes de travail ad hoc. Le GCP a proposé aux organismes qui le patronnent que de nouveaux groupes de travail ad hoc soient créés sous ses auspices pour les questions suivantes : recherche et développement en matière de protéines; la situation des protéines dans le monde; la rentabilité de l'utilisation de concentrés protéiques à base de poisson dans les pays en voie de développement.

166. Le budget du GCP, qui s'élevait à 145 000 dollars pour 1970, était, comme les années précédentes, financé à parts égales par la FAO, l'OMS et le FISE. Les nouveaux domaines d'activités, l'augmentation des dépenses et un recours plus grand aux groupes de travail ad hoc et aux consultants nécessiteront probablement un accroissement du budget de l'ordre de 50 p. 100 en 1973 si l'on veut que toutes les ressources qu'offre le GCP soient utilisées efficacement. Le secrétariat du Groupe consultatif, qui a été élargi en 1970 pour faire face à un volume de travail fortement accru, continue de se trouver au siège du FISE.

167. La dix-huitième session du GCP a eu lieu au siège de la FAO, à Rome, du 9 au 13 février 1971 et une autre session est prévue pour la fin de 1971 au siège de l'OMS à Genève. L'ordre du jour de ces réunions comprend notamment les questions suivantes :

/...

a) Les activités des centres régionaux et nationaux de recherche et de formation ainsi que leur renforcement et la création de nouveaux centres;

b) Directives en matière de nutrition en vue de la fixation de normes et de règlements concernant la production et l'utilisation d'aliments et de préparations alimentaires à haute teneur en protéines pour les nourrissons et les jeunes enfants;

c) Influence du traitement sur la qualité et la valeur biologique des protéines dans les aliments;

d) Relations entre la malnutrition due à l'insuffisance de protéines et de calories chez les jeunes enfants et leur développement mental, leurs études et leur comportement;

e) Participation du public et de la collectivité aux programmes visant à combler le déficit de protéines;

f) Produits remplaçant la viande et les ressources qu'ils offrent dans les pays en voie de développement;

g) Utilisation accrue du poisson pour l'alimentation, surtout pour celle des groupes vulnérables.

168. A sa vingt-cinquième session, l'Assemblée générale des Nations Unies, préoccupée par l'absence d'un plan cohérent d'action internationale et d'un programme de nature à stimuler l'action et l'intérêt au niveau gouvernemental en matière de protéines, a prié le Secrétaire général de rédiger, avec le concours d'experts indépendants et en consultation étroite avec les organismes des Nations Unies, un rapport concis sur les éléments éventuels d'une stratégie, qui suggérerait le rôle à jouer par les gouvernements et la contribution à apporter par l'ensemble des organismes des Nations Unies pour combler le déficit des protéines [résolution 2684 (XXV)]. Un groupe restreint, nommé Groupe des Nations Unies pour les protéines, se réunira en avril 1971 et présentera un rapport six semaines plus tard. Ces experts doivent examiner la manière dont les gouvernements peuvent faire face aux problèmes des protéines dans le cadre de leur politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition. La présence du Président du GCP leur permettra de tirer profit de la compétence technique du Groupe.

169. Une session spéciale du GCP doit se tenir du 1er au 4 juin 1971 pour présenter des recommandations aux institutions à la lumière des rapports du Groupe en vue de l'application de ses propositions.

Enfants en âge de fréquenter l'école primaire

170. La fourniture aux enfants de services d'enseignement présente pour les pays en voie de développement des graves problèmes. D'une part, créer et maintenir un système régulier d'écoles susceptibles d'accueillir tous les enfants d'âge scolaire est manifestement trop coûteux pour la plupart de ces pays. Plusieurs gouvernements consacrent déjà plus de 25 p. 100 de leur budget à l'enseignement sans avoir pour autant atteint l'objectif de l'enseignement universel.

171. Un autre problème consiste à assurer un type d'enseignement qui soit adapté à la situation propre de chaque pays et qui prépare les enfants et les adolescents aux possibilités réelles qui s'offrent à eux dans la vie. L'évaluation des projets d'enseignement (préparée par l'UNESCO en consultation avec le FISE) que le Conseil d'administration a examinée en 1968, était consacrée principalement à ce problème. A cette époque, le Conseil a adopté les principes directeurs qui s'étaient dégagés de cette évaluation^{14/}. Ces principes soulignaient combien il importait de rattacher l'enseignement aux réalités sociales et économiques des pays en voie de développement et, partant, la nécessité d'expériences, d'une réforme des programmes scolaires et de la formation ou du recyclage parallèles des enseignants. Bien que, dans nombre de pays, on accepte de manière générale cette approche fondamentale au développement de l'enseignement aux niveaux de l'élaboration des politiques et de la planification, il reste encore beaucoup à faire pour traduire ces principes dans les faits. Jusqu'à ce que ce résultat soit atteint, même les moyens d'enseignement qui existent ne seront pas pleinement efficaces. L'inadaptation apparente des programmes scolaires aux besoins et la formation insuffisante des enseignants (ainsi que le manque de matériel et de fournitures même rudimentaires) sont au nombre des principaux facteurs auxquels le taux élevé d'abandons scolaires peut être attribué. Dans de nombreux pays il arrive encore souvent qu'un sur quatre seulement des enfants qui entrent à l'école achèvent même leurs études primaires.

172. Un autre problème qui préoccupe profondément le FISE est la proportion relativement faible des jeunes filles qui ont accès à l'enseignement dans bon

^{14/} L'évaluation a été publiée sous forme révisée à la suite de la session du Conseil, sous la cote E/ICEF/Misc.142.

nombre de pays. L'émancipation et l'éducation des femmes sont essentielles à la santé et à la croissance de la société et elles sont, naturellement, très importantes pour le bien-être des enfants.

173. En 1970, le FISE, de concert avec l'UNESCO, aidait 77 pays à trouver diverses méthodes pour résoudre ce problème. L'aide du FISE à l'enseignement, surtout au niveau primaire, représente maintenant plus de 25 p. 100 de toute l'assistance au titre des programmes. La formation pédagogique et la réforme des programmes scolaires sont au coeur même de la plupart de ces projets. De nombreux pays reçoivent une aide pour introduire et améliorer l'enseignement des sciences. La formation professionnelle est également introduite dans nombre de projets. Le FISE commence à prêter une assistance en vue de la mise au point et de la production sur le plan local d'auxiliaires pédagogiques, tels que les manuels destinés aux enseignants et divers livres de classe. On a également commencé à aider les pays à produire du matériel pour l'enseignement des sciences.

174. En 1970, un certain nombre d'éléments nouveaux dans les projets d'enseignement assistés par le FISE témoignent du sérieux avec lequel de nombreux pays s'emploient à réorienter leur système scolaire. On peut citer, par exemple, le plan visant à réviser et à mettre à l'essai des programmes scolaires dans l'enseignement primaire pour six Etats du Nigéria septentrional, qui a été mis en train en 1970. Ce plan est exécuté par l'Institut de l'enseignement de l'université Ahmadu Bello, avec la participation d'enseignants de chacun des Etats. De nouveaux programmes scolaires et de nouveaux types de matériel pédagogique seront mis au point et essayés dans deux écoles normales de chacun des six Etats et dans six écoles primaires de chaque Etat, dans une classe primaire chaque année. Le nouveau programme scolaire sera ensuite réexaminé compte tenu de ses effets et révisé selon les besoins avant d'être introduit dans les écoles. L'exécution de ce plan ambitieux doit durer jusqu'à la fin de 1976. En outre, le FISE fournit une aide à des projets d'enseignement dans 31 autres pays d'Afrique; la plupart d'entre eux contribuent à la réforme du système d'enseignement de ces pays.

175. L'Algérie est aussi un pays qui procède actuellement à une réorientation et à une modernisation fondamentales de son système d'enseignement. Un institut pédagogique national a été créé. Le programme scolaire comprendra l'éducation nutritionnelle, l'économie domestique et l'agriculture. En 1970, cinq nouveaux centres pédagogiques ont été créés ainsi que sept nouveaux centres de formation en matière d'économie domestique et sept nouvelles écoles d'agriculture. En outre, pendant l'année écoulée, 45 écoles d'animation pour les inspecteurs scolaires ont été créées en Algérie. Ces écoles doivent effectuer des expériences et des recherches et procéder à une évaluation continue du système d'enseignement. Un repas simple est servi à plus de 700 000 écoliers qui reçoivent également une éducation nutritionnelle simple. Le FISE et l'UNESCO prêtent leur appui à ce projet depuis plusieurs années.

176. En Afghanistan, le FISE et l'UNESCO ont participé à la mise en place d'un système scolaire. En 1970, dans ce pays qui a traditionnellement une attitude conservatrice à l'égard des femmes, la moitié des enseignants stagiaires étaient des femmes. Des émissions radiophoniques destinées aux écoles ont été lancées et le Ministère de l'éducation se propose de créer un groupe de planification et un département pour des expériences pédagogiques. Néanmoins, l'Afghanistan n'en est encore qu'au début de la constitution d'un système national d'enseignement.

177. Au Népal, l'enseignement radiodiffusé a été introduit l'année dernière et le nombre de femmes inscrites dans les écoles normales a augmenté de façon encourageante. Le gouvernement a fait savoir qu'il a l'intention de procéder à une évaluation sérieuse de ce programme d'enseignement.

178. En Indonésie, le FISE fournit une aide considérable au programme national d'éducation. A la fin de 1970, les 196 écoles normales d'instituteurs du pays, les 511 instituts de formation pratique et les 275 écoles primaires pilotes avaient tous reçu du matériel pédagogique simple du FISE. L'une des particularités intéressantes du programme est son système d'"éducation en vue de la vie en famille", éducation qui est dispensée tant dans le cadre du système scolaire qu'à l'extérieur de ce cadre. Le FISE a fourni du matériel à plus de 50 centres

/...

de formation consacrés à cet aspect du programme. Avec du papier fourni par le Gouvernement canadien et le FISE, l'Indonésie imprime des manuels pour les écoles primaires à la cadence de 850 000 par mois; à la fin de 1970, le nombre total de textes imprimés atteignait 10 millions.

179. En Amérique latine, l'Equateur a créé en 1970 une commission chargée d'évaluer le système d'enseignement et d'élaborer les programmes scolaires. En République Dominicaine, plus de 700 instituteurs et près de 100 inspecteurs scolaires ont été formés ou recyclés en 1970 avec l'assistance du FISE. L'année dernière également, plus de 200 instituteurs et éducateurs ont été formés avec l'aide du FISE au Costa Rica.

180. L'additif au présent rapport concernant la région de la Méditerranée orientale contient une étude générale du développement remarquable de l'enseignement primaire dans cette région au cours des années 60. Le Soudan a mis en oeuvre une réforme structurelle de l'enseignement qui nécessite des locaux scolaires plus vastes. Les communautés ont réagi favorablement en entreprenant la construction, à titre volontaire, de locaux scolaires supplémentaires. Bien que le nombre des filles inscrites dans les écoles ait augmenté de 50 p.100 au cours des dix dernières années, le nombre des filles scolarisées dans cette région est encore relativement faible. Dans la région de la Méditerranée orientale, il faut noter l'initiative intéressante du Liban qui va entreprendre une étude portant sur le personnel enseignant et réexaminer la structure de son système d'enseignement à la lumière de cette étude.

181. L'une des principales méthodes de refonte des programmes scolaires concerne l'enseignement des sciences. De nombreux pays choisissent cette méthode, surtout en Asie où le FISE participe à des projets destinés à améliorer l'enseignement des sciences à Ceylan, en Inde, en République de Corée, aux Philippines, et au Pakistan occidental.

182. En Inde, la grande réforme de l'enseignement des sciences dans les écoles primaires et secondaires a pris un bon départ en 1970. Le National Council of Educational Research and Training a préparé des programmes modèles et le matériel

pédagogique correspondant. Le FISE a fourni du matériel pédagogique scientifique à 15 instituts d'Etat pour l'enseignement des sciences, 17 instituts d'enseignement d'Etat, 21 écoles normales de professeurs de l'enseignement secondaire et 26 écoles normales d'instituteurs. Le personnel enseignant de ces établissements d'Etat a suivi des stages d'orientation de courte durée qui leur permettront de former en cours d'emploi des professeurs d'écoles primaires et moyennes qui participeront à la première phase pilote.

183. A Ceylan, le FISE a fait un investissement important dans un projet qui vise non seulement au développement de l'enseignement des sciences, mais aussi à celui des mathématiques, des arts industriels, de l'artisanat rural, de l'économie domestique et de l'agriculture. Ce projet a notamment pour objectif d'élaborer des programmes scolaires et d'améliorer la formation des professeurs et le contrôle sur le terrain. Ceylan possède maintenant un atelier, équipé par le FISE, qui produit du matériel pédagogique scientifique et qui fonctionne très bien. Le FISE fournit à 800 écoles primaires du matériel qui leur permettra d'enseigner l'artisanat rural et il équipe 75 écoles moyennes pour l'enseignement des arts industriels. Le FISE a également offert des bourses qui permettront à 100 professeurs de recevoir une formation spéciale en économie domestique.

184. En 1970, au Ghana, le projet concernant l'enseignement des sciences a continué à progresser. A la fin de l'année, le FISE avait équipé cinq centres de formation scientifique, 57 écoles normales de professeurs, 81 écoles secondaires, 350 écoles moyennes et 541 écoles primaires.

185. Un grand nombre des programmes de formation des adolescents examinés aux paragraphes 190 à 195 du présent rapport sont étroitement apparentés à ces projets de réforme et de réorientation de l'enseignement scolaire.

186. Malgré les progrès effectués, les pays en voie de développement ont encore à résoudre de sérieux problèmes dans le domaine de l'enseignement. La réforme des programmes scolaires qui demande beaucoup de temps et l'amélioration de la formation des professeurs sont importantes, mais elles ne suffisent pas à pallier le fait qu'à l'heure actuelle la plupart des pays en voie de développement ne

peuvent se permettre de faire bénéficier tous les enfants d'un enseignement conventionnel conforme aux normes actuelles. Si l'on considère le tiers monde dans son ensemble, on constate que malgré l'augmentation remarquable du nombre d'enfants scolarisés qui s'est produite au cours des dernières années, l'accroissement rapide de la population fait que chaque année un nombre plus grand d'enfants ne fréquentent pas l'école. Trouver des formes de scolarisation et d'enseignement qui soient à la portée des pays en voie de développement et qui répondent à leurs besoins constitue la tâche la plus importante des dix prochaines années.

L'adolescence

187. Avec la petite enfance, l'adolescence représente la phase la plus critique du développement de la personnalité. C'est l'époque de la maturation, de la transition entre l'état de dépendance de l'enfant et celui d'adulte responsable. Normalement, c'est une période d'exaltation et d'espoir. Heureuses les sociétés où la jeunesse peut consacrer son énergie toute neuve à une oeuvre constructive. L'un des drames de notre temps est que dans les pays en voie de développement vivent des millions de jeunes qui ne savent vers quel but se diriger. Plus de la moitié d'entre eux n'ont pas terminé leurs études primaires, et nombreux sont ceux qui se rendent compte que leur éducation ne les a pas préparés aux emplois existants.

188. Avec l'accroissement rapide de la population, le problème s'aggrave d'année en année. Le sentiment de frustration et de désillusion qui en résulte ne mine pas seulement l'individu. C'est aussi la société qui en pâtit, car elle perd ce qu'elle avait investi pour élever un enfant et lui permettre de parvenir à l'âge où il peut produire; elle perd également le bénéfice de la contribution que ces jeunes auraient pu apporter au développement du pays.

189. Cette situation préoccupe profondément beaucoup d'organismes des Nations Unies et, ces dernières années, l'assistance du FISE a été sollicitée de plus en plus fréquemment pour des projets qui visent à résoudre ce grave problème social.

Plusieurs méthodes sont employées, notamment la réorientation de l'enseignement scolaire conventionnel, la création de clubs de jeunes agriculteurs, et la constitution de corps de jeunes ou de corps de volontaires. Le Programme mondial de l'emploi, récemment lancé par l'OIT, a pour but d'aider les pays à analyser leurs besoins présents et futurs en matière de main-d'oeuvre, compte tenu du développement national, et à élaborer des politiques de l'emploi appropriées. La première de ces études de main-d'oeuvre a été achevée en 1970 en Colombie; le gouvernement étudie maintenant ses répercussions pratiques sur le plan de la politique et des programmes nationaux. Ce programme de l'OIT peut avoir des résultats importants pour la jeunesse, et le FISE sera associé à l'OIT chaque fois qu'une étude de ce type sera entreprise dans un pays.

190. Dans les paragraphes 171 à 184 du présent rapport, nous avons déjà examiné les efforts que l'on déploie actuellement pour réorienter l'enseignement conventionnel de façon que les jeunes soient mieux préparés aux tâches constructives qui les attendent dans la société où ils vivent. La difficulté ne consiste pas seulement à initier les adolescents à des spécialités particulières, mais plutôt à modifier la mentalité traditionnelle pour leur permettre de s'adapter à une société qui se modernise rapidement. Parmi les nombreux projets de ce genre auxquels le FISE participe, on peut citer celui qui est en cours d'exécution au Ghana où, à titre expérimental, 38 écoles moyennes sont transformées en centres ruraux de formation pratique, rattachés aux villages de jeunes du Ghana. C'est le FISE qui a équipé ces centres de formation. Ces centres ont immédiatement suscité au Ghana un grand enthousiasme et le personnel qualifié disponible est beaucoup trop peu nombreux pour répondre aux demandes d'autres communautés qui désirent posséder des centres de formation de ce type.

191. En Inde, le Ministère de l'éducation et des services pour la jeunesse envisage actuellement d'inclure l'initiation aux activités professionnelles dans les programmes de l'enseignement scolaire et de proposer aux jeunes qui ont quitté l'école un enseignement professionnel agricole. Ces mesures devraient contribuer à modifier l'orientation de l'enseignement dans le pays.

/...

192. Du fait que relativement peu d'adolescents des pays en voie de développement sont scolarisés, il faut rechercher d'autres solutions dont l'une, qui est actuellement expérimentée dans plusieurs pays, consiste à créer des centres de formation préprofessionnelle pour les jeunes gens non scolarisés. C'est ce qui est tenté notamment en Tunisie. Le nombre de centres prévus au titre de ce projet, qui bénéficie de l'assistance du FISE et de l'OIT, a atteint 101 en 1970 : 70 en milieu urbain et 31 en milieu rural. Les effectifs des centres urbains s'élevaient à 4 808 garçons et 200 filles. Dans les centres ruraux, ils atteignaient 1 531 garçons et 207 filles. Le faible rendement de ce projet et le coût relativement élevé de la formation sont un sujet de préoccupation. L'OIT aide actuellement le gouvernement à évaluer ce programme.

193. A Chypre, par contre, le projet d'enseignement professionnel auquel participent le FISE et l'OIT a été couronné de succès et le gouvernement a décidé d'en élargir la portée et d'en faire bénéficier toute l'île. Au Soudan, un certain nombre de centres de formation pour la jeunesse doivent être créés dans le cadre du programme de développement régional du sud du pays. Cette initiative en est actuellement au stade expérimental et l'efficacité des centres fera l'objet d'une étude attentive qui permettra de déterminer s'il faut étendre l'expérience à toute la région. Le FISE et le PNUD participent à ce projet.

194. Comme la plupart des adolescents des pays en voie de développement habitent les zones rurales, de nombreux pays s'efforcent de former la jeunesse en organisant des clubs de jeunes agriculteurs. Ces clubs jouent notamment un rôle actif dans le projet relatif à la nutrition qui est en cours d'exécution en République de Corée avec l'assistance du FISE.

195. Le FISE continue également à fournir une assistance aux projets visant à former et à orienter les jeunes pour leur permettre de devenir fermiers ou artisans ruraux au Mali, en Haute-Volta et au Togo. Les clubs de jeunes agriculteurs du Lesotho et de l'Ouganda, qui bénéficient également de l'assistance du FISE, continuent à produire de bons résultats. Au Lesotho, le nombre des membres de ces clubs atteignait 2 000 en 1970. De même, dans le cadre de ce projet, on a

organisé un camp de formation où 60 jeunes gens suivent pendant 10 mois un stage de formation en matière de services destinés à la jeunesse. Au Souaziland, il existe un programme important, quoique de petite envergure, destiné à donner aux élèves qui quittent l'école primaire une formation dans les domaines de l'agriculture, de l'artisanat et de l'économie domestique. De plus, une étude de la situation des jeunes ruraux a été effectuée dans la préfecture de Kibungo au Rwanda, avec l'assistance du FISE; elle servira à préparer cette année un programme d'action destiné à la jeunesse rurale.

196. Plusieurs pays expérimentent des projets visant à faire participer de jeunes volontaires à des travaux de développement au sein de leur communauté. A sa présente session, le Conseil d'administration examinera une proposition formulée par l'Indonésie et concernant la formation de dirigeants de village et des mesures tendant à encourager les jeunes à participer à diverses activités en faveur du développement national. En Indonésie également, la participation d'étudiants volontaires, à titre expérimental, au programme de nutrition appliquée qui bénéficie de l'assistance du FISE s'est révélée utile; on envisage maintenant de poursuivre et d'élargir l'expérience.

197. En Mauritanie, dans le cadre d'un projet auquel participe le FISE on s'efforce de former des jeunes gens qui participeront à des services communautaires, dans le cadre du développement national, dans un certain nombre de chantiers de promotion nationale.

198. En Amérique latine, le FISE et le Secrétariat international du service volontaire (SISV) ont organisé au Panama une réunion régionale de dirigeants de mouvements de jeunesse. Cette réunion avait pour but de rechercher des moyens de faire participer la jeunesse au développement national. A la suite de cette réunion, on envisage de préparer un manuel à l'intention des dirigeants nationaux de mouvements de jeunes. En 1970, au Brésil, dans le cadre d'un projet auquel a participé le FISE, on a organisé plus de 3 300 cours destinés aux étudiants des écoles secondaires et des universités. Ces cours avaient pour but d'orienter les étudiants et de les inciter à résoudre les problèmes sociaux dont souffre la communauté, sur une base volontaire. Le succès de ce projet a incité le FISE

à offrir une assistance supplémentaire et le Conseil d'administration étudiera cette proposition à sa présente session. Au Pérou, on espère faire participer des jeunes volontaires au programme de reconstruction des régions touchées par le tremblement de terre catastrophique qui s'est produit en 1970, dans le cadre du projet qui bénéficie de l'assistance du FISE.

199. Certains pays se sont efforcés de trouver des solutions originales, mais peu d'entre eux ont trouvé des moyens permettant de préparer la majorité des adolescents à participer au développement national ou de résoudre le problème du chômage de la jeunesse. En fait, ce n'est que dans le cadre plus vaste du développement national que l'on peut comprendre ce dernier problème. Des programmes de faible portée permettant de préparer quelques centaines de jeunes à des métiers particuliers sont utiles, mais ils ne contribuent guère à résoudre le problème à l'échelon national. Dans la plupart des pays en voie de développement les secteurs de pointe ne peuvent offrir du travail qu'à une petite minorité de jeunes. Pour l'instant, il faut donc se concentrer sur les zones rurales et la situation de l'emploi dans ces zones. Etant donné que peu de jeunes ruraux de la présente génération pourront fréquenter l'école, l'espoir le plus valable est sans doute représenté par les clubs de jeunes agriculteurs et les programmes analogues qui stimulent et orientent l'énergie débordante de la jeunesse et lui donnent un cadre. Il faut essayer d'apporter à ce problème critique des solutions nouvelles.

Les enfants dans les zones de développement : services coordonnés

200. Pendant de nombreuses années, on a pensé que c'était dans le cadre d'un vaste programme de développement rural que l'on pouvait le plus facilement mettre en place un système complet et coordonné de services destinés à l'enfance portant à la fois sur l'hygiène maternelle et infantile, la nutrition, l'enseignement, les garderies, la formation professionnelle, la protection de la famille et de l'enfant et les activités communautaires. Cette méthode a produit de bons résultats dans plusieurs pays, mais elle n'est pas encore appliquée à grande échelle. Au cours des dernières années, de nouvelles possibilités ont vu le jour. Dans de nombreux pays, on trouve des zones de développement où l'on peut espérer assister à une croissance rapide grâce aux importants changements intervenus dans le domaine de l'agriculture, à l'irrigation, au peuplement et à la colonisation des terres, au développement industriel, à la création de voies de communication, ou à l'éradication des maladies. Il arrive souvent que le secteur social du développement reste faible dans ces zones et que, passé un certain temps, le rythme du développement économique lui-même se ralentisse. C'est pourquoi, dans plusieurs pays, le FISE contribue à encourager la mise en place le plus tôt possible de l'infrastructure et des services sociaux nécessaires aux enfants et aux adolescents dans des zones sélectionnées dont l'économie semble promise à un développement rapide. Ainsi, l'élément économique et l'élément social des transformations pourront se renforcer plus efficacement et permettront à l'ensemble du processus de développement de se diversifier et de s'accélérer tout à la fois. La mise en place de ce genre de dispositif est généralement onéreuse et exige des crédits importants de sources nationales et une assistance accrue du FISE et d'autres organismes. Mais ces régions peuvent devenir des régions clefs du développement et avoir un retentissement sur le développement des autres régions.

201. Dans la région défavorisée de Kosovo, en Yougoslavie, un projet de "services intégrés en faveur de l'enfance" qui bénéficie de l'assistance du FISE fonctionne maintenant depuis cinq ans. Ce projet a été évalué en 1970 par une équipe tripartite FISE/UNESCO/OMS qui a abouti à la conclusion qu'il constituait une réussite. Le Conseil d'administration examinera à sa présente session une proposition tendant à prolonger de trois ans l'assistance apportée par le FISE à ce projet qui constitue toujours un projet pilote visant à expérimenter un ensemble coordonné de services susceptible d'être étendu à toute la région de Kosovo.

/...

202. Grâce à l'eau fournie par le barrage d'Assouan, la République arabe unie est en mesure de récupérer près de 520 000 hectares de terre (1,3 millions d'acres). Avec le concours du PNUD, de la FAO et du Programme alimentaire mondial, cette vaste entreprise est actuellement en cours d'exécution. On escompte qu'en 1975, deux millions de personnes auront été réinstallées sur les terres mises à leur disposition. Le gouvernement est conscient de la nécessité d'installer des services sociaux au sein de ces nouvelles communautés et il a adopté un programme de mise en place de services intégrés en faveur des enfants et des mères. En 1970, le Conseil d'administration a autorisé une assistance du FISE aux trois premières de ces zones de réinstallation. Cette année, le Conseil est saisi d'une recommandation tendant à accorder le bénéfice de cette assistance aux sept zones restantes. En 1975, l'assistance ainsi accordée concernerait 166 dispensaires, 10 maternités et salles de pédiatrie, 96 garderies d'enfants, 105 foyers de jeunes, 111 centres de formation aux industries rurales et 44 clubs de femmes. Ce projet est devenu un élément organique du plan général de développement de la région.

203. Les programmes de services intégrés bénéficiant de l'assistance du FISE au Chili, au Guatemala et en Uruguay viennent à peine d'être lancés. Le Nicaragua prépare actuellement un programme de services ruraux intégrés qui a été encouragé dans une certaine mesure, par le succès qu'a rencontré le programme de nutrition appliquée et de jardins scolaires auxquels a participé le FISE.

204. L'Ouganda expérimente actuellement une nouvelle méthode de coordination des services en faveur de l'enfance. A la fin de 1970, une commission composée de personnalités représentant les ministères de la santé, du développement communautaire, de l'éducation, de l'agriculture, de l'administration régionale, de la zootechnie et de la planification a convenu de constituer 18 équipes chargées d'expérimenter une méthode visant à coordonner les services et la supervision à l'échelon de la communauté. Chaque équipe comprendra du personnel médical, un spécialiste du développement communautaire, un spécialiste de la vulgarisation agricole, un agent vétérinaire et un inspecteur scolaire. Cette méthode intégrée pourrait entraîner une amélioration considérable de l'efficacité générale des services ruraux.

205. En Birmanie, on élabore actuellement des plans visant à mettre en place des services coordonnés en faveur de l'enfance dans le cadre du programme de développement rural de la vallée du Sittang. Le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies fournissent une aide considérable à ce projet et l'assistance du FISE, quelle que soit son importance, s'inscrirait dans le cadre du plan de développement général.

206. La République démocratique populaire du Yémen vient de mettre en oeuvre un plan général de développement agricole qui bénéficie de l'assistance du PNUD et d'autres organismes des Nations Unies. Dans le cadre de ce programme, une proposition visant à créer, avec l'aide du FISE, des services coordonnés en faveur de l'enfance a été préparée.

207. La création de services coordonnés en faveur de l'enfance ne se fait pas selon un processus uniforme. Chaque situation a ses caractéristiques propres dont il faut tenir compte lors de l'élaboration de projets particuliers. Cependant, d'ici trois à cinq ans, on sera en mesure de procéder à une évaluation générale de ce type de projet et de dégager des conclusions quant aux méthodes qui ont le plus de chances de succès.

Formation du personnel

208. Les prestations de services à l'enfance et à l'adolescence dans les pays en voie de développement continuent à souffrir de la pénurie de personnel compétent. C'est pourquoi, en 1970, la formation du personnel dans ces pays a constitué l'essentiel de la plupart des projets qui ont bénéficié de l'assistance du FISE. Le FISE a poursuivi ses efforts en vue d'aider les pays à créer leurs propres instituts de formation et à donner une formation adaptée aux conditions et aux besoins particuliers de chaque pays ou de chaque région du pays considéré. Du fait que la plupart de ces pays devront pendant de nombreuses années encore avoir recours à du personnel auxiliaire - parfois appelé "les troupes de choc" - pour fournir effectivement ces services, la plus grande partie du personnel formé en 1970 appartenait, comme les années précédentes, à cette catégorie. En même temps, nous avons essayé d'encourager un programme de formation équilibré dans le cadre duquel la formation de planificateurs, d'administrateurs

et, surtout, de personnel de supervision - indispensable lorsqu'on emploie du personnel auxiliaire - reçoit la place qu'elle mérite. L'évaluation de la qualité de la formation du personnel de santé, mentionnée plus haut aux paragraphes 87 à 89, constitue une analyse approfondie des problèmes que pose la formation du personnel des services de santé. D'une manière générale, cette étude confirme que l'on doit compter essentiellement sur du personnel paramédical ou auxiliaire, qu'il faut accorder désormais une importance accrue à la formation de personnel intermédiaire et, surtout, qu'il importe de chercher à former et à encadrer le personnel de supervision d'une façon plus satisfaisante. Dans le présent rapport, nous avons donné des exemples de formation dispensée avec l'aide du FISE en 1970 dans différents secteurs des services en faveur de l'enfance - formation de planificateurs, de personnel enseignant, de spécialistes de la nutrition et de nombreuses autres catégories de personnel.

209. En 1970, le FISE a continué à fournir une grande quantité de matériel pédagogique et de moyens de transport à divers instituts de formation, mais notre assistance à la formation revêt de plus en plus la forme de subventions en espèces, à savoir, principalement, des bourses pour des stagiaires, mais aussi les honoraires du personnel enseignant spécial. En outre, l'année dernière, le FISE a aidé considérablement les pays à produire localement le matériel pédagogique nécessaire, par exemple en finançant la préparation de divers textes et manuels ou en prenant à sa charge le coût de leur reproduction. Le FISE fournit fréquemment du matériel simple pour la reproduction du matériel pédagogique.

210. Le tableau 4 indique les allocations à la formation au titre des programmes par principales catégories d'activités, par régions et par types d'assistance, pour la période allant de 1966 à 1970. On trouvera dans un document distinct (E/ICEF/CRP/71-5) des données sur les domaines dans lesquels des stagiaires ont été formés à l'aide d'une bourse du FISE et le nombre de ces stagiaires.

Tableau 14

Allocations à la formation au titre des programmes par principales catégories d'activités,
par régions et par types d'assistance, 1966-1970
(y compris le fret maritime)

| | Allocations au titre de la formation | | | | | | Allocations au titre de la formation en pourcentage de l'ensemble des allocations au titre des programmes | | | | | |
|---|---|--------|--------|--------|--------|----------------------------|---|------|------|------|------|-----------------|
| | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 | 1970 | Moyenne annuelle 1966-1970 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 | 1970 | Total 1966-1970 |
| | (En milliers de dollars des Etats-Unis) | | | | | | (En pourcentage) | | | | | |
| TOTAL GLOBAL | 8 227 | 11 706 | 12 281 | 11 887 | 16 143 | 12 049 | 29 | 29 | 34 | 36 | 37 | 33 |
| VENTILATION PAR PRINCIPALES CATEGORIES DE PROJETS (en particulier d'HMI) | | | | | | | | | | | | |
| Hygiène infantile | 2 746 | 4 056 | 3 754 | 3 416 | 3 864 | 3 567 | 16 | 19 | 23 | 21 | 20 | 20 |
| Nutrition | 1 597 | 1 017 | 976 | 1 149 | 2 024 | 1 353 | 32 | 20 | 22 | 32 | 34 | 28 |
| Protection de la famille et de l'enfance | 1 005 | 1 005 | 893 | 891 | 1 528 | 1 064 | 80 | 47 | 64 | 68 | 73 | 64 |
| Enseignement | 2 268 | 4 848 | 5 745 | 5 475 | 7 804 | 5 228 | 56 | 53 | 62 | 64 | 64 | 60 |
| Formation préprofessionnelle | 47 | 180 | 162 | 239 | 133 | 152 | 52 | 35 | 40 | 69 | 72 | 49 |
| Aide aux pays pour la planification et la préparation des projets | 85 | 119 | 204 | 203 | 307 | 184 | 14 | 82 | 28 | 46 | 37 | 35 |
| Divers ^{a/} | 479 | 481 | 547 | 514 | 483 | 501 | 69 | 18 | 17 | 21 | 17 | 24 |
| PAR REGIONS | | | | | | | | | | | | |
| Afrique | 2 738 | 3 259 | 3 476 | 3 639 | 4 622 | 3 547 | 48 | 44 | 40 | 46 | 35 | 41 |
| Amériques | 1 313 | 2 087 | 1 774 | 2 157 | 2 459 | 1 958 | 26 | 37 | 36 | 40 | 46 | 37 |
| Asie | 2 788 | 4 762 | 5 521 | 4 689 | 7 212 | 4 994 | 23 | 24 | 33 | 31 | 36 | 29 |
| Europe | - | 92 | 19 | - | 3 | 23 | - | 19 | 21 | - | 3 | 7 |
| Méditerranée orientale | 587 | 872 | 746 | 673 | 1 025 | 781 | 23 | 22 | 17 | 19 | 31 | 22 |
| Interrégional | 801 | 634 | 745 | 729 | 822 | 746 | 51 | 37 | 46 | 54 | 57 | 50 |
| PAR TYPES D'ASSISTANCE | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | Pourcentage de l'ensemble des allocations au titre de la formation | | | | | |
| Indemnités de subsistance et bourses d'études destinées à la formation | 5 680 | 6 731 | 6 464 | 8 018 | 9 133 | 7 205 | 69 | 58 | 53 | 67 | 57 | 60 |
| Fournitures, matériel et transport destinés à la formation (y compris le fret maritime) | 2 547 | 4 975 | 5 817 | 3 869 | 7 010 | 4 844 | 31 | 42 | 47 | 33 | 43 | 40 |

a/ Y compris les services intégrés en faveur de l'enfance, le Centre international de l'enfance (Paris) et les secours d'urgence.

211. En dehors de l'assistance qu'il a fournie aux programmes de formation entrepris dans différents pays en 1970, le FISE a également apporté son aide, sous diverses formes, pour organiser plusieurs cours de formation à l'échelle mondiale ou régionale. On peut citer notamment certains cours offerts par le Centre international de l'enfance à Paris et par l'Institut d'étude du développement économique et social à Paris. Le FISE a également continué de prêter son assistance pour organiser les cours supérieurs destinés aux professeurs de pédiatrie qui ont eu lieu au Royaume-Uni, en Ouganda et en Inde. Il a également fourni son assistance l'année dernière, à l'occasion d'un séminaire sur l'hygiène maternelle et infantile tenu à Varsovie, d'un séminaire sur la nutrition scolaire en Espagne, d'un séminaire sur l'éducation nutritionnelle organisé à Ankara à l'intention du personnel originaire de la région de la Méditerranée orientale et d'un cours de pédiatrie sociale, au Centre médical Hacettepe d'Ankara.

212. Toujours en 1970, un séminaire sur la formation préprofessionnelle a été organisé en Union des Républiques socialistes soviétiques, sous les auspices du Gouvernement soviétique et du FISE, avec le concours de l'UNESCO et de l'OIT. Ce séminaire a réuni 35 participants venus de 18 pays d'Afrique, d'Asie et de Méditerranée orientale. Les participants ont été favorablement impressionnés par la formation préprofessionnelle dispensée dans les régions rurales en Union soviétique et par la façon dont elle est intégrée dans le système d'enseignement.

213. En 1970, on a continué à organiser aux Antilles des cours régionaux à l'intention des infirmiers-moniteurs, des inspecteurs de l'hygiène et des travailleurs sociaux. En outre, le Centre régional de formation en matière d'économie alimentaire et de nutrition appliquée (CRECENA) de Colombie a organisé son quatrième cours sur la nutrition, auquel ont assisté 28 spécialistes de 11 pays d'Amérique latine. Les quatre cours du CRECENA ont bénéficié de l'assistance du FISE. L'Université d'Ibadan, Nigéria, a offert à nouveau en 1970 des cours d'enseignement complémentaire en matière de soins infirmiers et de sciences alimentaires et de nutrition appliquée, organisés avec l'aide du FISE, qui ont été suivis par des stagiaires de plusieurs pays d'Afrique.

214. Dans la région de la Méditerranée orientale, le premier séminaire intergouvernemental s'est tenu à l'Université américaine de Beyrouth (AUB) en janvier 1970 (avec le concours de la FAO, de l'OMS et du FISE); il a été suivi par des fonctionnaires des Ministères de la planification, de l'agriculture, de la santé et des questions sociales de 19 pays de la région. A la suite de ce séminaire, a eu lieu le premier cours régional de formation dans le domaine de la nutrition, qui s'est déroulé en juillet et août 1970. Le Gouvernement libanais tient compte des recommandations formulées par le séminaire intergouvernemental de Beyrouth au sujet de l'élaboration des politiques nationales en matière d'alimentation et de nutrition pour établir sa planification en matière d'alimentation et de nutrition. A l'Université américaine de Beyrouth également, le premier cours régional d'hygiène infantile, organisé avec l'aide du FISE et de l'OMS, a été donné en octobre 1970.

215. A longue échéance, il est certain que les investissements du FISE dans le domaine de la formation seront extrêmement rentables en ce sens qu'ils permettront d'améliorer les services en faveur de l'enfance. L'une des principales difficultés réside dans le fait qu'il importe non seulement de former du personnel en nombre suffisant, mais également de lui donner une formation adaptée aux conditions qu'il rencontrera sur le terrain, et de lui assurer des conditions de travail satisfaisantes, notamment un encadrement et des services d'appui appropriés. Le rôle d'un cours de formation ne s'achève pas lorsque l'étudiant obtient son diplôme : ce n'est en fait qu'un début.

216. Un document distinct sera présenté au Conseil d'administration à l'occasion de l'octroi, en 1971, de la bourse du Fonds à la mémoire de Maurice Pate, créé en 1965 pour rendre hommage aux établissements régionaux dispensant une formation dans des domaines intéressant l'enfance.

Aperçu sur les réalisations du FISE

217. Les paragraphes précédents décrivent quelques-uns des résultats obtenus dans le domaine de la formation du personnel, grâce à l'assistance du FISE. L'augmentation du nombre des installations et des services n'est pas un critère suffisant à lui seul pour mesurer l'efficacité des projets. Tout au long du présent rapport, on insiste sur la nécessité d'améliorer la qualité des activités et de réorienter nombre de ces activités, par exemple dans les domaines de l'hygiène maternelle et infantile, de la nutrition, de l'enseignement et la formation préprofessionnelle. Néanmoins, les chiffres ci-après donnent une idée de la portée et de l'ampleur des résultats obtenus dans le cadre de projets bénéficiant de l'assistance du FISE.

Tableau 5

Nombre de personnes ayant bénéficié des campagnes de lutte
contre certaines maladies

| | Total général, jusqu'à la fin de 1970 */ | En 1970 uniquement (estimation) |
|---|--|---------------------------------------|
| <u>Vaccinations par le BCG contre la tuberculose</u> | | |
| Tests | 553 621 000 | 3 434 000 |
| Vaccinations | 358 988 000 | 41 423 000 |
| <u>Eradication du paludisme</u> | | |
| Nombre d'enfants ayant bénéficié des mesures de protection | 425 582 000 | 26 916 000 |
| <u>Pian</u> | | |
| Nombre d'enfants examinés | 425 582 000 | 19 812 000 |
| Nombre d'enfants traités | 23 278 000 | 409 000 |
| <u>Lèpre</u> | | |
| Nombre d'enfants en traitement au 31 décembre 1970 | | 928 500 |
| Nombre d'enfants ayant suivi un traitement complet | 415 000 | 54 716 |
| <u>Trachome</u> | | |
| Examens | 70 540 000 | 4 184 000 |
| Traitements | 43 376 000 | 2 254 000 |

*/ Ce chiffre tient compte des modifications apportées aux totaux précédemment indiqués. /...

Tableau 6

Nombre d'institutions et de centres ayant reçu
du matériel du FISE

| | Total général jusqu'à la fin de 1970 | Nombre d'institutions et de centres ayant reçu du matériel en 1970 (estimation) |
|---|--|--|
| 1) <u>Santé</u> | | |
| <u>Centres sanitaires ruraux</u> | | |
| Centres principaux | 11 912 | 899 |
| Centres secondaires | 37 733 | 3 274 |
| <u>Institutions et centres de formation</u> | 1 829 | 167 |
| Autres (dont les centres urbains de HMI, les hôpitaux de district et hôpitaux centraux, et les maternités) | 3 376 | 500 |
| 2) <u>Enseignement</u> | | |
| <u>Etablissements de formation pédagogique</u> | 2 554 | 173 |
| <u>Ecoles associées</u> | | |
| Primaires | 50 490 | 7 825 |
| Secondaires | 5 117 | 2 220 |
| Autres | 554 | 104 |
| 3) <u>Formation préprofessionnelle</u> | | |
| Etablissements de formation préprofessionnelle | 965 | 55 |
| Etablissements de formation des moniteurs | 31 | - |
| 4) <u>Nutrition</u> | | |
| Ecoles (assistance aux jardins et aux cantines scolaires) | 9 338 | 1 358 |
| Centres de nutrition, centres/zones de démonstration et jardins communautaires | 4 529 | 1 057 |
| Etablissements de formation pour le personnel chargé des problèmes de nutrition | 594 | 73 |

/...

Tableau 6 (suite)

| | Total général jusqu'à la fin de 1970 | Nombre d'institutions et de centres ayant reçu du matériel en 1970 (estimation) |
|---|--|--|
| e) <u>Protection de la famille et de l'enfance</u> | | |
| <u>Garderies d'enfants</u> | 2 593 | 347 |
| <u>Clubs de femmes</u> | 3 051 | 83 |
| <u>Centres communautaires, zones de démonstration, clubs/centres de jeunes et orphelinats</u> | 3 463 | 791 |
| <u>Centres de formation</u> | 641 | 42 |

Secours d'urgence et reconstruction en cas de catastrophes naturelles

218. Certaines des plus graves catastrophes naturelles jamais enregistrées se sont produites en 1970 et une fois de plus le FISE a été appelé à fournir toute l'assistance possible. Dans toutes les grandes catastrophes, les besoins en secours immédiats sont tellement énormes que la contribution du FISE ne peut être que relativement modeste. En 1970, d'autres sources, notamment l'aide bilatérale et la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge ont contribué généreusement une fois de plus à fournir le nécessaire pour permettre à des millions de personnes de survivre. Bien que le FISE ait pu maintes fois contribuer à faire face à certains besoins urgents, c'est dans la phase suivante, à savoir la phase de reconstruction et de relèvement, qu'il continue de jouer son rôle essentiel. Le FISE n'aurait pas été en mesure de fournir une assistance de quelque importance dans ce domaine à l'aide de son budget ordinaire en 1970. Ce n'est que grâce à un certain nombre de contributions spéciales des gouvernements, des comités nationaux et d'autres sources, que le FISE a pu participer sérieusement aux secours d'urgence et aux opérations de reconstruction.

219. A sa dernière session, en avril 1970, le Conseil d'administration a approuvé une allocation de 7 391 000 dollars pour reconstituer et étendre les services en faveur de l'enfance au Nigéria, en particulier dans les régions les plus touchées par la guerre civile (E/ICEF/P/L.1350). Le montant de cette allocation, pour la

/...

ode allant du milieu de l'année 1970 au milieu de 1971, a été presque
èrement couvert par des contributions spéciales versées à cette fin par des
ernements, des comités nationaux du FISE et d'autres sources non
ernementales.

Un des aspects importants de ce projet était la poursuite des opérations de
urs entreprises avec succès par le FISE depuis plus de deux ans, et dont le
cteur général a également fait état dans son rapport à la session de 1970 du
eil d'administration (E/ICEF/602, par. 147). Lorsque la Croix-Rouge du Nigéria
s fin à ses opérations de secours à la fin du mois de juin 1970, il est apparu
les opérations de secours aux enfants dans les Etats affectés par la guerre,
en particulier dans l'Etat du Centre Est, devaient être organisées d'urgence
; la direction de la Commission nationale de relèvement. Le FISE a pu mettre à
disposition de la nouvelle organisation non seulement des fournitures (aliments
es en protéines, médicaments, moyens de transports, etc.), mais également un
pe de 18 nutritionnistes nigériens rémunérés par lui et qui, sous la direction
i conseiller en matière d'alimentation des enfants dont les services étaient
lement fournis par le FISE, est devenu la cheville ouvrière des opérations de
urs aux enfants sous-alimentés.

En résumé, on peut dire qu'au cours de la période de consolidation qui va
qu'à la fin de l'année 1970, la plus grande partie des aliments riches en
téines importés à l'intention des enfants des régions touchées par la guerre,
si que des médicaments, a été fournie par le FISE.

. La guerre a entraîné non seulement des privations et des dégâts matériels
sidérables mais naturellement aussi la disparition des services provisoires qui
ient opérationnels dans cette région. Toute la structure administrative de la
ion était à créer et à développer; cet effort, au moment de la guerre, en était
ore aux tout premiers stades. Encouragé par le gouvernement militaire fédéral et
é par les autorités des Etats intéressés, le FISE a pris des mesures pour aider à
tre en place l'infrastructure opérationnelle nécessaire au bon déroulement des
érations logistiques, et notamment pour distribuer les fournitures du FISE à tous
secteurs assistés. Des bureaux extérieurs sont chacun possède un entrepôt, ont
é ouverts à Port Harcourt et à Enugu. Le FISE a mis sur pied un réseau de
nsport assez important qui s'est révélé un facteur essentiel du succès de
opération.

/...

222. Les opérations entreprises au titre de l'allocation approuvée à la dernière session jusqu'à la fin de 1970 sont décrites dans la recommandation que le Directeur général a soumise au Conseil à sa présente session et dans laquelle celui-ci demande qu'elles soient prolongées jusqu'au milieu de 1972 (E/ICEF/P/L.1382). Une brève récapitulation fait apparaître que dans le domaine de l'enseignement, l'aide du FISE avait permis de refaire la toiture de 125 écoles à la fin de l'année dernière, chiffre qui sera porté à 320 au milieu de l'année 1971. Mille écoles primaires et 150 écoles secondaires et normales ont été équipées de matériel de première nécessité, et environ 1,9 million de manuels scolaires sont actuellement distribués aux élèves de 1 550 écoles primaires et secondaires. Le FISE participe également aux efforts tendant à reconstituer, à rééquiper et à dote en personnel la section de vulgarisation agricole et la section d'économie domestique de l'Université du Nigéria située à Nsukka.

223. Dans le domaine de la santé, au cours des premiers mois de 1970, le FISE a continué de concentrer ses efforts sur les opérations de secours d'urgence pour lesquelles il a fourni des aliments, des médicaments, des moyens de transports, du matériel, etc. A la fin de 1970, le réseau de "centres de traitement" qui était utilisé pour l'alimentation et la réadaptation des enfants victimes de malnutrition dans les zones touchées par la guerre avait été progressivement supprimé puisque la pénurie générale d'aliments était terminée. Au Nigéria comme ailleurs, les centres de santé devraient disposer d'aliments d'appoint à distribuer aux enfants victimes de malnutrition qui sont amenés à leurs consultations, mais les dispensaires, comme les écoles, ont été pillés. Le programme 1970-1971 de réaménagement doit maintenant être exécuté par des moyens analogues à ceux qui sont utilisés pour les écoles.

224. Il s'est produit le 12 novembre 1970 l'une des plus grandes catastrophes naturelles de l'histoire de l'humanité : un cyclone accompagné d'un raz de marée d'une violence sans précédent s'est abattu sur la côte du Pakistan oriental et sur les îles au large de cette côte. Selon les estimations, 500 000 personnes auraient péri noyées et toute la récolte de riz de l'année aurait été détruite. Il s'est trouvé qu'au moment où le cyclone s'est abattu sur le pays, des membres du personnel du FISE étaient sur l'une des îles qui ont été touchées, si bien que le FISE a pu se rendre compte immédiatement de la gravité de la catastrophe. Il a pu acheminer immédiatement des véhicules et des fournitures lui appartenant,

se trouvaient déjà dans le pays, notamment des médicaments, des aliments point et du matériel médical ainsi que de la tuyauterie pour réparer des puits d'eau potable. En outre, près de 500 000 dollars de secours d'urgence ont été versés dans les zones sinistrées, dont 1 000 tonnes de riz, 60 000 couvertures, 10 tonnes d'un aliment composé de maïs, de soja et de lait pour les enfants, tentes, du matériel de cuisine acheté sur place, et des appareils de purification d'eau. Pour la prochaine phase des opérations (phase de reconstruction), le Conseil d'administration a approuvé par correspondance une recommandation d'assistance supplémentaire pour l'approvisionnement en eau potable et la remise en état des services de santé et des écoles primaires (E/ICEF/P/L.1380), ce qui porte le montant total de l'aide du FISE aux régions dévastées à plus de 10 millions de dollars. Le FISE s'emploiera essentiellement à remettre en état et reconstruire les puits d'eau potable. Le Gouvernement pakistanais a préparé un programme de reconstruction des régions sinistrées, avec l'aide d'une équipe de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) qui travaillait au Pakistan oriental au moment de la catastrophe. Le FISE a travaillé en coopération étroite avec la BIRD, et l'assistance qu'il apporte est parfaitement intégrée au programme global de reconstruction.

4. Le tremblement de terre qui s'est produit au Pérou en mai 1970 était la plus grande catastrophe naturelle de ce genre qui ait jamais frappé l'Amérique latine. La zone sinistrée représente environ 83 000 miles carrés et elle est peuplée de plus de 1 800 000 habitants, soit environ 10 p. 100 de la population du pays. Selon les estimations, il y aurait eu 60 000 morts et plusieurs centaines de personnes sans abri. La catastrophe a causé des dégâts considérables aux bâtiments, aux systèmes de communications, elle a complètement désorganisé les services gouvernementaux dans les régions sinistrées et la production industrielle et agricole a été pratiquement paralysée.

5. Le FISE est intervenu immédiatement après la catastrophe et en juin 1970, le Conseil d'administration a approuvé une autorisation d'engagement de 10 000 dollars pour les secours d'urgence et l'aide ultérieure à la région dévastée; les crédits en question proviendraient de contributions spéciales versées par les gouvernements et d'autres sources (E/ICEF/P/L.1373). Pour répondre aux besoins immédiats, le FISE a fourni du matériel, d'une valeur de 87 000 dollars, notamment des générateurs électriques, des appareils émetteurs et récepteurs de

/...

radio et des appareils de radiographie. Il devait faire porter tous ses efforts sur les activités de reconstruction et de relèvement. Dans le courant de l'année, le gouvernement a soumis au FISE un projet élargi de réorganisation des services en faveur des enfants et des familles de la région, qui fait une large place à l'établissement de services intégrés destinés aux enfants d'âge préscolaire et aux mères. Le Conseil d'administration a approuvé une deuxième recommandation par correspondance en février 1971, concernant un engagement supplémentaire de 1 000 000 de dollars pour ce projet (E/ICEF/P/L.1378).

227. En Jordanie, des milliers de mères et d'enfants ont souffert des combats violents qui ont eu lieu à Amman et dans d'autres parties du pays en septembre 1970. Le FISE a contribué aux activités de secours en fournissant des aliments précuits pour satisfaire des besoins urgents ainsi qu'un certain nombre de véhicules pour acheminer les secours d'urgence. La contribution du FISE pendant les opérations de secours s'est élevée à 28 000 dollars. Pour la phase de reconstruction, le Conseil d'administration a approuvé par correspondance, en février 1971, une assistance s'élevant à 293 000 dollars (E/ICEF/P/L.1379). Ces crédits doivent servir à rééquiper les services d'obstétrique et de pédiatrie du principal complexe hospitalier d'Amman ainsi que ses services de formation et ses centres d'HMI; à acheter des fournitures pour les écoles primaires et moyennes; et à fournir du matériel à des centres de protection sociale ainsi que des véhicules pour les activités de contrôle et de formation.

228. En 1970 des cas de choléra s'étant déclarés au Libéria, le gouvernement a demandé qu'on lui expédie par avion du matériel de vaccination, dont le coût s'est élevé à 4 000 dollars. En décembre 1970, il y a également eu des cas de choléra au Mali et le Gouvernement malien a demandé l'assistance du FISE, qui a fourni des médicaments et du sérum de réhydratation, d'une valeur de 11 000 dollars.

229. Au Tchad, des crues anormales se sont produites dans la région de Bongor, à la suite de fortes pluies qui ont fait déborder la rivière Logone, détruisant les digues et causant de fortes inondations entre le 22 et le 24 septembre 1970. Les inondations ont persisté pendant tout le mois d'octobre, et l'on estime que 90 p. 100 de la récolte ont été détruits et que 7 000 animaux ont péri dans la région inondée. Douze mille personnes au total ont été sinistrées, dont 6 000 enfants. Des couvertures, des moustiquaires et des médicaments représentant un montant de 36 000 dollars ont été expédiés par avion.

/...

Ayant connu des saisons sèches plusieurs années consécutives et une
resse extrême en 1969/70, l'ensemble du Lesotho était menacé de famine en
1970. Le Lesotho a adressé une demande urgente au FISE afin d'obtenir des
ules pour la distribution d'aliments, ainsi que des médicaments et des rations
ntaires, des vaccins et du matériel destinés à 50 dispensaires s'occupant de
évention de la famine. La contribution d'urgence du FISE s'est élevée à
0 dollars.

En outre, des secours d'urgence (lait, fournitures médicales et couvertures)
té fournis aux victimes de la guerre dans la République khmère (Cambodge),
os et dans la République du Vietnam. Quelques secours ont également été
és en 1970 aux victimes des inondations de Hongrie et de Roumanie.

Bien que le FISE continue d'avoir pour tâche essentielle de prendre des
es à long terme en faveur des enfants, il semble ressortir de l'expérience
dernières années qu'il doit également assumer de façon régulière une respon-
lité envers les enfants et les jeunes gens victimes des catastrophes naturelles
es catastrophes résultant de l'activité de l'homme. Le FISE ne pourra
quitter de cette responsabilité que s'il reçoit les crédits nécessaires à
e fin. On trouvera plus loin au paragraphe 277 une recommandation tendant à
gir le Fonds de réserve pour les secours d'urgence du FISE.

/...

Réfugiés

233. En 1970, le FISE a continué à coopérer avec certains gouvernements et avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à fournir une assistance aux enfants réfugiés, en particulier en Afrique. Près de 5 000 enfants nigériens qui avaient été évacués au Gabon et en Côte d'Ivoire au cours de la guerre civile sont retournés récemment dans leur pays. Le FISE a collaboré à cette opération avec le Haut Commissariat et avec l'Union internationale de protection de l'enfance, et il a fourni du matériel aux centres de réception des enfants. Au Sénégal, 5 000 réfugiés venus de pays voisins ont reçu une assistance grâce à un programme commun entrepris par le Ministère de la santé, avec l'aide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de l'OMS et du FISE. Le FISE a fourni une assistance analogue à la République centrafricaine pour des réfugiés des pays voisins. En 1970, il a également fourni des secours d'urgence aux réfugiés d'origine vietnamienne qui avaient été obligés de fuir la République khmère (Cambodge) à cause de la guerre pour s'installer dans la République du Viet-Nam.

Paludisme

234. En 1970, conformément aux recommandations du Comité mixte FISE/OMS des politiques sanitaires, le Conseil d'administration a adopté une nouvelle méthode pour aborder le problème du paludisme^{15/}. Le Conseil d'administration a décidé que le FISE, en coopération avec les gouvernements et l'OMS, devrait réexaminer sa participation aux campagnes nationales d'éradication du paludisme afin de distinguer entre les campagnes qui devraient permettre de parvenir à l'éradication dans un avenir rapproché, celles qui devraient permettre de parvenir à l'éradication dans certaines régions du pays mais non dans toutes, et enfin celles pour lesquelles les perspectives de succès sont lointaines. Le Conseil d'administ

^{15/} Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément No 8 (E/4854-E/ICEF/605, par. 45 à 50).

onvenu qu'il faudrait insister davantage sur le renforcement et l'extension des services sanitaires de base (notamment en ce qui concerne l'assainissement, l'eau et l'approvisionnement des campagnes en eau).

Au cours de l'année écoulée, le secrétariat du FISE a fait un gros effort pour suivre les instructions du Conseil d'administration et pour mettre en oeuvre une nouvelle politique. Ceci n'est pas allé sans difficulté. Il ne faut pas oublier qu'après 10 ou 15 ans de participation à des campagnes d'éradication du paludisme, les personnes qui s'en occupent directement éprouvent des difficultés à former des jugements objectifs sur leurs programmes. Nous nous sommes efforcés d'y parvenir avec un succès plus ou moins grand selon les pays. Dans un tel cas de genre il est presque toujours nécessaire d'inviter des personnes qui ne sont pas directement impliquées dans ces campagnes, à aider à les évaluer. C'est ce que nous nous sommes efforcé de faire, avec plus ou moins de succès selon les pays.

Pendant de nombreuses années, le FISE a participé à des campagnes de lutte contre le paludisme de grande envergure en Amérique latine et de moindre envergure dans la région de la Méditerranée orientale et en Asie. Dans certains cas, le FISE a fourni son assistance pendant des périodes dont la durée allait jusqu'à dix ans, bien que la phase d'éradication ait généralement commencé en 1955. En Amérique du Sud, le FISE a conclu un accord avec les Gouvernements colombien, équatorien, péruvien, bolivien et paraguayen en vue de diminuer progressivement son appui aux campagnes d'éradication au cours des trois années à venir. En Amérique centrale un plan régional d'éradication du paludisme consistant en un effort intensif à des mesures combinées de lutte pendant une période de trois ans (1968-1970) a été adopté. Une évaluation approfondie des campagnes menées en Amérique latine a montré que le plan n'avait pas atteint ses objectifs. En conséquence, vu les circonstances, il semblait peu probable que l'on parvienne à l'éradication du paludisme en Amérique centrale dans un avenir proche, sauf au Costa Rica. C'est la raison pour laquelle nous recommandons de diminuer progressivement l'assistance du FISE à ces campagnes pendant une période de trois ans, tout en renforçant simultanément son appui aux activités d'expansion et d'amélioration des services de santé de base.

/...

237. Le Conseil d'administration a fait un premier pas dans ce sens en décidant en 1970 de créer un fonds régional pour le recyclage des travailleurs des services antipaludiques, destiné à leur donner une formation plus générale en matière de santé de manière qu'un certain nombre d'entre eux puissent être intégrés dans les services de santé de base. Des cours de formation de ce genre ont déjà été organisés en Bolivie, au Paraguay et au Pérou, et d'autres pays se proposent de suivre la même voie.

238. Dans la région de la Méditerranée orientale, la recommandation actuelle visa à prolonger d'un an l'assistance fournie par le FISE à la campagne antipaludique menée en Iran représentera la dernière phase de l'appui du FISE à ce programme. En Irak, une enquête sur la campagne doit être effectuée par le gouvernement, et le FISE et l'OMS en avril 1971, en vue d'évaluer les perspectives futures de cette campagne. La question de la participation future du FISE à la campagne sera étudiée en fonction des résultats de cette enquête.

239. La seule campagne de lutte antipaludique à laquelle le FISE participe en Asie est la campagne menée en Afghanistan. Cette campagne a été évaluée par une équipe tripartite comprenant des représentants du Gouvernement afghan, du FISE et de l'OMS pendant l'été 1970. L'équipe est parvenue à la conclusion que du point de vue strictement technique il ne serait pas difficile de venir à bout du paludisme en Afghanistan, mais que certains obstacles pratiques rendent la chose impossible dans un avenir proche. L'un des problèmes les plus graves est le fait que dans les régions rurales de l'Afghanistan il n'existe pratiquement aucune infrastructure sanitaire qui permette de conserver les bienfaits de l'éradication du paludisme si ce résultat était atteint. En outre, des problèmes administratifs et financiers sérieux se sont posés au cours de la campagne elle-même. L'Union des Républiques socialistes soviétiques a déjà accepté d'apporter son assistance pour la poursuite des activités de lutte contre le paludisme dans le nord de l'Afghanistan. Le FISE poursuit ses entretiens avec le gouvernement pour déterminer quel rôle utile il pourrait jouer en appuyant le développement futur des services de santé dans le pays. Une note d'information sur cette question a été distribuée aux membres du Conseil d'administration à sa présente session.

Projets achevés

Un des principes à la base des activités d'assistance du FISE est l'appui aux projets en faveur de l'enfance jusqu'au stade où les pays peuvent les poursuivre sans l'assistance du FISE. Ce principe doit être appliqué de manière réaliste, compte tenu de la nature du projet et du niveau de développement du pays. Le terme "projet", tel qu'il est utilisé par le FISE, couvre toute gamme d'activités, allant d'activités relativement limitées comme la construction d'une usine de traitement du lait ou l'organisation d'un cours de formation particulier jusqu'à des entreprises aussi vastes que la création de services nationaux d'HMI. Dans le cas d'activités relativement limitées, il n'est pas facile de dire à quel moment un projet a été achevé. Pour de vastes entreprises à long terme, nous avons défini le "projet" comme étant la phase du programme entièrement couverte par un plan d'opérations.

Dans les paragraphes 73 à 78 ci-dessus, nous avons fourni des renseignements sur un certain nombre d'évaluations de projets appartenant à cette catégorie, ainsi que sur quelques évaluations de projets plus limités qui sont en cours d'achèvement. Deux campagnes qui ont remporté un succès exceptionnel en Asie sont la campagne contre la lèpre en Birmanie et la campagne contre le trachome en Taïwan).

En 1970, l'assistance du FISE au projet d'éducation nutritionnelle en Espagne et au projet de conservation du lait en Pologne a pris fin. (L'assistance du FISE à des projets nationaux en Europe se limite désormais à deux projets en Espagne - un projet de services intégrés et la remise en état des services de santé détruits par le tremblement de terre de Banja-Luka. Quelques autres projets d'assistance sont poursuivies comme l'indique le document E/ICEF/608/Add.8.) Deux autres projets ont remporté un succès exceptionnel. Le projet d'éducation nutritionnelle en Espagne a été soumis en 1970 à une évaluation systématique de la part du gouvernement, assisté par la FAO, le FISE et l'OMS. L'évaluation a conclu que ce projet avait eu des résultats extrêmement positifs. Le FISE se propose de publier le rapport sur cette évaluation en 1971 de manière que les

/...

leçons tirées de l'expérience acquise en Espagne puissent servir à d'autres pays. A cet égard, le FISE a organisé en Espagne en septembre 1970, en collaboration avec le Gouvernement espagnol, la FAO et l'OMS, un séminaire sur l'éducation nutritionnelle et les cantines scolaires auquel ont pris part 29 personnes originaires d'Algérie, du Maroc et de Tunisie. Ce séminaire a donné aux participants l'occasion d'étudier les travaux accomplis dans le cadre du projet espagnol.

243. Le projet relatif à la conservation du lait en Pologne a également été couronné de succès. Dans le cadre de ce projet, le FISE a fourni de l'équipement évalué à plus de 2,7 millions de dollars, à six usines de dessiccation du lait et à neuf usines de traitement du lait liquide. Les usines de traitement du lait liquide traitent journellement plus de 1,5 million de litres de lait. Les usines de dessiccation du lait produisent chaque année plus de 5 000 tonnes de poudre de lait. Ce lait permet au gouvernement de poursuivre son programme de distributions gratuites qui touche environ 1 250 000 enfants d'âge scolaire.

244. Un autre projet bénéficiant de l'assistance du FISE qui a été achevé en 1970 est le projet concernant les services de santé à Panama, où un réseau complet et efficace de centres de santé et de services de soutien a été créé dans tout le pays. Des résultats impressionnants ont été obtenus dans le domaine de l'assainissement, y compris l'approvisionnement en eau de petites communautés rurales.

245. Nous avons déjà indiqué que l'assistance du FISE à un certain nombre de campagnes antipaludique a pris fin.

Entretien du matériel et transports

246. Dans de nombreux pays en voie de développement, l'insuffisance des organismes et des installations pour l'entretien de l'équipement technique et des moyens de transport, notamment en ce qui concerne les programmes relatifs à la santé et à l'enseignement, est toujours un problème sérieux. L'évaluation en cours des activités de formation du personnel des services de santé attire l'attention sur certains de ces problèmes.

47. Dans certains cas, il pourrait être tentant d'imaginer le FISE installer et exploiter lui-même des installations d'entretien. Nous pensons cependant qu'il ne devrait le faire que dans des cas d'urgence exceptionnelle, et toujours avec l'approbation du gouvernement intéressé. Nous pensons en effet que le meilleur service que le FISE puisse rendre aux pays à la longue est de les aider à créer leurs propres installations et organismes chargés de l'entretien des moyens de transport.

48. Au cours des neuf dernières années, le FISE a envoyé des conseillers pour les questions touchant les véhicules sur le terrain afin d'aider les gouvernements à mettre sur pied des organismes chargés de l'entretien et de la réparation des moyens de transport. Vingt-huit accords de projets ont été signés avec des gouvernements pour la création d'organismes de transport qui s'occuperaient de l'entretien de 15 000 environ des quelques 25 000 véhicules fournis par le FISE sur le terrain. On espère que les organismes chargés de l'entretien et de la réparation des moyens de transport s'occuperont éventuellement aussi de matériel, autre que des véhicules, fourni par le FISE, principalement dans les services de santé, ainsi que d'autre matériel et moyens de transport des gouvernements.

49. En 1970, de nouveaux progrès ont été réalisés. En Irak, un plan consacré aux transports a été conclu entre le FISE et le gouvernement en 1969, et en 1970 du matériel, des outils et des véhicules fournis par le FISE et destinés aux équipes et ateliers mobiles d'entretien ont été livrés. En Iran, un plan sur l'organisation des transports a été mis au point avec l'aide du FISE et en 1970 le Ministère de la santé a acheté un terrain à Téhéran pour la construction d'un atelier central. L'année dernière également, un plan sur l'organisation des transports a été mis au point avec l'assistance du FISE en Syrie et ce plan est en train d'être examiné au Ministère de la santé. En Turquie, un organisme d'entretien des moyens de transport et du matériel est créé actuellement au Ministère de la santé, avec l'assistance du FISE et l'US/AID. Le matériel nécessaire a été commandé et des cours de formation pour mécaniciens seront organisés en 1971.

/...

250. L'Inde se trouve en présence d'une tâche difficile en matière d'entretien, à laquelle le gouvernement central tout comme les administrations de 20 Etats et territoires doivent faire face. En 1970, le FISE a fourni à l'organisation centrale des transports sanitaires un consultant chargé de donner des conseils sur l'exploitation efficace de l'organisation.. L'année dernière, sept groupes d'entretien mobiles supplémentaires ont été mis en service, portant leur total à 79. Ce chiffre ne représente cependant que la moitié environ du nombre de groupes nécessaires pour permettre un entretien satisfaisant des véhicules existants. On espère qu'à la longue ces services d'entretien ne se limiteront pas uniquement aux transports mais s'occuperont également du matériel en général, mais cette extension du service ne fait que commencer.

251. En Chine (Taïwan), on met sur pied un nouveau programme intéressant qui permettrait d'associer les programmes de formation des chauffeurs et d'entretien des véhicules au projet de formation professionnelle qui bénéficie de l'assistance du FISE. Après une longue période de préparation, un plan d'opérations concernant l'entretien des moyens de transport a été conclu avec la République de Corée. La SIDA (organisation suédoise d'assistance bilatérale) et le FISE doivent participer à ce projet. La Birmanie se trouve dans une situation exceptionnelle. Dans ce pays en effet, à la demande du gouvernement, le FISE assume directement la responsabilité de l'entretien des véhicules.

252. Au cours de son examen des activités du FISE en ce qui concerne les fournitures en 1969, le Conseil d'administration a demandé l'établissement d'un rapport analysant l'expérience acquise en ce qui concerne l'utilisation dans les pays en voie de développement des divers systèmes de gestion du matériel de transport^{16/}. Nous espérons être en mesure de présenter ce rapport à la session de 1972.

^{16/} Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-septième session (document E/4711, E/ICEF/590, par. 164 et 165).

Travailleurs bénévoles

Dans la section du présent rapport relative aux adolescents (par. 187 à 199), nous avons mentionné un certain nombre de cas dans lesquels, en 1970, il a été fait appel à de jeunes travailleurs bénévoles pour participer à des projets bénéficiant de l'assistance du FISE dans leur propre pays. Il s'agit là d'une tendance que le FISE cherchera certainement à encourager et à appuyer à l'avenir.

Des volontaires étrangers fournissent également une contribution utile aux travaux du FISE de diverses manières. Ils ont apporté un concours précieux dans certains cas d'urgence, travaillant fréquemment dans des conditions difficiles, comme au Nigéria, et en ce moment, au Pakistan oriental. Des travailleurs bénévoles participent également aux travaux ordinaires du FISE au Kenya, au Pakistan, aux Philippines, en Inde, en Indonésie et en République-Unie de Tanzanie. En outre, un travailleur bénévole est sur le point de rejoindre son poste au Kenya. Ces volontaires viennent du Danemark, de la Suède, du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

Il arrive souvent que des volontaires étrangers qui se trouvent dans un pays à la demande d'un gouvernement dans le cadre d'arrangements bilatéraux prennent part à des projets auxquels participe le FISE. Un exemple actuel de cette situation est le programme d'approvisionnement en eau des régions rurales, au Népal, auquel participent des travailleurs du Service des volontaires allemands et du Peace Corps des Etats-Unis. En ce qui concerne ce projet, la population locale s'est également engagée à fournir de la main-d'oeuvre bénévole. Les programmes d'entretien du matériel de transport reçoivent l'assistance de volontaires suisses au Dahomey et d'un volontaire allemand au Tchad. Au cours des années, ces travailleurs bénévoles ont fourni une contribution non négligeable à l'exécution de divers projets.

Le FISE a suivi avec grand intérêt les événements qui ont abouti à la création d'un corps international de volontaires des Nations Unies. Nous sommes en contact avec le service du Programme des Nations Unies pour le développement qui a été créé pour administrer ce nouveau programme, et le FISE doit participer à ce programme dès qu'il sera organisé.

/...

Collaboration avec des organisations internationales,
multilatérales et bilatérales

257. En 1970, le FISE a poursuivi ses efforts visant à renforcer sa collaboration avec les nombreuses autres organisations d'assistance qui existent dans le monde, sur le plan international, régional et national. Nous sommes vivement conscients du fait que le volume total de l'assistance extérieure à la disposition des pays en voie de développement est toujours très insuffisant et qu'il est essentiel de chercher à coordonner l'assistance disponible de manière à obtenir les meilleurs résultats. Le FISE peut se féliciter d'une longue tradition de collaboration étroite et harmonieuse avec les organes techniques des Nations Unies qui s'occupent de l'enfance dans les pays en voie de développement. On verra les fruits de cette collaboration dans les nombreux projets que le Comité du Programme et le Conseil d'administration doivent examiner à la présente session. La division du développement social des Nations Unies, la FAO, l'OIT, l'OMS et l'UNESCO fournissent un appui technique précieux aux projets. Le Programme alimentaire mondial fournit également un soutien logistique important à un certain nombre de projets. Au paragraphe 233, nous avons déjà fait état de l'appui aux programmes fournis par les comités nationaux pour le FISE et les organisations non gouvernementales.

258. Au Siège, un examen annuel des questions de programme et d'exploitation effectué au niveau interorganisations s'est avéré extrêmement utile.

259. Dans la section suivante qui a trait à des questions spéciales en rapport avec ces opérations (par. 261 à 265), on trouvera un bref aperçu sur l'évolution des rapports entre le FISE et le PNUD, c'est-à-dire de la participation du FISE à la programmation par pays sous la direction des représentants résidents du PNUD.

III. QUESTIONS SPECIALES EN RAPPORT AVEC LES OPERATIONS

260. Dans ce chapitre, le Directeur général demande au Conseil de prendre en considération cinq questions en rapport avec les opérations du FISE : l'évolution de la "programmation nationale" sous la direction du PNUD; le Groupe de travail PNUD/FISE chargé de mettre au point leurs relations sur le terrain; une simplification éventuelle des procédures pour les projets "pris en note"; les rapports du Corps commun d'inspection; et une proposition tendant à augmenter le montant du Fonds pour les secours d'urgence.

Programmation nationale

261. On se souviendra que l'an dernier, le Rapport sur l'état des travaux commentait les incidences de certains aspects de l'Etude de la capacité de sir Robert Jackson sur le FISE (E/ICEF/602, par. 174-191)^{17/}. Pour ce qui regarde le FISE, la principale recommandation de l'Etude de la capacité concernant les procédures d'exécution était la recommandation relative à la programmation concertée à l'échelon national. Le début de cette recommandation est ainsi rédigé :

"Le programme national. Celui-ci devrait :

- i) Etre élaboré conjointement par les autorités du pays intéressé d'une part et, d'autre part, par les représentants du plus grand nombre possible d'organismes des Nations Unies apportant leur concours au développement, c'est-à-dire le PNUD, le FISE, le PAM et les institutions ayant des programmes opérationnels financés par leur budget ordinaire et (ou) par d'autres fonds, des organismes étant groupés sous la direction du représentant résident." [p. 238, par. 1 a) i)]

262. Etant donné qu'au cours de la première Décennie pour le développement, le FISE s'est efforcé, dans son assistance, de mettre en pratique "l'approche nationale", il paraît d'autant plus logique et profitable qu'il participe à une

^{17/} Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement (Publication des Nations Unies, No de vente : F.70.I.10).

"programmation nationale" plus étendue intéressant tout le système des Nations Unies. Le Directeur général a recommandé en conséquence en avril 1970 que le Conseil approuve les mesures nécessaires pour rendre cette évolution possible (E/ICEF/602, par. 188). Le Conseil d'administration du PNUD procédant encore à l'examen de l'Etude de la capacité, le Conseil d'administration du FISE a décidé de ne pas prendre de décisions définitives comme suite aux recommandations du Directeur général mais lui a demandé de soumettre au Conseil, à sa session de 1971, ses considérations en la matière.

263. Faits nouveaux intéressant directement le FISE depuis avril 1970 :

- a) Dans sa résolution 1528 (XLIX), adoptée le 20 juillet 1970, le Conseil économique et social s'est exprimé en ces termes (quatrième alinéa du préambule) :

"Notant avec approbation l'intention du Fonds, conforme à son "optique nationale", qui a été à plusieurs reprises louée par le Conseil économique et social, de coopérer à la 'programmation nationale' proposée pour tous les apports du système des Nations Unies, tandis que les projets du Fonds continueraient d'être soumis à l'approbation du Conseil d'administration."

- b) A sa session de juin 1970, le Conseil d'administration du PNUD est parvenu à un consensus sur ce qu'il est convenu d'appeler "le cycle de la coopération des Nations Unies pour le développement", qui traite entre autres de la programmation nationale. Ce consensus a par la suite été approuvé par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale^{18/}. Le Conseil d'administration souhaitera peut-être noter en particulier qu'aux termes du consensus, le Conseil d'administration du PNUD approuvera les programmes nationaux uniquement en ce qui concerne les apports du PNUD. Ces programmes doivent cependant indiquer aussi précisément que possible les apports de la part d'autres éléments de l'Organisation des Nations Unies.

^{18/} Pour faciliter la tâche des membres du Conseil, le texte de ce consensus a été reproduit dans le document de séance E/ICEF/CRP/71-14.

- c) A la suite de l'approbation du consensus, le Directeur du PNUD a soumis des propositions préliminaires en vue de la programmation nationale à tous les organismes intéressés du système des Nations Unies, y compris le FISE, afin que ceux-ci lui présentent leurs observations en la matière. Ces propositions sont encore en cours d'élaboration et au moment où le présent rapport a été rédigé, elles étaient examinées à la réunion générale du PNUD de février 1971 à New Delhi, réunion à laquelle le FISE était représenté.
- d) Nous résumerons brièvement nos observations sur ces propositions :
- i) Nous sommes prêts et disposés à participer sans réserve à l'essai de programmation nationale pour tout le système des Nations Unies sous la direction du représentant résident du PNUD. Nous espérons que les pays pourront ainsi être aidés plus efficacement à résoudre les problèmes de l'enfance et de l'adolescence et de la mise en valeur de leurs ressources.
 - ii) En ce qui concerne la disposition du consensus aux termes de laquelle "la formulation du programme par pays doit comprendre ... une indication aussi précise que possible ... des apports d'autres éléments du système des Nations Unies..."^{19/}, le FISE est également prêt à fournir ces renseignements en ce qui concerne ses propres ressources.
 - iii) Nous espérons que, dans tous les programmes nationaux, on pourra harmoniser les activités de façon à rechercher à la fois les objectifs économiques et sociaux.
 - iv) A notre avis, lorsqu'on parle de programmation nationale, il faut entendre que dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les organismes du système des Nations Unies doivent élaborer des politiques et des approches communes, tout en tenant compte des objectifs de chacune des organisations

/ Ibid.

ainsi que du rôle de ses représentants. Dans le cas du FISE, il s'agit de reconnaître toute l'importance des mesures à prendre pour apporter une assistance à la jeune génération et la préparer aux tâches qui l'attendent. Cette approche commune est nécessaire non seulement au niveau du pays, mais aussi aux niveaux opérationnels plus élevés des organismes des Nations Unies. On s'accorde désormais à reconnaître que chaque gouvernement doit arrêter lui-même ses objectifs et ses priorités en matière de développement.

264. En pratique, on estime que l'introduction de la programmation nationale se fera progressivement. Le Conseil sera évidemment tenu informé de l'évolution de la situation.

Groupe de travail PNUD/FISE

265. On se souviendra aussi que l'an dernier, dans son Rapport sur l'état des travaux, le Directeur général a signalé que le Directeur du PNUD et lui-même avaient décidé de créer un groupe de travail mixte chargé de prévoir des arrangements d'ordre pratique pour assurer une coordination plus étroite entre leurs représentants locaux [E/ICEF/602, par. 138 e]7. Ce groupe de travail mixte, composé de deux fonctionnaires de rang élevé appartenant à chacun de ces organismes et possédant une expérience de longue date sur le terrain, a été créé comme prévu à la fin de l'été 1970. Au moment où le présent rapport a été rédigé, les intéressés avaient effectué des visites dans des bureaux types de toutes les régions où les deux organismes ont des programmes importants - Afrique, Asie, Méditerranée orientale et Amérique latine - et ils préparent actuellement leur rapport.

Contributions à des fins spéciales

266. Lors de sa session de 1969, le Conseil a autorisé le Directeur général à accepter des contributions spéciales pour les situations d'urgence ainsi que pour les fins définies ci-après :

/...

- a) Projets que le Conseil a déjà approuvés et au titre desquels il a déjà pris un engagement;
- b) Projets "pris en note". Il s'agit de projets à entreprendre ou à élargir dont le Conseil a pris note parce qu'il estime qu'ils méritent d'être appuyés, mais pour lesquels des fonds n'étaient pas disponibles à l'époque; et
- c) Projets entrant dans une catégorie déterminée de programmes : en d'autres termes, les projets dans des domaines pour lesquels le Conseil prête régulièrement son appui : catégories sectorielles de la santé, nutrition, protection de la famille et de l'enfance, enseignement, formation professionnelle, services intégrés ou encore catégories fonctionnelles telles que la formation^{20/}.

267. Il a été entendu qu'au reçu d'une contribution à des fins spéciales au titre d'un des projets de la catégorie a) ci-dessus, le Directeur général était autorisé à consacrer cette contribution à l'exécution du projet, sans en référer au Conseil. Cependant, dans le cas d'une contribution versée pour l'une des fins mentionnées à l'alinéa b) ou c) ci-dessus, il a été décidé qu'avant d'autoriser les dépenses, le Directeur général soumettrait une proposition au Conseil sous la forme généralement utilisée pour les projets, ou à une session ordinaire, ou au moyen d'un vote par correspondance.

268. A sa session de 1970, le Conseil a approuvé une simplification des procédures d'approbation des allocations pour tous les projets régulièrement approuvés par le Conseil et au titre desquels il avait pris des engagements, c'est-à-dire des projets similaires aux projets mentionnés à l'alinéa a) ci-dessus. Selon ces procédures simplifiées, en approuvant un projet et un engagement relatif à ce projet, le Conseil autoriserait le Directeur général à exécuter le projet conformément aux indications figurant dans la recommandation initiale, sans que le Conseil ait à prévoir des allocations annuelles; le

^{20/} Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-septième session (document E/4711 - E/ICEF/590, par. 185 à 193).

Directeur général soumettrait toutefois des rapports annuels sur l'état des travaux comme prévu^{21/}.

269. Cette procédure simplifiée n'est pas applicable aux projets "pris en note". L'expérience de l'année écoulée montre qu'il serait désirable et logique d'étendre la procédure simplifiée aux projets "pris en note", c'est-à-dire aux projets mentionnés à l'alinéa b) ci-dessus. Plus précisément, lorsque le Conseil approuve un projet "pris en note", on propose que cette approbation signifie implicitement, comme pour les projets réguliers, que le Directeur général soit autorisé à en assurer l'exécution au fur et à mesure de la réception des contributions spéciales à ce titre, étant bien entendu qu'il soumettra des rapports sur l'état des travaux au Conseil de la même manière que pour les projets réguliers.

Rapports du Corps commun d'inspection ayant trait
aux activités du FISE

270. Conformément à la résolution 1457 (XLVII) du Conseil économique et social et aux procédures proposées par le secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil devrait examiner avec attention les rapports du Corps commun d'inspection ayant trait au FISE, ainsi que les observations du Directeur général, pour pouvoir, s'il le désire, en discuter à sa prochaine session.

271. Depuis le dernier rapport du Directeur général sur l'état des travaux, deux de ces rapports d'inspection ont paru. L'un d'eux est le rapport de M. Robert Macy et a pour titre "Quelques suggestions visant à améliorer les opérations sur le terrain" (E/4792). Les observations du Directeur général ainsi que celles du Secrétaire général figurent dans le document E/4792/Add.1, du 7 avril 1970. Bien que le rapport de l'inspecteur traite des programmes d'assistance technique de l'ONU et des institutions spécialisées plutôt que de ceux du FISE, certaines des observations qu'il contient sont applicables à

^{21/} Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément No 8 (E/4854 - E/ICEF/605, par. 107 à 110).

l'expérience du FISE et nous commentons ces points en détail. Il s'agissait notamment de la nécessité d'établir une liaison plus efficace à l'échelon national entre les services chargés de la planification, de l'élaboration et de l'exécution des projets, de l'importance de la formation dans les pays en voie de développement, d'une mise en garde contre l'achat de matériel par trop coûteux et complexe, de l'importance de l'établissement de services d'entretien et de réparation des véhicules et du matériel technique, et plus généralement, de la nécessité d'adapter les formes d'assistance des Nations Unies au degré de développement d'un pays. Le deuxième rapport a été rédigé par sir Leonard Scopes et a pour titre "Observations formulées à la suite d'une inspection au Malawi" (E/4818). Les observations du Directeur général ainsi que ceux du Secrétaire général et du Directeur du PNUD figurent dans le document E/4818/Add.1, du 10 avril 1970. L'inspecteur a accueilli favorablement la demande globale d'assistance pour les quatre prochaines années qu'il a qualifiée d'"une innovation intéressante" et a fait deux suggestions en vue d'une coordination plus étroite au niveau de l'exécution de manière à renforcer les activités en cours. Il suggérerait de faire intervenir plus rapidement les consultations avec d'autres organismes des Nations Unies et de faire plus souvent appel au Bureau du Directeur résident du PNUD, particulièrement en ce qui concerne les avis d'expédition des marchandises du FISE.

272. De plus, des contacts officieux, sous forme de lettres et d'entretiens personnels, ont été pris avec le Corps commun d'inspection. Par exemple, nous avons reçu par écrit des commentaires favorables de sir Leonard Scopes sur les travaux du FISE en Colombie et, plus récemment, en Birmanie. Dans l'ensemble, bien que les activités du FISE n'aient pas été une des préoccupations essentielles du Corps commun d'inspection, le Directeur général est d'avis que les observations des inspecteurs apportent une aide constructive, et il est bien évident que lui-même comme le personnel du FISE continuerait à apporter aux inspecteurs toute l'aide possible.

Proposition visant à élargir le Fonds de réserve
pour les secours d'urgence

273. Ainsi qu'il est exposé aux paragraphes 218 et 232 ci-dessus, le FISE a été amené à fournir des secours d'urgence et des secours pour la reconstruction à 13 reprises en 1970. Le Fonds de réserve pour les secours d'urgence que le Directeur général peut utiliser à discrétion est actuellement limité à 200 000 dollars par an^{22/}. Ce fonds a permis au FISE de satisfaire sans délais à certains des besoins les plus urgents. Cependant, la gravité des catastrophes et l'étendue des besoins nécessitant une assistance du type de celle que prête le FISE ont contraint le Directeur général à faire plusieurs fois appel à l'aide financière des gouvernements et du public. Dans quelques cas il a dû aussi utiliser des fournitures prévues pour des projets en cours dans un pays frappé par une catastrophe pour satisfaire des besoins plus urgents dans le même pays. Cependant, même en faisant appel à ces mesures spéciales, un écart notable persiste entre les secours d'urgence et les secours pour la reconstruction qu'apporte le FISE (atteignant un total de plus de 5,7 millions de dollars) approuvés pour le Pérou (E/ICEF/P/L.1378), la Jordanie (E/ICEF/P/L.1379) et le Pakistan (E/ICEF/P/L.1380) et les fonds dont dispose actuellement le FISE pour financer ces secours. Comme le Directeur général l'expose aux membres du Conseil dans son mémorandum du 15 janvier 1971, un rapport sera rédigé lors de la session d'avril sur l'état des appels lancés en vue du versement de contributions spéciales au titre des trois programmes mentionnés ci-dessus et au titre du projet de secours d'urgence et de reconstruction pour le Nigéria (E/ICEF/P/L.1382/Rev.1) : il sera présenté au Conseil au cours de cette même session.

^{22/} En 1965 le Conseil d'administration a créé un Fonds de réserve pour les secours d'urgence dans lequel le Directeur général a le pouvoir discrétionnaire de puiser dans l'intervalle des sessions du Conseil. Ce Fonds de réserve avait été porté à 100 000 dollars et en cas de besoin le Directeur général pouvait autoriser des dépassements de crédits à concurrence de 100 000 dollars au-dessus de ce niveau. Documents officiels du Conseil économique et social, trente-neuvième session, Supplément No 15 (E/4083/Rev.1 - E/ICEF/528/Rev.1), par. 199.

274. Bien qu'il s'agisse là de sommes importantes au regard des ressources du FISE, elles ne représentent, il est vrai, qu'une contribution relativement modeste si l'on considère l'ensemble des besoins. Lors de catastrophes importantes, la plus grande partie de l'assistance doit provenir de sources diverses, dont l'aide bilatérale et la participation des sociétés de la Croix-Rouge et d'autres groupements bénévoles, aussi bien que des organismes des Nations Unies. Néanmoins, parmi tous ces organismes, le FISE joue souvent un rôle essentiel. Sa position particulière le met en mesure de satisfaire aux besoins urgents des premiers jours de la catastrophe mais, ce qui est peut-être encore plus important, dans la période immédiatement consécutive à la catastrophe, il est particulièrement qualifié pour aider à la remise en état des services en faveur des enfants qui sont ceux qui souffrent souvent le plus dans ces situations d'urgence.

275. Des discussions ont eu lieu, dans le cadre du Comité administratif de coordination, avec la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et d'autres organismes, en vue de la mise au point d'un système plus efficace et plus adéquat pour l'ensemble des secours à apporter en cas de catastrophe. Le FISE participe activement à ces discussions. Le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale un rapport préliminaire à ce sujet (E/4853), et il doit présenter en juillet, au Conseil économique et social, un rapport plus complet et définitif, avec ses recommandations sur les mesures à prendre. Tout porte à croire qu'on demandera au FISE de poursuivre ses activités importantes dans les situations d'urgence à venir, quel que soit le cadre fixé à ses activités à la suite du rapport du Secrétaire général.

276. Il est bien évident que le FISE n'aura pas à sa disposition un Fonds de réserve pour secours d'urgence lui permettant de satisfaire à tous les besoins extraordinaires de l'enfance dans les grandes catastrophes. Comme l'a démontré l'expérience passée, le FISE devra continuer à faire appel à des contributions spéciales dans les cas d'urgence les plus graves. Cependant le Directeur général recommande instamment au Conseil d'autoriser une augmentation substantielle du montant du Fonds de réserve pour les secours d'urgence. Le montant actuellement autorisé est si faible que, s'il doit couvrir les besoins d'une année, il ne

/...

permet guère de faire que des contributions symboliques dans le cas d'une urgence donnée.

277. Le Directeur général recommande en conséquence que le Conseil autorise la création d'un Fonds de réserve pour secours d'urgence d'un montant minimum de un million de dollars. Une telle augmentation du montant du Fonds de réserve présenterait les avantages suivants :

- a) Dans le cas d'urgences relativement limitées, la contribution du FISE serait beaucoup plus appréciable qu'elle ne l'est actuellement.
- b) Dans les urgences les plus graves, on accroîtrait les possibilités d'action non seulement pour une aide immédiate mais pour la reconstruction en attendant de mettre au point des projets à long terme et d'organiser des collectes de fonds spéciales pour les financer.

IV. SITUATION FINANCIERE

Récapitulation

278. On trouvera dans le tableau récapitulatif ci-après la ventilation des recettes et des dépenses du FISE de 1967 à 1970, ainsi que des prévisions pour 1971.

Tableau 7

Recettes et dépenses 1967-1971

| | <u>1967</u> | <u>1968</u> | <u>1969</u> | <u>1970</u> | <u>1971</u> |
|---|---|-------------|-------------|-------------|--------------------|
| | | | | | (Prévisions) |
| | (En millions de dollars des Etats-Unis) | | | | |
| Contribution des gouvernements (ordinaires et spéciales) | 28,4 | 28,8 | 33,4 | 37,8 | 42,5 - 44,0 |
| Fonds d'affectation spéciale provenant de gouvernements et de l'ONU a/ | - | - | - | 5,1 | 5,0 - 5,5 |
| Contributions provenant de toutes autres sources | <u>10,1</u> | <u>14,7</u> | <u>13,6</u> | <u>16,5</u> | <u>13,5 - 14,5</u> |
| Total des recettes | 38,5 | 43,5 | 47,0 | 59,4 | 61,0 - 64,0 |
| Dépenses | 40,0 | 45,9 | 50,7 | 50,5 | 57,0 |
| Excédent des dépenses sur les recettes | 1,5 | 2,4 | 3,7 | - | - |
| Excédent des recettes sur les dépenses | - | - | - | 8,9 | 4,0 - 7,0 |

a/ En 1970, pour la première fois, des fonds d'affectation spéciale d'un montant important ont été mis à la disposition de projets bénéficiant de l'assistance du FISE et approuvés par le Conseil d'administration selon la procédure habituelle. Ces fonds provenaient de deux sources différentes : les uns provenaient directement de gouvernements, les autres du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. A l'annexe III du présent rapport, les contributions au titre des fonds d'affectation spéciale sont comptabilisées comme recettes. Ces contributions sont gérées conformément aux dispositions pertinentes du Règlement financier et les détails relatifs à leur utilisation apparaissent dans le rapport financier du FISE pour 1970 (E/ICEF/AB/L.104).

279. En 1970, les recettes ont dépassé les dépenses de 8,9 millions de dollars. Les dépenses, qui se sont élevées à 50,5 millions de dollars, ont été approximativement du montant prévu dans le plan financier il y a un an. Elles ont été maintenues à ce montant du fait qu'il avait été décidé précédemment de réduire les engagements et les allocations afin de ramener le disponible à un montant plus satisfaisant, ce qui a été fait.

280. A l'avenir, le montant des engagements et des dépenses dépendra directement de celui des recettes, que nous examinons en détail dans les paragraphes ci-après concernant les recettes et le plan financier.

Recettes de 1970

281. Le tableau 8 ci-après donne la ventilation des recettes provenant des diverses sources en 1970, avec les chiffres correspondants de 1969.

Tableau 8

Recettes de 1969 et de 1970

| | 1969 | | 1970 | |
|---|---------|-------------|---------|-------------|
| | Montant | Pourcentage | Montant | Pourcentage |
| (En millions de dollars des Etats-Unis) | | | | |
| 1. <u>Contributions de gouvernements</u> | | | | |
| a) <u>Contributions annuelles ordinaires</u> | 31,8 | | 33,6 | |
| b) <u>Contributions spéciales</u> | | | | |
| Projets à long terme | 1,2 | - | 1,2 | - |
| Secours d'urgence et reconstruction | 0,4 | - | 3,0 | - |
| | 1,6 | | 4,2 | |
| c) <u>Fonds d'affectation spéciale</u> | | | | |
| Projets à long terme | - | | 0,3 | - |
| Secours d'urgence et reconstruction | - | | 4,2 | - |
| | | | 4,5 | |
| Contributions de gouvernements, total partiel | 33,4 | 71,0 | 42,3 | - |

Tableau 8 (suite)

| | 1969 | | 1970 | |
|---|---------|------------------|-------------------|------------------|
| | Montant | Pourcen- tage | Montant | Pourcen- tage |
| (En millions de dollars des Etats-Unis) | | | | |
| 2. <u>Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population</u> (Fonds d'affectation spéciale) | - | - | 0,6 | 1,0 |
| 3. <u>Contributions de sources non gouvernementales</u> | | | | |
| a) <u>Pour la masse commune des ressources</u> | | | | |
| Campagne d'Halloween aux Etats-Unis et au Canada | 4,1 | - | 5,1 | - |
| Appels de fonds télévisés en Europe | 0,7 | - | 0,7 ^{a/} | - |
| Autres collectes et dons de particuliers | 0,8 | - | 1,2 | - |
| | 5,6 | | 7,0 | |
| b) <u>Pour les projets à long terme</u> (adoptions) | 1,0 | | 0,8 | |
| c) <u>Pour les secours d'urgence et la reconstruction</u> | 1,1 | | 1,8 | |
| Contributions de sources non gouvernementales, total partiel | 7,7 | 16,4 | 9,6 ^{b/} | 16,2 |
| 4. <u>Opération cartes de vœux</u> | 3,9 | 8,3 | 4,3 | 7,2 |
| 5. <u>Autres recettes</u> | 2,0 | 4,3 | 2,6 | 4,4 |
| Total général | 47,0 | 100,0 | 59,4 | 100,0 |

a/ Le FISE a reçu au total 0,9 million de dollars, dont 200 000 dollars ont été affectés aux secours d'urgence au Pakistan et sont comptabilisés à la rubrique 3 c).

b/ 0,1 million de dollars a été versé au Fonds de roulement du Service de l'information (voir le rapport financier du FISE pour 1970, E/ICEF/AB/L.104).

/...

282. En 1970, les recettes totales, qui ont été de 59,4 millions de dollars, ont sensiblement dépassé le montant de 53 à 55 millions de dollars prévu à la session d'avril 1970 du Conseil d'administration (E/ICEF/602, par. 251). Ce chiffre représente une augmentation de 12,4 millions de dollars par rapport aux recettes de 1969 (47 millions de dollars), soit une augmentation de 26,4 p. 100 - la plus forte augmentation en termes absolus depuis 1948 et en pourcentage depuis 1953. Toutefois les contributions ordinaires des gouvernements n'ont augmenté que de 1,8 million de dollars, soit de 6 p. 100.

283. L'accroissement des recettes totales en 1970 est largement imputable au fait que les gouvernements et le public ont répondu très généreusement aux appels de fonds du FISE en faveur de contributions spéciales pour financer les opérations de secours d'urgence et de reconstruction (9 millions de dollars). Dans certains cas, ces contributions ont pris la forme de "fonds d'affectation spéciale"; dans d'autres, elles ont été simplement désignées comme contributions spéciales versées à des fins particulières.

284. Le FISE sollicite d'autres contributions spéciales de ce genre (sous la forme de fonds d'affectation spéciale ou sous toute autre forme) en faveur de projets de reconstruction en Jordanie, au Nigéria, au Pakistan et au Pérou. Il espère que des contributions seront annoncées lors de la session que le Conseil d'administration tiendra en avril.

285. Pour financer ses programmes d'assistance à long terme, le FISE doit compter principalement sur les contributions ordinaires des gouvernements. Les contributions du public et les contributions spéciales des gouvernements aideront certes à répondre à des besoins urgents mais aux fins de la planification et de la programmation, il faut qu'il y ait une base solide de contributions ordinaires. Au moment où ces lignes sont écrites, des indications permettent de penser qu'on peut compter sur une augmentation de 10 p. 100 des contributions ordinaires des gouvernements en 1971. Cela est très encourageant pour l'année en cours, mais il faudra que ces contributions continuent d'augmenter substantiellement pour que l'or puisse atteindre l'objectif de 100 millions de dollars fixé pour 1975.

Contributions des gouvernements en 1970

286. Cent vingt-quatre gouvernements ont versé des contributions en 1970. Il y en avait eu 128 - chiffre record - en 1969, 119 en 1968, 123 en 1967, 119 en 1966 et 117 en 1965.

287. Quarante-quatre gouvernements ont augmenté leurs contributions ordinaires en 1970 par rapport à 1969. Parmi ces gouvernements, il y en avait qui n'avaient jamais versé de contributions et d'autres n'en avaient pas versé en 1969. En 1969, 28 gouvernements avaient augmenté leur aide par rapport à 1968.

288. L'accroissement brut des contributions ordinaires des gouvernements a été de 2,5 millions de dollars en 1970. Il a été en partie contrebalancé par la diminution d'un montant total de 0,7 million de dollars des contributions de certains gouvernements. Dans plusieurs cas, ces diminutions étaient dues aux effets de dévaluations monétaires et de fluctuations des taux de change. L'accroissement net des contributions ordinaires des gouvernements a donc été de 1,8 million de dollars.

289. Les contributions spéciales (y compris les fonds d'affectation spéciale) reçues pour les programmes à long terme ont été de 1,5 million de dollars, soit un peu plus que le montant total de 1,2 million de dollars reçu en 1969. Au cours de l'année écoulée, quatre gouvernements ont participé à ce financement spécial des programmes à long terme.

290. De plus, 15 gouvernements ont versé des contributions spéciales (y compris des fonds d'affectation spéciale) pour les opérations de secours d'urgence et de reconstruction du FISE au Nigéria, au Pakistan et au Pérou. Un gouvernement a versé des contributions pour ces opérations dans les trois pays et trois autres gouvernements pour deux pays. Le montant total de ces contributions a été de 7,2 millions de dollars.

291. Le tableau ci-après indique les contributions ordinaires et spéciales des gouvernements en 1969 et en 1970, en les répartissant comme suit : contributions annuelles ordinaires, contributions pour des projets à long terme déterminés et contributions pour les secours d'urgence et la reconstruction.

Tableau 9

Recettes de sources gouvernementales en 1969 et en 1970

| | <u>1969</u> | <u>1970</u> |
|--|---|-------------|
| | (En millions de dollars des Etats-Unis) | |
| a) <u>Contributions annuelles ordinaires</u> <u>des gouvernements</u> | 31,8 | 33,6 |
| b) <u>Pour des projets à long terme</u> <u>déterminés</u> | | |
| Contributions spéciales | 1,2 | 1,2 |
| Fonds d'affectation spéciale | - | <u>0,3</u> |
| | | 1,5 |
| c) <u>Pour les secours d'urgence et la</u> <u>reconstruction</u> | | |
| Contributions spéciales | 0,4 | 3,0 |
| Fonds d'affectation spéciale | - | <u>4,2</u> |
| | | <u>7,2</u> |
| Total | <u>33,4</u> | <u>42,3</u> |

Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population - 1970

292. D'autres contributions sous forme de fonds d'affectation spéciale ont été versées par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. En 1970, pour la première fois, il a alloué 600 000 dollars aux activités de planification de la famille des projets assistés par le FISE dans le domaine de l'hygiène maternelle et infantile.

Contributions de sources non gouvernementales pour 1970

(Autres que celles qui proviennent de l'Opération cartes de vœux)

293. Les recettes provenant de la campagne d'appels de fonds et de dons de particuliers ont atteint le montant record de 9,6 millions de dollars, dépassant les recettes de 1969 provenant de cette source (7,7 millions de dollars). Comme dans le cas des contributions de source gouvernementale, la générosité avec laquelle le public a répondu aux différents appels lancés en faveur des secours d'urgence a été un facteur important de cette augmentation.

294. Le produit des collectes faites à l'occasion de Halloween aux Etats-Unis et au Canada a augmenté d'un million de dollars. Le produit de l'appel télévisé fait en Europe a atteint 900 000 dollars; sur cette somme, environ 200 000 dollars ont été affectés aux secours d'urgence au Pakistan. Il y a eu également d'autres activités d'appels de fonds couronnées de succès en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande pour faire face aux grandes catastrophes qui se sont produites l'an dernier.

Recettes provenant de l'Opération cartes de vœux en 1970

295. Les recettes nettes provenant de l'Opération cartes de vœux sont passées de 3,9 millions de dollars en 1969 (campagne 1968/69) à 4,3 millions de dollars en 1970 (campagne 1969/70), ce qui représente une augmentation normale d'environ 9 p. 100.

Principaux pays d'où proviennent les contributions de sources non gouvernementales

296. Le tableau ci-après indique les 21 pays où les contributions de sources non gouvernementales versées au FISE (y compris les recettes nettes provenant de l'Opération cartes de vœux) se sont élevées à plus de 50 000 dollars en 1970.

Tableau 10

Recettes de sources non gouvernementales de 1970 provenant des
pays dont la contribution a dépassé 50 000 dollars

| <u>Pays</u> | <u>Masse commune des ressources et contributions à des fins spéciales</u> | <u>Produit net des ventes Opération cartes de voeux a/</u> | <u>Total</u> |
|------------------------------------|---|--|--------------|
| Etats-Unis d'Amérique | 4 596 741 | 3 367 603 | 7 964 344 |
| Canada | 1 085 682 | 666 801 | 1 752 483 |
| République fédérale d'Allemagne | 741 476 | 705 506 | 1 446 982 |
| France | 645 538 | 707 263 | 1 352 801 |
| Pays-Bas | 893 273 | 230 208 | 1 123 481 |
| Australie | 656 170 | 112 843 | 769 013 |
| Belgique | 290 411 | 139 647 | 430 058 |
| Royaume-Uni | 108 667 | 225 188 | 333 855 |
| Norvège | 96 247 | 127 188 | 223 435 |
| Japon | 179 955 | 10 077 | 190 032 |
| Suisse | 4 483 | 173 264 | 177 747 |
| Brésil | - | 163 644 | 163 644 |
| Chili | - | 163 142 | 163 142 |
| Suède | 12 985 | 129 408 | 142 393 |
| Danemark | 8 523 | 118 690 | 127 213 |
| Nouvelle-Zélande | 93 608 | 31 860 | 125 468 |
| Espagne | 49 598 | 61 287 | 110 885 |
| Irlande | 82 185 | 14 281 | 96 466 |
| Italie | 46 540 | 49 423 | 95 963 |
| Inde | 1 146 | 76 194 | 77 340 |
| Autriche | 8 797 | 44 158 | 52 955 |

a/ Pour obtenir les recettes nettes du FISE, il faut déduire les dépenses engagées par l'Opération cartes de voeux pour la production des cartes et des brochures publicitaires, ainsi que les frais de transport et dépenses connexes. Voir note b/ de l'annexe II.

/...

Recettes diverses

297. Les détails sur les recettes diverses de 1970 sont donnés dans le Rapport financier du FISE pour 1970 (E/ICEF/AB/L.104).

Annexes

298. On trouvera à l'annexe I la liste des contributions de sources gouvernementales (ordinaires et spéciales) et à l'annexe II la liste des contributions de sources non gouvernementales pour 1970. Les détails sur les contributions versées à des fins spéciales qui proviennent de ces sources et du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population sont donnés à l'annexe III.

Recettes de 1971

299. Pour l'année 1971, on prévoit des recettes de l'ordre de 61 à 64 millions de dollars se répartissant comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 11

Prévisions de recettes de toutes provenances pour 1971 et
chiffres correspondants de 1970

| | <u>1970</u> | <u>1971</u> (prévisions) |
|--|--|-----------------------------|
| | (En millions de dollars des Etats-Unis) | |
| <u>Contributions des gouvernements</u> | | |
| Contributions annuelles ordinaires | 33,6 | 37,5 - 38,0 |
| Contributions spéciales pour les projets à long terme (y compris les fonds d'affectation spéciale) | 1,5 | 2,0 - 2,5 |
| Contributions spéciales pour les secours d'urgence et la reconstruction (y compris les fonds d'affectation spéciale) | <u>7,2</u> | <u>5,0 - 6,0</u> |
| Total partiel | 42,3 | 44,5 - 46,5 |
| <u>Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population</u> | 0,6 | 3,0 |
| <u>Contributions de sources non gouvernementales</u> | 9,6 | 8,0 - 8,5 |
| <u>Coopération cartes de vœux</u> | 4,3 | 4,5 - 5,0 |
| <u>Recettes diverses</u> | <u>2,6</u> | <u>1,0</u> |
| Total | <u>59,4</u> | <u>61,0 - 64,0</u> |
| | | /... |

Contributions ordinaires des gouvernements - 1971

300. Un certain nombre de gouvernements ont déjà, officiellement ou officieusement, fait connaître leur intention d'augmenter leurs contributions ordinaires pour l'année 1971. Douze pays ont fait connaître leur intention d'augmenter leurs contributions dans les proportions indiquées ci-après; le total des augmentations représente 3,9 millions de dollars.

Tableau 12

Augmentation prévue en 1971 des contributions ordinaires de certains gouvernements par rapport à 1969 et 1970

| | <u>1969</u> | <u>1970</u> | <u>1971</u> |
|-----------------------------------|---|-------------|-------------|
| | (En milliers de dollars des Etats-Unis) | | |
| Allemagne, République fédérale d' | 1 750 | 1 912 | 2 049 |
| Belgique | 240 | 280 | 320 |
| Canada | 1 112 | 1 112 | 1 450 |
| Danemark | 533 | 600 | 866 |
| Finlande | 220 | 300 | 400 |
| France | 1 399 | 1 400 | 1 500 |
| Inde | 800 | 800 | 1 000 |
| Japon | 585 | 686 | 786 |
| Norvège | 721 | 854 | 1 400 |
| Pays-Bas | 222 | 250 | 277 |
| Suède | 2 907 | 3 876 | 5 804 |
| Suisse | 861 | 926 | 1 000 |

Contributions de gouvernements pour des projets à long terme déterminés - 1971

301. Le versement de contributions spéciales par un certain nombre de gouvernements pour des projets à long terme déterminés est actuellement à l'étude. Dans ces cas, il faut évidemment obtenir l'accord du gouvernement du pays bénéficiaire. Certains

gouvernements versent ces contributions spéciales en en prélevant le montant sur les ressources dont ils disposent pour l'aide bilatérale. Cette intégration de l'aide bilatérale et de l'aide multilatérale est un moyen d'assistance de plus en plus important pour les projets en faveur de l'enfance.

Contributions pour la reconstruction - 1971

302. Le Conseil d'administration a approuvé par un vote par correspondance les programmes de reconstruction proposés pour la Jordanie, le Pakistan et le Pérou, et la seconde et dernière phase du programme de reconstruction pour le Nigéria sera examinée par le Conseil d'administration à sa présente session. Toutefois, l'exécution de ces programmes nécessitera des contributions spéciales substantielles. Au total, il faudra des fonds supplémentaires d'un montant de 8 millions de dollars environ. On espère que, dans une large mesure, ces fonds seront fournis par les gouvernements et complétés par des fonds provenant des comités nationaux et de groupes de donateurs privés.

Contributions provenant du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population - 1971

303. Il est possible que ce Fonds finance des projets jusqu'à concurrence de 3 millions de dollars en 1971.

Contributions de sources non gouvernementales - 1971

304. On espère que les comités nationaux, et de plus en plus aussi des organismes privés se spécialisant dans l'aide au développement, organiseront à nouveau des campagnes et adopteront des projets. Le produit des collectes de fonds en 1970 a été particulièrement élevé parce que le public a répondu généreusement aux appels lancés pour faire face à diverses catastrophes au cours de l'année. Le montant estimatif actuel des recettes provenant de sources non gouvernementales pour 1971, soit 8 à 8,5 millions de dollars, est quelque peu inférieur aux recettes de 1970.

Recettes provenant des cartes de vœux - 1971

305. L'augmentation prévue des recettes provenant de l'Opération cartes de vœux (qui passeraient de 4,3 à 4,5 millions de dollars) est conforme au taux de croissance normal des années passées.

Recettes diverses - 1971

306. On s'attend à ce que les "recettes diverses" diminuent en 1971. Le montant relativement élevé des "recettes diverses" en 1970 était dû à la vente de biens excédentaires et au taux exceptionnellement élevé des intérêts de placements à court terme en diverses monnaies. Il y a fort peu de chances pour que cela se reproduise en 1971.

Plan financier pour 1971-1972

307. Le plan financier pour 1971 et 1972 présenté ci-après pour approbation par le Conseil d'administration est, quant au fond, la continuation des plans établis pour les années précédentes. Ce plan prévoit un accroissement des dépenses du FISE (ligne 6) compatible avec une estimation prudente de l'augmentation de ses ressources. Il prévoit également un accroissement normal du disponible et des sommes à recevoir des gouvernements, qui constitueront les fonds de roulement nécessaires pour faire face aux dépenses annuelles accrues (ligne 8). Le volume des nouveaux projets à préparer pour la session de 1972 sera déterminé par l'échelonnement des engagements indiqués à la ligne 3. Pour la première fois, le plan financier indique l'année au cours de laquelle les engagements donneront lieu à des demandes de crédits ou de matériel aux fins de l'assistance et, partant, à des dépenses. Les chiffres qui apparaissent à la ligne 3 sont fondés sur les montants des dépenses que l'on pouvait raisonnablement prévoir pour 1972 et 1973, vu les perspectives actuelles.

Explications des modifications apportées à la présentation du plan

308. Pour indiquer l'échelonnement des dépenses annuelles au titre des engagements relatifs aux projets à long terme, il a fallu modifier la présentation du plan. Cette modification est aussi liée au changement de procédure approuvé par le Conseil à sa dernière session (E/ICEF/605, par. 108, relatif aux engagements et allocations). Dorénavant, le Conseil d'administration approuvera le total des engagements nécessaires pour un projet pour une période de plusieurs années. Les fournitures et autres éléments d'assistance seront demandés par les services extérieurs au fur et à mesure des besoins selon l'état d'avancement du

projet, en vertu de l'autorisation de dépenses donnée par le Directeur général. Le Conseil d'administration n'a plus besoin d'autoriser des allocations annuelles et c'est pourquoi celles-ci ne sont pas indiquées pour les années à venir.

309. Toutefois, pour planifier l'utilisation des ressources du FISE, il faut tenir compte de l'échelonnement des engagements totaux. Le Directeur général doit veiller à ce que le montant des crédits ou du matériel demandés chaque année aux fins de l'assistance n'entraîne pas des dépenses trop importantes par rapport aux recettes.

310. C'est pourquoi le plan financier indique les engagements non liquidés répartis selon l'année au cours de laquelle on compte qu'ils feront l'objet de demandes de crédits ou de matériel (ligne 1). Le plan donne les mêmes renseignements en ce qui concerne les engagements proposés pour la présente session (ligne 3). Le total des demandes de crédits ou de matériel (ligne 5) est le principal élément qui détermine les dépenses et il joue ainsi, dans la planification financière, un rôle similaire à celui que jouait le total des allocations qui était antérieurement indiqué.

311. On trouvera au tableau 13 le plan financier pour 1971 et 1972 et, dans les paragraphes suivant immédiatement le tableau, l'explication de chaque rubrique.

Tableau 13

Plan financier pour 1971-1973 et montants correspondants
pour les années précédentes

| | Montants effectifs | | | | Montants estimatifs | | | | |
|--|--------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------|-------------|------------------|---|--------------|
| | <u>1967</u> | <u>1968</u> | <u>1969</u> | <u>1970</u> | <u>1971</u> | <u>1972</u> | <u>1973</u> | <u>1974</u> (et ulté- rieurement) | <u>Total</u> |
| (En millions de dollars des E.-U.) | | | | | | | | | |
| 1. Engagements non liquidés au 1er janvier 1971 qui doivent faire l'objet de demandes de crédits ou de matériel | | | | | 13 | 13 | 13 | 9 | 49 |
| 2. Allocations n'ayant pas encore fait l'objet de demandes de crédits ou de matériel | | | | | 21 | - | - | - | 21 |
| 3. Engagements proposés à la session de 1971 qui doivent faire l'objet de demandes de crédits ou de matériel | | | | | 22 | 30 | 15 | 10 | 77 |
| 4. Engagements à préparer pour la session de 1972 qui doivent faire l'objet de demandes de crédits ou de matériel | | | | | - | 18 | 25 | 27 | 70 |
| 5. Total des demandes de crédits ou de matériel | 51 ^{a/} | 47 ^{a/} | 46 ^{a/} | 55 ^{a/} | 56 | 61 | 68 ^{b/} | - | 231 |
| 6. Dépenses | 40 | 46 | 51 | 50 | 57 | 61 | 66 | - | 224 |
| 7. Recettes | 38 | 44 | 47 | 59 | 61-64 | 63-67 | 66-70 | - | 272 |
| 8. Disponible et sommes à recevoir des gouvernements en fin d'exercice | 23 | 20 | 22 | 26 | 29-33 | 32-36 | 32-36 | - | 159 |

a/ Allocations approuvées par le Conseil d'administration dans le cadre de la procédure utilisée jusqu'à la session de 1970. Les montants ont été calculés en fonction des besoins estimatifs qui feront l'objet de demandes de crédits ou de matériel au cours des 12 mois suivant la session du Conseil d'administration.

b/ Y compris les engagements qui seront proposés à la session de 1973, pour faire l'objet de demandes de crédits ou de matériel en 1973, estimés ici à 15 millions de dollars.

Explication du plan

312. La ligne 1 du tableau, Engagements non liquidés, indique les estimations actuelles quant à la façon dont les engagements de 48 millions de dollars antérieurement approuvés par le Conseil d'administration et demeurant non liquidés (aucune allocation n'a été faite pour les couvrir) feront l'objet de demandes de crédits ou de matériel au cours des années à venir. En principe, tout projet non abandonné est examiné par les bureaux extérieurs pendant l'année et les estimations, quant à l'échelonnement des besoins futurs, sont alors revues. Les chiffres indiqués à la ligne 1 correspondent aux renseignements les plus récents dont on dispose au Siège. L'échelonnement prévu sera à nouveau révisé au fur et à mesure que les projets seront mis en oeuvre et certains engagements seront peut-être annulés (c'est ainsi qu'on recommande à la présente session, dans le résumé des recommandations relatives aux projets E/ICEF/P/L.1460, d'annuler un engagement de 600 000 dollars).

313. Ligne 2. Allocations n'ayant pas encore fait l'objet de demandes de crédits ou de matériel. Il s'agit du report des allocations approuvées au cours de sessions antérieures du Conseil d'administration. On compte qu'elles feront toutes l'objet de demandes de crédits ou de matériel en 1971. Cette rubrique disparaîtra à l'avenir puisque la procédure d'allocation ne sera plus suivie.

314. Ligne 3. Engagements proposés à la session de 1971. Il s'agit d'une estimation quant à l'échelonnement des engagements de 77 millions de dollars soumis à la session d'avril 1971. Le total accuse une augmentation de 10 millions de dollars par rapport aux estimations présentées dans le plan financier de l'année dernière du fait de l'extension des engagements sur une période plus longue et d'engagements plus importants pour dépenses imprévues au titre de la reconstruction.

315. Ligne 4. Engagements à préparer pour la session de 1972. Le plan financier vise notamment à permettre d'établir un objectif chiffré pour les activités des bureaux extérieurs en prévision de la session de 1972. Les éléments qui justifient ces chiffres sont indiqués ci-après.

316. Ligne 5. Total des demandes de crédits ou de matériel. Il s'agit, pour 1971-1973, du total des demandes de crédits ou de matériel prévues pour chaque année. Ces chiffres sont comparables aux allocations approuvées antérieurement

/...

par le Conseil d'administration. (Les allocations étaient calculées en fonction des besoins estimatifs qui feraient l'objet de demandes de crédits ou de matériel au cours des douze mois suivant la session du Conseil. Les montants estimatifs figurant dans le plan de cette année sont établis pour l'année civile, mais cela ne modifie pas beaucoup les chiffres.) Dans le plan financier de l'année dernière, il était proposé de préparer pour la session de 1971 des allocations d'un montant de 58 millions de dollars. Ces allocations auraient théoriquement fait l'objet de demandes de crédits ou de matériel entre juillet 1971 et juin 1972. Les estimations relatives aux demandes de crédits ou de matériel qui figurent dans le plan de cette année pour les deux années civiles 1971 et 1972 sont compatibles avec ce montant.

317. Ligne 6. Dépenses. En moyenne, les dépenses sont faites six mois environ après la demande de crédits ou de matériel. Les dépenses de 1971 comprennent les sommes à payer pour les marchandises commandées mais non encore livrées sur la base des demandes faites en 1970, dont le montant est d'environ 30 millions de dollars.

318. Ligne 7. Recettes. Les perspectives de recettes pour 1971 sont examinées plus haut (par. 299 à 306). Les chiffres indiqués pour 1972 et 1973 sont beaucoup moins sûrs. Ils ne sont inclus qu'à titre de base financière prudente pour la préparation des projets au cours des douze prochains mois. Ils ne représentent pas nos objectifs en matière de recettes qui doivent atteindre près de 80 millions de dollars en 1973 et, avec une croissance logique, 100 millions de dollars en 1975. A mesure que les perspectives de recettes du FISE dépasseront les montants indiqués ici, le Directeur général autorisera les services extérieurs à préparer de nouvelles demandes de projets aux fins d'assistance.

319. Ligne 8. Disponible et sommes à recevoir des gouvernements. Comme le FISE ne dispose pas de la totalité des fonds nécessaires pour financer les projets lorsque les engagements sont approuvés et qu'il doit compter sur les recettes courantes pour couvrir les dépenses courantes, le disponible et les sommes à recevoir des gouvernements constituent le fonds de roulement du FISE. Selon le principe établi par le Conseil d'administration, cet élément ne doit pas être inférieur à la moitié des dépenses prévues pour l'année suivante. Le plan financier proposé est conforme à ce critère, le montant des dépenses prévues étant légèrement inférieur à celui des recettes.

320. Budget des services d'appui au programme et des services d'administration.

Le montant du budget des services d'appui au programme et des services d'administration est compris dans le plan.

Rapports entre les divers éléments du plan financier

321. Si l'on considère les années à venir, on voit que les engagements approuvés pour une année donnée représentent un élément important des demandes de crédits ou de matériel de l'année en question et des années suivantes. Le montant total des demandes de crédits ou de matériel durant une année civile, dont certaines parties ont été autorisées lors de plusieurs sessions précédentes, détermine le montant des dépenses pour une période ultérieure. La différence entre les dépenses et les recettes au cours d'une année civile détermine la situation du disponible et des sommes à recevoir des gouvernements (exception faite des changements qui peuvent se produire pour d'autres avoirs tels que les stocks entreposés).

322. Aux fins de la planification, il faut examiner cet enchaînement dans l'ordre inverse. Les prévisions de recettes pour 1973 et le montant souhaité pour le disponible et les sommes à recevoir à la fin de 1973 fixent l'objectif à atteindre pour les dépenses en 1973. Ces dépenses dépendront de l'assistance fournie aux projets à long terme approuvés aux sessions de 1971, 1972 et 1973. Les recommandations pour 1971 sont soumises à la présente session selon le plan approuvé l'année dernière par le Conseil d'administration. Il faut maintenant planifier le montant des recommandations pour 1972 de manière à établir le rapport souhaité entre les dépenses de 1973 et les prévisions de recettes.

Principes à suivre pour fixer le montant des engagements futurs

323. Pour éviter que les engagements à long terme ne laissent trop peu de recettes futures disponibles pour de nouveaux projets et pour les dépenses imprévues, le Conseil d'administration a précisé, en 1965, que le montant des engagements non liquidés ne devrait pas faire l'objet d'allocations supérieures à 30 millions de dollars l'année suivante. On a fait observer en 1969^{23/}, qu'étant donné l'augmentation des ressources du FISE, cette limite n'était pas appropriée, mais un nouveau plafond n'a pas été fixé. A la suite des recommandations qui sont

^{23/} E/ICEF/586, par. 199.

faites à la présente session, ledit plafond sera dépassé en 1972 (total pour les lignes 1 et 3 : 43 millions de dollars).

324. Selon le principe qui est maintenant proposé, les engagements proposés au Conseil d'administration devraient laisser disponibles pour de nouveaux projets au moins 20 p. 100 du montant estimatif des ressources de l'année suivante. Ceci signifierait, pour le plan financier, que les demandes de crédits ou de matériel à imputer sur les nouveaux engagements au cours de l'année de la session du Conseil d'administration ne devraient pas être inférieures à 20 p. 100 du montant prévu pour les demandes de crédits ou de matériel pour l'année^{24/}.

Engagements à préparer pour la session de 1972

325. Comme le plan l'indique à la ligne 4, le Directeur général propose de préparer pour la session de 1972 des recommandations correspondant à un total d'engagements d'environ 70 millions de dollars, lesquels feraient l'objet de demandes de crédits ou de matériel approximativement de la façon suivante :

| | |
|------------------------|------------------------|
| 1972 | 18 millions de dollars |
| 1973 | 25 millions de dollars |
| 1974 et ultérieurement | 27 millions de dollars |

Les dépenses découlant de ces engagements en 1972 et en 1973 pourraient être couvertes par les recettes de ces années.

Contributions spéciales et secours d'urgence

326. Les engagements proposés en 1971 comprennent un million de dollars de réserve pour secours d'urgence, comme il est recommandé plus haut. Tous besoins imprévus plus importants au titre des secours d'urgence et de la reconstruction, ainsi que les contributions spéciales versées pour y faire face, seraient ajoutés au plan - aux engagements, aux dépenses et aux recettes. Ce système peut avoir pour effet de modifier le plan à la fin d'une année donnée mais, sur plus d'une année, cela n'en change guère la structure ni les tendances à long terme des fonds de roulement.

^{24/} Le plan indique qu'en 1971, les demandes de crédits ou de matériel à imputer sur les nouveaux engagements sont censées s'élever à 22 millions de dollars, soit 40 p. 100 du total. En 1972, elles s'élèveront à 18 millions de dollars, soit 29 p. 100 du total des demandes de crédits ou de matériel. En 1973, elles s'élèveront à 15 millions de dollars, soit 23 p. 100 des demandes de crédits ou de matériel de l'année. La diminution de ce pourcentage est le résultat inévitable du système des engagements à long terme mais on propose d'essayer de ne pas le faire baisser au-dessous de 20 p. 100.

V. COMITES NATIONAUX, ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, INFORMATION
ET VENTE DE CARTES DE VOEUX

327. Le fait qu'environ 25 p. 100 des recettes du FISE proviennent de sources non gouvernementales prouve que le FISE est directement en contact avec le public, en grande partie grâce aux comités nationaux pour le FISE et aux organisations non gouvernementales. Ces contacts ont permis à leur tour à des centaines de milliers de personnes dans de nombreux pays de participer à des activités des Nations Unies, ce qui, tout en donnant la possibilité de recueillir des fonds, les a unis dans l'intérêt qu'ils portent aux enfants du monde.

328. L'année écoulée offre un bon exemple des progrès réalisés : par la télévision, les films et les publications, davantage de personnes dans un nombre plus grand de pays ont été renseignées sur le FISE et sur l'oeuvre qu'il accomplit en faveur de l'enfance que dans n'importe laquelle des années précédentes. Les liens étroits qui unissent le FISE et le grand public présenteront une importance particulière dans les efforts que nous déployons pour atteindre l'objectif de 100 millions de dollars que nous nous sommes fixé pour 1975.

329. Le Directeur général tient à remercier chaleureusement tous les comités nationaux pour le FISE et toutes les organisations non gouvernementales des efforts qu'ils déploient et il espère qu'une coopération encore plus étroite s'instaurera entre eux et ses collaborateurs dans les travaux menés de concert dans les années à venir. Il souhaite également exprimer sa profonde reconnaissance aux auteurs qui ont offert généreusement leurs oeuvres pour les cartes de vœux du FISE, ainsi qu'aux artistes de la scène et de l'écran, en particulier à Danny Kay et à Peter Ustinov, qui ont contribué dans une si large mesure à la réussite des diverses campagnes d'information et d'appels de fonds.

Comités nationaux

330. Les comités nationaux pour le FISE ont été un élément clef dans l'oeuvre du FISE pendant la majeure partie de son existence. Outre les collectes de fonds et la vente de cartes de vœux, les comités ont joué un rôle très important en interprétant la politique et les aspirations du FISE dans leurs pays respectifs.

/...

Ils fournissent également de précieux indices sur les intérêts des gouvernements de leurs pays et du grand public, ce qui influe à son tour sur la formulation des politiques en matière d'assistance.

331. Les comités nationaux ont obtenu des résultats remarquables lors des campagnes d'appels de fonds et au cours des 10 dernières années, ils ont versé au FISE plus de 73 millions de dollars (dont 26 millions de dollars représentant le produit net de la vente des cartes de vœux). Au cours de l'année écoulée, ils ont répondu de façon particulièrement généreuse aux appels de fonds du FISE pour les programmes de secours d'urgence et de reconstruction en Jordanie, au Nigéria, au Pakistan et au Pérou.

Les comités nationaux en Europe

332. Les campagnes d'information et d'appels de fonds ont été menées aussi vigoureusement qu'au cours des années précédentes. Il est rendu compte de ces activités de grande envergure dans un document distinct (E/ICEF/CRP/71-15). En outre, presque tous les comités nationaux européens ont participé à deux initiatives "régionales" lancées par le Bureau européen.

333. Un concours de dessins d'enfants a été appuyé dans de nombreux pays d'Europe par au moins un grand journal dans chaque pays, ce qui fait que plusieurs centaines d'articles ont été publiés sur les activités du FISE. Par ailleurs, un spectacle télévisé d'appel de fonds a été organisé à Lausanne (Suisse) sous les auspices de la chaîne de télévision suisse et diffusé dans 23 pays. Deux pays ont également utilisé l'enregistrement d'Osaka (par. 355) pour des programmes télévisés. Dix pays ont lancé des appels à la télévision en faveur du FISE, généralement dans le cadre de ces représentations. Bien que l'on ne dispose pas encore du montant total des fonds ainsi recueillis, ces émissions ont permis de réunir près de 900 000 dollars pour le FISE : une partie de cette somme sera affectée aux secours d'urgence au Pakistan oriental.

334. Les résultats financiers de la campagne télévisée en France et en République fédérale d'Allemagne ont été impressionnants. Le Comité des Pays-Bas a obtenu des résultats particulièrement satisfaisants dans ses appels pour les secours d'urgence. Le Comité espagnol a versé une importante contribution

en nature pour l'aide au Nigéria. Les Comités belge et britannique ont réuni des fonds importants pour des projets adoptés et les comités nationaux des pays scandinaves se sont montrés très actifs dans le domaine de l'information au sens le plus large, atteignant de vastes segments du public de différents groupes d'âges et de professions diverses.

335. Le Comité suisse a non seulement aidé à organiser le programme télévisé d'appels de fonds de Lausanne mais il a aussi prêté son concours, en coopération étroite avec le Bureau européen du FISE, à une exposition qui a eu lieu au Comptoir suisse de Lausanne, foire commerciale très fréquentée, pour laquelle le Gouvernement suisse a généreusement fourni des locaux et d'autres facilités.

336. Le Comité polonais a coopéré avec la télévision polonaise à la production d'un film sur les travaux du FISE dans le domaine de l'éducation en Iran. Pour la deuxième fois, le Comité yougoslave a organisé "Joy of Europe" à l'occasion de la Journée universelle de l'enfance, à laquelle les enfants de 12 pays ont pris part.

337. La réunion annuelle traditionnelle des comités nationaux européens s'est tenue en mars 1970 à Tunis. Le Gouvernement tunisien et le Comité national de ce pays se sont montrés des hôtes extrêmement généreux. Outre les ateliers sur l'information et la vente de cartes de vœux, les discussions ont aidé à améliorer les moyens de faire face aux problèmes qui se posent à propos des collectes de fonds et de l'enseignement dans le cadre de la deuxième Décennie pour le développement.

Les comités en Amérique du Nord

338. Aux Etats-Unis, le produit de la vente des cartes de vœux a augmenté d'approximativement 10 p. 100. Les fonds recueillis grâce à la campagne de "Trick or Treat", organisée à l'occasion de la fête de Halloween, se sont maintenus au niveau élevé atteint l'année précédente. Les fonds versés au FISE par le Comité canadien ont augmenté de 24 p. 100 par rapport à la somme réunie l'année précédente grâce au record réalisé dans les campagnes de "Trick or Treat" et de ventes des cartes de vœux et aux collectes spéciales de fonds organisées en vue de l'aide du FISE au programme de relèvement et de reconstruction au Nigéria et de projets adoptés à long terme.

339. L'un des avantages accessoires des campagnes de "Trick or Treat" aussi bien au Canada qu'aux Etats-Unis demeure la participation de centaines de milliers d'enfants (et aussi de parents et d'enseignants) aux activités axées sur le FISE et les enfants dans les pays en voie de développement. D'un bout à l'autre de ces deux pays, les écoles distribuent de la documentation, projettent des films et organisent des activités spéciales à cette occasion. Les campagnes de "Trick or Treat" permettent d'éveiller l'intérêt des jeunes enfants tandis que le Comité des Etats-Unis comme celui du Canada élaborent des programmes éducatifs d'appels de fonds pour s'assurer l'appui et la participation de groupes d'adolescents et d'étudiants des collèges universitaires.

L'Association japonaise

340. Dans le cadre de la première action de cet ordre qu'elle ait entreprise, l'Association japonaise pour le FISE a réussi à rassembler environ 270 000 dollars lors d'une campagne d'appels de fonds menée à l'échelle nationale qui comprenait notamment des collectes effectuées dans les rues, des appels de fonds auprès des sociétés, des appels lancés par la télévision et des collectes dans les écoles. La campagne a été lancée au moyen d'un programme spécial télévisé à partir d'EXPO'70 à Osaka.

Comités australien et néo-zélandais

341. En Australie, le Comité national a lancé une campagne d'appels de fonds télévisée à l'échelle nationale pour le programme de secours d'urgence et de reconstruction du FISE au Pakistan (utilisant l'enregistrement du programme de la foire mondiale d'Osaka) et il a réuni des fonds, conjointement avec AUSTCARE, pour d'autres situations d'urgence avec des résultats très satisfaisants. Ces comités ont également coopéré avec la campagne de lutte contre la faim à des collectes de fonds pour des projets adoptés du FISE.

342. Le Comité néo-zélandais s'est montré très actif lors de collectes de fonds organisées pour le programme au Nigéria et il a collaboré étroitement avec CORSO (Council of Organizations for Service Overseas Inc.) dans cette entreprise.

Organisations non gouvernementales

343. Si l'on veut accélérer le progrès en faveur des enfants dans les pays en v de développement, il convient d'utiliser plus efficacement les ressources humaines et matérielles dont disposent ces pays, ce qui nécessite la participat active de volontaires locaux et d'organisations bénévoles dans le pays même. L'enthousiasme et l'intérêt manifestés par les volontaires ainsi que l'expérien et les facilités des organisations non gouvernementales locales peuvent contribuer de façon appréciable non seulement à étendre la portée de l'action du gouvernement au profit des enfants et des adolescents, mais aussi à signaler l'attention des problèmes négligés, à lancer des activités novatrices ou de démonstration, à organiser des projets à leurs stades initiaux, à élargir la portée des programmes de formation et à fournir de manière suivie sur le plan local un appui. Tel a été particulièrement le cas pour le développement communautaire, les activités des clubs féminins et les programmes à l'intention des jeunes. Le FISE reconnaît depuis longtemps l'importance d'efforts de ce genre déployés par les organisations non gouvernementales, que ces efforts s'inscrivent directement dans le cadre des projets assistés par le FISE, qu'ils les complètent ou qu'ils les étayent.

344. Outre l'action des travailleurs bénévoles sur le plan local, la Commission Pearson a mis l'accent sur la contribution très appréciable au développement faite par des organisations privées à but non lucratif qui apportent une aide sur le plan international. Elle signale que la valeur des ressources que ces organisations réunissent aux fins de l'assistance serait supérieure à 1 milliard de dollars par an. Sur cette somme 700 millions de dollars au moins sont recueillis par des sources privées, le reste représentant notamment des dons d'excédents alimentaires. La portée de cette assistance est encore accrue du fait qu'un grand nombre de volontaires ne sont pas rétribués ou ne reçoivent qu'une rémunération nominale, ce qui vaut aussi bien pour les organisations à but non lucratif de type traditionnel que pour les mouvements bénévoles plus récents. En 1968, par exemple, quelque 25 000 personnes de pays développés travaillaient comme volontaires dans des pays à faible

revenu, soit cinq fois plus qu'il y a six ans. Ce chiffre représente près du quart de tout le personnel d'assistance technique employé à l'étranger au titre de programmes officiels^{25/}.

345. Naturellement, la totalité de cette aide ne peut être orientée vers l'enfance et l'adolescence. Néanmoins, il est important que le FISE s'emploie de façon plus systématique et plus méthodique à encourager l'utilisation des ressources substantielles que l'on peut se procurer par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales tant sur le plan local que grâce à l'aide extérieure, au profit de programmes destinés aux enfants et aux adolescents dans le contexte des priorités des gouvernements.

346. Là où les contributions de sources non gouvernementales prennent la forme d'un appui financier et non de services fournis directement, il existe à l'heure actuelle un nombre croissant de moyens de les verser par l'intermédiaire du FISE tout en encourageant des activités présentant un intérêt personnel immédiat pour les contribuants. On peut le faire par "l'adoption" d'un projet donné (ou d'éléments déterminés d'un projet) - type d'appui qui a donné d'excellents résultats dans le cas des comités nationaux pour le FISE, outre les contributions versées à la masse générale des ressources du FISE. En certaines occasions, l'adoption d'un projet (ou d'éléments d'un projet) aidé par le FISE, par une organisation internationale non gouvernementale ou par ses sections nationales dans les pays plus industrialisés, peut renforcer directement l'action d'une organisation non gouvernementale soeur dans le pays bénéficiaire.

347. Par leurs publications périodiques et autres les organisations non gouvernementales internationales peuvent faire beaucoup pour susciter chez leurs membres un intérêt accru et une meilleure compréhension en ce qui concerne les besoins des enfants et des adolescents dans les pays en voie

^{25/} Rapports de la Commission du développement international, préparé pour la Banque internationale pour la reconstruction et le développement par un groupe de spécialistes sous la direction de M. Lester B. Pearson. Publié sous le titre Partners in Development, Praeger, 1969, p. 185-186.

de développement et les possibilités d'action. A la suite d'une étude récente des publications périodiques des ONG, un premier pas a été fait pour améliorer dans ce sens les documents communiqués aux rédacteurs en chef d'un certain nombre de publications des ONG. Au cours de l'année écoulée nous avons coopéré avec plusieurs publications périodiques d'organisations non gouvernementales internationales à l'élaboration d'articles de fond sur des travaux du FISE répondant aux intérêts particuliers de leurs membres et nous serons heureux d'en faire de même avec d'autres organisations non gouvernementales qui en exprimeraient le vœu.

348. Au cours de l'année écoulée, plusieurs organisations non gouvernementales ont organisé ou envisagent d'organiser des congrès et des réunions de caractère international ou régional sur des thèmes concernant les enfants et les adolescents en liaison avec le développement national et la deuxième Décennie pour le développement et elles ont invité le FISE à participer à ces réunions^{26/}.

349. Un des moyens d'amener le public à prendre conscience des droits et des besoins de l'enfant et à mieux les comprendre est la Journée universelle de l'enfance, organisée chaque année sous les auspices de l'Union internationale de protection de l'enfance, qui est célébrée actuellement dans une centaine de pays. Nous évaluons les possibilités qui s'offrent d'utiliser cette célébration dans les pays en voie de développement non seulement pour l'information publique mais aussi pour encourager des investissements accrus dans les programmes en faveur de l'enfance. Nous recherchons également les possibilités qui s'offrent d'obtenir la participation d'un nombre plus grand d'organisations internationales non gouvernementales et de leurs sections nationales.

^{26/} Il s'agit notamment de l'Union mondiale des femmes rurales, du Bureau mondial du scoutisme, de la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, du Conseil international de l'action sociale, du Conseil international des femmes, de la Jeune Chambre internationale et de l'Association soroptimiste internationale.

350. Des années durant les organisations non gouvernementales nationales ont secondé dans un grand nombre de pays les efforts visant à obtenir un plus large appui des gouvernements pour le FISE. Dans certains pays où il existe des comités nationaux pour le FISE, les comités et les organisations non gouvernementales nationales ont travaillé en coopération étroite. De nombreuses ONG ont participé à des campagnes spéciales d'appels de fonds dont le produit a été affecté au FISE ou en partie pour ses programmes généraux ou pour les secours d'urgence. Dans un certain nombre de pays les ONG se sont occupées de promouvoir la vente de cartes de vœux du FISE.

351. Les ONG collaborent également avec le FISE en lui fournissant des renseignements, des avis et des recommandations dans les domaines où elles ont acquis une expérience et des compétences particulières. Au cours de l'année écoulée, des discussions très utiles ont eu lieu avec plusieurs organisations non gouvernementales internationales. L'Atelier sur le rôle des ONG dans les programmes en faveur des enfants et des adolescents vivant dans les taudis et les bidonvilles des pays en voie de développement, qui doit se tenir à Genève le 17 avril 1971, offre un aspect de ce type de relation. Un rapport sur cet atelier, que le Comité d'organisations non gouvernementales auprès du FISE et le Bureau de liaison des ONG auprès du FISE établiront de concert, sera présenté quelques jours plus tard au Conseil d'administration dans le cadre de l'examen du point de l'ordre du jour consacré aux enfants et aux adolescents vivant dans les taudis et les bidonvilles.

352. Le Directeur général tient à remercier vivement le Comité d'organisations non gouvernementales auprès du FISE de l'aide qu'il a apportée au secrétariat du FISE au cours de l'année écoulée en vue de l'élaboration d'un programme d'activités qui seront menées en collaboration avec les ONG. Le Bureau de liaison des ONG auprès du FISE développe les contacts entamés l'an dernier avec diverses ONG en vue de déterminer des secteurs précis d'intérêt mutuel dans lesquels une coopération plus étroite pourrait être instaurée. Etant donné qu'un très grand nombre d'ONG ont leur siège en Europe, le Bureau européen du FISE jouera un rôle plus actif dans ce processus à l'avenir.

/...

Information

353. Le personnel des services d'information du FISE, y compris le personnel d'information sur le terrain, s'est réuni après la dernière session du FISE à New York pour étudier les principes directeurs et les procédures d'information. Les objectifs suivants ont été réaffirmés :

- a) Fournir un soutien aux collectes de fonds par l'information :
 - i) En établissant des documents qui seront utilisés pour obtenir l'appui des dirigeants gouvernementaux ainsi que d'autres responsables des politiques ou de ceux qui forment l'opinion;
 - ii) En établissant des documents qui seront utilisés pour obtenir l'appui du grand public;
 - iii) En établissant des rapports spéciaux sur les projets adoptés.
- b) Informer certains groupes ainsi que le grand public tant dans les pays donateurs que dans les pays en voie de développement sur :
 - i) Les besoins des enfants et leur importance en tant que ressource pour le développement;
 - ii) Le rôle du FISE dans la mise en valeur des ressources humaines;
 - iii) Les possibilités d'action en faveur des enfants pour les gouvernements et d'autres organismes intéressés.
- c) Soutien aux projets par l'information :

Aider les gouvernements à produire de la documentation simple et bon marché en vue d'appuyer les projets ainsi qu'à promouvoir et à faciliter la mise en oeuvre des projets.

Certains des principaux éléments des activités menées l'an dernier sont décrits ci-dessous.

Télévision

354. Aux Etats-Unis trois programmes télévisés sur le FISE ont été diffusés dans tout le pays. Deux d'entre eux étaient des documentaires produits par l'American Broadcasting Company ayant trait au FISE et à la situation des enfants à Ceylan, au Kenya et au Paraguay. Le troisième a été produit par

la Columbia Broadcasting System et diffusé à partir de la salle de l'Assemblée générale des Nations Unies avec la participation de vedettes de la scène et de l'écran ainsi que d'enfants de nombreuses nationalités : on a évoqué les besoins des enfants de façon saisissante tout en sollicitant un appui pour l'oeuvre du FISE. Ces trois programmes ont probablement été vus par plus de 25 millions de personnes.

355. Au Japon, la NHK (Société japonaise de radiodiffusion) a achevé une série de films sur la vie familiale dans les pays en voie de développement, en association avec le FISE. Les prises de vues ont eu lieu au Costa Rica, en Inde, en Thaïlande, en Turquie et en Zambie et ces films seront projetés au Japon, de même que dans d'autres pays, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du FISE. Par ailleurs, l'enregistrement du programme spécial de télévision d'EXPO'70 a été diffusé par la suite en Europe, en Amérique du Nord et en Australie pour appuyer des campagnes d'appels de fonds.

356. En Europe, d'importants programmes télévisés ont été consacrés aux enfants des pays en voie de développement et au FISE. On trouvera au paragraphe 333 ci-dessus de plus amples détails à ce sujet.

Films

357. Quatre films d'une série d'émissions de télévision réalisés en coproduction ont été réédités pour être projetés en anglais devant des groupes. Il s'agissait de : "Nomad Boy" (Somalie), "Beneath the Dreams" (Hong-kong), "Meet Tasani" (Thaïlande) et "Starting from Scratch" (République-Unie de Tanzanie). Plusieurs versions espagnoles de films du FISE sur les pays d'Amérique latine ont été achevées. Le Bureau européen a également produit deux documentaires de 15 minutes : "L'eau sauvage" (Ceylan) et "Le chemin de la paix" (Nigéria), et réalisé une série de quatre courts métrages sur la vie des enfants. De plus, une vaste gamme de scènes de film et d'appels filmés en vue de collectes de fonds et de la promotion de la vente de cartes de vœux, adaptés aux goûts des différents pays ont été produits au siège et au Bureau européen.

358. Trois nouveaux films doivent être réalisés en 1971 pour être projetés devant des comités et des groupes : un documentaire général de 20 minutes sur le FISE, un documentaire de 20 minutes sur les problèmes de l'urbanisation dans la mesure où ils touchent les enfants et un film de promotion sur l'histoire d'une carte de vœux, de la composition à la vente.

Presse et publications

359. La documentation établie pour les journaux et les périodiques concernait essentiellement des publications destinées à un public déterminé. Des conférences et des séminaires sur les enfants et les jeunes, de même que sur la nutrition, qui ont eu lieu à Bangkok, à Beyrouth, à Hyderabad et à Santiago ont été suivis par la publication d'articles portant sur des domaines particuliers.

360. "Les carnets de l'enfance" publiés par le Bureau du FISE de Paris, atteignent désormais des lecteurs qui, de par leur profession, s'intéressent aux domaines liés aux problèmes de l'enfance; quatre numéros paraîtront à partir de 1971. Un numéro spécial sur la nutrition de UNICEF News a été envoyé, en plus de ses destinataires habituels, aux membres de l'Union internationale des sciences de la nutrition et à l'American Institute of Nutrition.

361. Les efforts déployés pour atteindre le grand public par les journaux et des revues ont été des plus fructueux grâce au recours aux reportages photographiques et pendant l'année écoulée les services d'information ont reproduit à l'échelle mondiale (57 pays) des reportages photographiques complétés du FISE sur les programmes de secours d'urgence et de reconstruction en Jordanie, au Nigéria, au Pakistan et au Pérou. Le New York Times a utilisé des photographies et des informations du FISE dans un article sur le Nigéria publié en première page et nombre de grands journaux européens se sont servis de matériel similaire.

Coproduction dans le domaine des livres

362. Plusieurs projets de publication en coproduction ont été menés à bien au cours de l'année écoulée et les livres suivants ont été mis en vente :

- Les deux derniers livres d'une série de six livres sur les enfants
du FISE (Colony River Boy of Thailand, et

- Un livre sur les écoles et l'éducation des enfants dans le monde entier, intitulé Schools Are Where You Find Them.
- Une série de quatre livres sur des légendes, des poèmes, des chansons et des prières à l'intention des enfants.

Le FISE reçoit une partie ou la totalité des droits d'auteur ainsi que des recettes provenant des ventes effectuées par l'intermédiaire des comités nationaux. 363. On prépare actuellement la publication d'un livre fondé sur une série d'émissions sur la famille de la chaîne de télévision japonaise (voir par. 355), ainsi qu'une carte/tableau mural du FISE qui sera distribué par les soins de la maison d'édition (Scholastic Magazines, Inc.) à plus de 250 000 salles de classe au Canada et aux Etats-Unis. Des exemplaires en seront communiqués aux comités nationaux en vue de promouvoir le vingt-cinquième anniversaire.

Vingt-cinquième anniversaire

364. La célébration du vingt-cinquième anniversaire a débuté par des émissions télévisées aux Etats-Unis et en Europe qui ont été suivies par la série d'émissions de la NHK sur la famille (par. 354 à 356). Un certain nombre d'activités doivent être organisées en Europe, dont des concerts et des programmes de télévision.

365. En outre, l'anniversaire sera marqué par le nouveau film documentaire du FISE (par. 358), la carte/panneau mural (par. 363), une affiche en quatre couleurs, des expositions de photographies à Genève et au Siège de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'une pochette documentaire spéciale contenant le texte d'articles et de documents historiques.

366. Parmi d'autres publications préparées actuellement on compte une brochure de petit format sur le rôle du FISE dans la mise en valeur des ressources humaines, qui sera distribuée aux parlementaires et aux personnalités officielles ainsi qu'une brochure de M. Hans Singer sur le thème plus vaste des enfants et des jeunes dans la Stratégie du développement, destinée à la série préparée sous les auspices du Centre de l'information économique et sociale des Nations Unies.

367. Dix-neuf pays ont décidé d'émettre des timbres commémoratifs^{27/} et il est fort probable que d'autres suivront leur exemple.

^{27/} Afrique orientale (Kenya, République-Unie de Tanzanie, Ouganda), Burundi, Costa Rica, El Salvador, Ethiopie, France, Ghana, Guatemala, Indonésie, Libéria, Mexique, Montserrat, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Pakistan, Panama, Pologne, Sainte Lucie et Thaïlande.

Soutien aux projets par l'information

368. Le personnel d'information du FISE sur le terrain participe de plus en plus activement au soutien des projets par l'information. A New Delhi, le Bureau régional du FISE recrute actuellement un agent chargé du soutien des projets par l'information qui sera employé à plein temps et les bureaux régionaux de l'Afrique orientale et de la Méditerranée orientale ont également mis au point des activités de cet ordre. Le Service des télécommunications pour l'appui au développement de Bangkok patronné de concert par le PNUD et le FISE, a intensifié ses opérations. A la suite des travaux de ce service, de nombreux nouveaux projets relevant du Bureau régional de l'Asie orientale et du Pakistan comprennent désormais des activités d'information.

Vente des cartes de vœux

369. Le montant net des recettes provenant de la vente des cartes de vœux et calendriers du FISE s'est accru régulièrement, passant de 1,6 million de dollars en 1962 à un chiffre estimatif situé entre 4,5 et 5 millions de dollars pour la campagne de cartes de vœux de 1970. Le nombre de cartes de vœux vendues a augmenté pendant la même période, passant de 26 millions à 73 millions, alors que le nombre des calendriers vendus est passé de 166 millions à 690 millions. Au cours des dernières années, les recettes provenant de l'Opération Cartes de vœux ont représenté environ 9 p. 100 du montant total des recettes du FISE.

| <u>Campagne de Cartes de vœux</u> | <u>Nombre de cartes vendues</u> (en millions) | <u>Calendriers vendus</u> (en milliers) | <u>Montant net des recettes</u> (en millions de dollars) |
|-----------------------------------|--|---|--|
| 1967 | 50 | 509 | 3,2 |
| 1968 | 59 | 550 | 3,9 |
| 1969 | 66 | 623 | 4,3 |
| 1970 (est.) | 73 | 690 | 4,5-5,0 |

370. Il est rendu compte de l'évolution récente et des tendances actuelles de l'Opération Cartes de vœux dans le projet de budget pour la campagne

de 1971 (E/ICEF/AB/L.108). On y traite notamment du lancement de minicartes et de pochettes-cadeaux, d'études visant à accroître l'efficacité des opérations d'emballage et de mise en boîtes, de la promotion et de la distribution ainsi que d'études et de sondages du marché visant à déterminer l'attitude du consommateur à l'égard des compositions des cartes et des calendriers.

371. Le succès de l'opération n'aurait pas été possible sans le dévouement à la tâche de nombreux milliers de personnes, des comités nationaux pour le FISE et d'autres groupes de volontaires ainsi que des nombreux artistes qui ont généreusement offert leurs oeuvres. Le Directeur général tient à exprimer à tous sa profonde gratitude.

Contributions de gouvernements pour 1969 et 1970
(Equivalent en milliers de dollars des Etats-Unis)

Les chiffres de la colonne 1 se rapportent aux contributions à la masse commune des ressources, ceux de la colonne 2 se rapportent aux contributions à des fins spéciales. (On trouvera de plus amples détails à l'annexe III : pour 1969 dans le document E/ICEF/602 et pour 1970 dans le présent rapport). La colonne 3 se rapporte aux contributions en espèces versées par les gouvernements de pays bénéficiaires au titre des dépenses locales des services extérieurs du FISE, ainsi qu'en vue de l'exécution des programmes bénéficiant de l'aide du FISE, notamment pour ce qui a trait aux transports locaux.

| Gouvernements | 1969 | | | | 1970 | | | |
|-----------------|------------------------------------|-------------------|---------------------|---------|------------------------------------|-------------------|---------------------|---------|
| | Masse commune des ressources | Fins spéciales | Dépenses locales | Total | Masse commune des ressources | Fins spéciales | Dépenses locales | Total |
| | (1) | (2) | (3) | | (1) | (2) | (3) | |
| Afghanistan | - | - | - | - | 20,0 | - | - | 20,0 |
| Afrique du Sud | 50,4 | - | - | 50,4 | 50,0 | - | - | 50,0 |
| Algérie | 40,0 | - | 27,0 | 67,0 | 40,0 | - | 27,0 | 67,0 |
| Antigua | 0,3 | - | - | 0,3 | 0,1 | - | - | 0,1 |
| Arabie saoudite | 20,0 | - | 10,0 | 30,0 | 20,0 | - | 10,0 | 30,0 |
| Argentine | 50,0 | - | - | 50,0 | 50,0 | - | - | 50,0 |
| Australie | 616,0 | - | - | 616,0 | 616,0 | - | - | 616,0 |
| Autriche | 116,1 | - | - | 116,1 | 116,5 | 35,0 | - | 151,5 |
| Bahamas | 2,4 | - | - | 2,4 | 2,4 | - | - | 2,4 |
| Barbade | 1,8 | - | 0,2 | 2,0 | 1,8 | - | 0,2 | 2,0 |
| Belgique | 240,0 | - | - | 240,0 | 280,0 | 60,0 | - | 340,0 |
| Birmanie | 57,6 | - | 54,8 | 112,4 | 62,9 | - | 48,3 | 111,2 |
| Bolivie | - | - | - | - | 8,1 | - | - | 8,1 |
| Botswana | 1,4 | - | 0,7 | 2,1 | 2,1 | - | - | 2,1 |
| Brésil | 48,1 | - | 44,9 | 93,0 | 42,4 | - | 55,8 | 98,2 |
| Brunei | 4,9 | - | - | 4,9 | 4,9 | - | - | 4,9 |
| Bulgarie | 25,6 | - | - | 25,6 | 8,5 | - | - | 8,5 |
| Burundi | 2,0 | - | - | 2,0 | - | - | - | - |
| Cameroun | 25,2 | - | - | 25,2 | 25,2 | - | - | 25,2 |
| Canada | 1 112,4 | - | - | 1 112,4 | 1 170,4 | 259,7* | - | 1 430,1 |
| Céylan | 20,2 | - | 6,0 | 26,2 | 20,3 | - | 1,5 | 21,8 |
| Chili | 120,0 | - | 5,3 | 125,3 | 120,0 | - | 5,2 | 125,2 |
| Chine | 60,0 | - | - | 60,0 | 65,1 | - | - | 65,1 |
| Chypre | 3,5 | - | - | 3,5 | 3,5 | - | - | 3,5 |

/...

Contributions de gouvernements pour 1969 et 1970 (suite)
(Equivalent en milliers de dollars des Etats-Unis)

| Gouvernements | 1 9 6 9 | | | | 1 9 7 0 | | | |
|---------------------------------------|------------------------------------|-------------------|---------------------|----------|------------------------------------|-------------------|---------------------|----------|
| | Masse commune des ressources | Fins spéciales | Dépenses locales | Total | Masse commune des ressources | Fins spéciales | Dépenses locales | Total |
| | (1) | (2) | (3) | | (1) | (2) | (3) | |
| Colombie | 124,2 | - | 21,9 | 146,1 | 188,9 | - | 19,1 | 208,0 |
| Congo (République démocratique du) | 15,8 | - | - | 15,8 | 23,7 | - | - | 23,7 |
| Costa Rica | - | - | - | - | 60,0 | - | - | 60,0 |
| Côte d'Ivoire | 10,2 | - | 32,7 | 42,9 | 9,0 | - | 28,8 | 37,8 |
| Cuba | 40,0 | - | - | 40,0 | 55,7 | - | - | 55,7 |
| Dahomey | 1,8 | - | - | 1,8 | 1,8 | - | - | 1,8 |
| Danemark | 533,3 | - | - | 533,3 | 600,0 | 478,9 | - | 1 078,9 |
| Dominique | 0,2 | - | - | 0,2 | 0,2 | - | - | 0,2 |
| Espagne | 100,0 | - | - | 100,0 | 100,0 | - | - | 100,0 |
| Etats-Unis d'Amérique | 13 000,0 | - | - | 13 000,0 | 13 000,0 | 4 555,4* | - | 17 555,4 |
| Equateur | 7,5 | - | - | 7,5 | 21,4 | - | - | 21,4 |
| Ethiopie | 18,1 | - | 4,3 | 22,4 | 18,1 | - | 14,6 | 32,7 |
| Fidji | - | - | - | - | 2,0 | - | - | 2,0 |
| Finlande | 220,0 | - | - | 220,0 | 300,0 | 23,9 | - | 323,9 |
| France | 1 399,0 | - | - | 1 399,0 | 1 400,9 | 216,2 | - | 1 617,1 |
| Gabon | 5,1 | - | - | 5,1 | 16,8 | - | - | 16,8 |
| Gambie | 1,9 | - | 1,0 | 2,9 | 1,9 | - | 0,5 | 2,4 |
| Ghana | 14,7 | - | - | 14,7 | 21,0 | - | - | 21,0 |
| Grèce | 69,0 | - | - | 69,0 | 69,0 | - | - | 69,0 |
| Grenade | 0,7 | - | - | 0,7 | 0,7 | - | - | 0,7 |
| Guatemala | 15,0 | - | - | 15,0 | 15,0 | - | - | 15,0 |
| Guinée | 32,7 | - | - | 32,7 | 24,5 | - | - | 24,5 |
| Guyane | 6,0 | - | - | 6,0 | 6,0 | - | - | 6,0 |
| Haute Volta | 10,2 | - | - | 10,2 | 9,0 | - | - | 9,0 |
| Honduras | 20,0 | - | - | 20,0 | - | - | - | - |
| Honduras britannique | 0,6 | - | - | 0,6 | - | - | - | - |
| Hong-kong | 3,8 | - | 3,3 | 7,1 | 1,4 | - | 1,7 | 3,1 |
| Hongrie | 6,7 | - | - | 6,7 | 6,7 | - | - | 6,7 |
| Iles vierges britanniques | 0,1 | - | - | 0,1 | 0,1 | - | - | 0,1 |
| Inde | 800,0 | - | 160,0 | 960,0 | 800,0 | 50,0 | 160,0 | 1 010,0 |
| Indonésie | 44,0 | - | 30,7 | 74,7 | 50,0 | - | - | 50,0 |

/...

Contributions de gouvernements pour 1969 et 1970 (suite)
(Equivalent en milliers de dollars des Etats-Unis)

| Gouvernements | 1 9 6 9 | | | | 1 9 7 0 | | | |
|---------------|------------------------------------|-------------------|---------------------|-------|------------------------------------|-------------------|---------------------|-------|
| | Masse commune des ressources | Fins spéciales | Dépenses locales | Total | Masse commune des ressources | Fins spéciales | Dépenses locales | Total |
| | (1) | (2) | (3) | | (1) | (2) | (3) | |
| Irak | 69,4 | - | - | 69,4 | 84,0 | - | - | 84,0 |
| Iran | 300,0 | - | 30,0 | 330,0 | 300,0 | - | 22,1 | 322,1 |
| Irlande | 30,1 | 85,0 | - | 115,1 | 50,2 | 24,0 | - | 74,2 |
| Islande | 10,7 | - | - | 10,7 | 11,7 | - | - | 11,7 |
| Israël | 42,5 | - | - | 42,5 | 42,5 | - | - | 42,5 |
| Italie | 319,3 | - | - | 319,3 | 478,5 | 100,0 | - | 578,5 |
| Jamaïque | 11,8 | - | - | 11,8 | 11,8 | - | - | 11,8 |
| Japon | 584,7 | - | - | 584,7 | 686,0 | - | - | 686,0 |
| Jordanie | 5,6 | - | 2,8 | 8,4 | 5,6 | - | 2,8 | 8,4 |
| Kenya | 8,4 | - | - | 8,4 | 8,4 | - | - | 8,4 |
| Koweït | 10,0 | - | - | 10,0 | 10,0 | - | - | 10,0 |
| Laos | - | - | - | - | 3,5 | - | - | 3,5 |
| Lesotho | 2,8 | - | - | 2,8 | - | - | - | - |
| Liban | 25,7 | - | 4,6 | 30,3 | 13,8 | - | 4,6 | 18,4 |
| Libéria | 20,0 | - | - | 20,0 | 20,0 | - | - | 20,0 |
| Liechtenstein | 1,5 | - | - | 1,5 | 1,5 | - | - | 1,5 |
| Luxembourg | 6,0 | - | - | 6,0 | 15,0 | 2,0 | - | 17,0 |
| Malaisie | 63,9 | - | 9,7 | 73,6 | 63,9 | - | 12,9 | 76,8 |
| Malawi | 0,8 | - | - | 0,8 | 1,2 | - | 1,2 | 2,4 |
| Mali | 17,3 | - | 4,3 | 21,6 | - | - | - | - |
| Maldives | - | - | - | - | 0,9 | - | - | 0,9 |
| Maroc | 50,0 | - | 27,1 | 77,1 | 50,4 | - | 27,2 | 77,6 |
| Maurice | 4,0 | - | - | 4,0 | 4,0 | - | - | 4,0 |
| Mauritanie | 7,2 | - | 5,4 | 12,6 | 5,4 | - | 2,7 | 8,1 |
| Mexique | 500,0 | - | 67,1 | 567,1 | 100,0 | - | 64,9 | 164,9 |
| Monaco | 2,0 | - | - | 2,0 | 1,8 | - | - | 1,8 |
| Mongolie | 2,3 | - | - | 2,3 | 2,3 | - | - | 2,3 |
| Montserrat | - | - | - | - | 0,1 | - | - | 0,1 |
| Népal | 1,3 | - | - | 1,3 | 1,3 | - | - | 1,3 |
| Nicaragua | 20,0 | - | - | 20,0 | - | - | - | - |
| Niger | 10,8 | - | - | 10,8 | 10,8 | - | - | 10,8 |
| Nigéria | 83,6 | - | - | 83,6 | 42,0 | - | - | 42,0 |

/...

Contributions de gouvernements pour 1969 et 1970 (suite)
(Equivalent en milliers de dollars des Etats-Unis)

| Gouvernements | 1 9 6 9 | | | | 1 9 7 0 | | | |
|--|------------------------------------|-------------------|---------------------|---------|------------------------------------|-------------------|---------------------|---------|
| | Masse commune des ressources | Fins spéciales | Dépenses locales | Total | Masse commune des ressources | Fins spéciales | Dépenses locales | Total |
| | (1) | (2) | (3) | | (1) | (2) | (3) | |
| Norvège | 721,0 | - | - | 721,0 | 854,0 | 767,0 | - | 1 621,0 |
| Nouvelle-Zélande | 134,4 | - | - | 134,4 | 145,6 | - | - | 145,6 |
| Ouganda | 16,8 | - | 5,6 | 22,4 | 40,9 | - | 13,7 | 54,6 |
| Pakistan | 156,9 | - | 81,4 | 238,3 | 156,9 | - | 82,2 | 239,1 |
| Panama | 20,0 | - | - | 20,0 | - | - | - | - |
| Pays-Bas | 222,2 | 438,9* | - | 661,1 | 250,0 | 205,6 | - | 455,6 |
| Pérou | 62,0 | - | - | 62,0 | 100,0 | - | - | 100,0 |
| Philippines | 186,5 | - | 24,6 | 211,1 | 158,7 | 1,0 | 35,1 | 194,8 |
| Pologne | 200,0 | - | - | 200,0 | 220,0 | - | - | 220,0 |
| République arabe unie | 115,0 | - | 9,8 | 124,8 | 115,0 | - | 4,9 | 119,9 |
| République arabe lybienne | 5,0 | - | - | 5,0 | 30,2 | - | 7,3 | 37,5 |
| République centrafricaine | 10,9 | - | - | 10,9 | 10,8 | - | - | 10,8 |
| République de Corée | 25,0 | - | 25,0 | 50,0 | 26,0 | - | 30,8 | 56,8 |
| République du Viet-Nam | - | - | 0,5 | 0,5 | 75,0 | - | 1,5 | 76,5 |
| République fédérale d'Allemagne | 1 750,0 | 62,5 | - | 1 812,5 | 1 912,6 | 745,5 | - | 2 658,1 |
| République khmère | 13,6 | - | - | 13,6 | 9,4 | - | - | 9,4 |
| République malgache | 9,0 | - | - | 9,0 | - | - | - | - |
| République populaire du Congo | 13,5 | - | - | 13,5 | 14,4 | - | - | 14,4 |
| République socialiste soviétique de Biélorussie | 62,5 | - | - | 62,5 | 62,5 | - | - | 62,5 |
| République socialiste soviétique d'Ukraine | 125,0 | - | - | 125,0 | 125,0 | - | - | 125,0 |
| République démocratique populaire du Yémen | 0,5 | - | - | 0,5 | 0,6 | - | - | 0,6 |
| République-Unie de Tanzanie | 14,2 | - | 16,8 | 31,0 | 14,2 | - | 8,4 | 22,6 |
| Roumanie | 25,0 | - | - | 25,0 | 25,0 | - | - | 25,0 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 1 200,0 | - | - | 1 200,0 | 1 439,9 | 599,9 | - | 2 039,8 |
| Rwanda | 2,0 | - | - | 2,0 | 2,0 | - | - | 2,0 |
| Saint-Christophe | 0,7 | - | - | 0,7 | 0,7 | - | - | 0,7 |
| Saint-Siège | 1,0 | 1,0 | - | 2,0 | 1,0 | - | - | 1,0 |
| Saint-Vincent | 1,9 | - | - | 1,9 | 0,7 | - | - | 0,7 |
| Sainte-Lucie | 0,9 | - | - | 0,9 | 1,0 | - | - | 1,0 |
| Samoa-Occidental | 0,3 | - | - | 0,3 | - | - | - | - |

/...

Contributions de gouvernements pour 1969 et 1970 (suite)
(Equivalent en milliers de dollars des Etats-Unis)

| Gouvernements | 1 9 6 9 | | | | 1 9 7 0 | | | |
|--|------------------------------------|-------------------|---------------------|------------------------|------------------------------------|-------------------|---------------------|------------------------|
| | Masse commune des ressources | Fins spéciales | Dépenses locales | Total | Masse commune des ressources | Fins spéciales | Dépenses locales | Total |
| | (1) | (2) | (3) | | (1) | (2) | (3) | |
| Sénégal | 9,0 | - | 9,0 | 18,0 | - | - | - | - |
| Sierra Leone | 11,2 | - | - | 11,2 | 19,2 | - | - | 19,2 |
| Singapour | 10,2 | - | 2,1 | 12,3 | 8,2 | - | 1,1 | 9,3 |
| Somalie | 5,0 | - | - | 5,0 | - | - | - | - |
| Souaziland | - | - | - | - | 2,8 | - | - | 2,8 |
| Suède | 2 907,0 | 900,0 | - | 3 807,0 | 3 876,0 | 294,5 | - | 4 170,5 |
| Suisse | 861,1 | 138,9 | - | 1 000,0 | 925,9 | 302,1* | - | 1 228,0 |
| Syrie | 12,0 | - | 4,8 | 16,8 | 11,6 | - | 4,7 | 16,3 |
| Tchad | 3,6 | - | - | 3,6 | - | - | - | - |
| Tchécoslovaquie | 104,2 | - | - | 104,2 | 104,2 | - | - | 104,2 |
| Thaïlande | 223,8 | - | 65,1 | 288,9 | 203,7 | - | 50,1 | 253,8 |
| Togo | 5,4 | - | - | 5,4 | 10,8 | - | - | 10,8 |
| Tonga | 1,0 | - | - | 1,0 | 1,0 | - | - | 1,0 |
| Trinité-et-Tobago | 10,0 | - | - | 10,0 | 10,0 | - | - | 10,0 |
| Tunisie | 26,8 | - | 11,0 | 37,8 | 26,8 | - | 11,0 | 37,8 |
| Turquie | 222,2 | - | 81,4 | 303,6 | 133,3 | - | 35,1 | 168,4 |
| Union des Républiques socialistes soviétiques | 675,0 | - | - | 675,0 | 675,0 | - | - | 675,0 |
| Yémen | 6,0 | - | - | 6,0 | - | - | - | - |
| Yougoslavie | 200,0 | - | - | 200,0 | 220,0 | - | - | 220,0 |
| Zambie | 17,1 | - | 4,9 | 22,0 | 16,8 | - | 25,2 | 42,0 |
| TOTAL | 31 736,6 | 1 626,3 | 895,8 | 34 258,7 ^{b/} | 33 598,0 | 8 720,7 | 822,2 ^{a/} | 43 140,9 ^{b/} |

* Y compris les contributions suivantes au titre des fonds d'affectation spéciale :

| | |
|-----------------------|-----------------|
| Canada | 186,2 dollars |
| Etats-Unis d'Amérique | 4 310,0 dollars |
| Pays-Bas | 50,0 dollars |
| Suisse | 47,5 dollars |

a/ En 1970, les contributions reçues au titre des dépenses locales sont venues en déduction des dépenses budgétaires des Services extérieurs conformément à l'exercice financier des gouvernements contributeurs.

b/ Pour déterminer le montant des fonds disponibles pour couvrir les dépenses au titre des programmes du FISE, il faut déduire de ce chiffre les contributions destinées aux dépenses locales, soit 895,8 dollars pour 1969 et 822,2 dollars pour 1970.

provenant des ventes de 1^{re} opération cartes de vœux en 1969 et 1970

(Les montants indiqués représentent l'équivalent en dollars des Etats-Unis)

| Pays | 1969 | | | | 1970 | | | |
|------------------------------------|------------------------------------|--|---|-----------|------------------------------------|--|---|-----------|
| | Masse commune des ressources | Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) | Recettes de 1 ^{re} Opération cartes de vœux Campagne 1968/1969 Montants nets virés | Total | Masse commune des ressources | Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) | Recettes de 1 ^{re} Opération cartes de vœux Campagne 1969/1970 Montants nets virés | Total |
| Afghanistan | 2 | | 1 734 | 1 736 | | | 1 520 | 1 520 |
| Afrique du Sud | | | 3 210 | 3 210 | - | - | - | - |
| Algérie | | | 4 613 | 4 613 | | | 6 807 | 6 807 |
| Arabie Saoudite | | | | | 214 | | 63 | 277 |
| Argentine | | | 102 412 | 102 412 | | | 143 381 | 143 381 |
| Australie | 2 543 | 146 001 | 103 725 | 252 269 | 424 | 655 746 | 112 843 | 769 013 |
| Autriche | 5 348 | 505 | 30 984 | 36 837 | 7 149 | 1 648 | 44 158 | 52 955 |
| Barbade | | 464 | 42 | 506 | - | - | - | - |
| Belgique | 377 910 | 250 000 | 120 639 | 748 549 | 46 732 | 243 679 | 139 647 | 430 058 |
| Bermudes | | | 3 460 | 3 460 | | | 4 260 | 4 260 |
| Birmanie | | | 6 836 | 6 836 | | | 10 109 | 10 109 |
| Bolivie | | | 1 424 | 1 424 | | | 5 507 | 5 507 |
| Botswana | | | 319 | 319 | | | 529 | 529 |
| Brésil | | | 95 527 | 95 527 | | | 163 644 | 163 644 |
| Bulgarie | | | | | | | 185 | 185 |
| Burundi | | | 469 | 469 | | | 470 | 470 |
| Cameroun | | | 568 | 568 | | | 702 | 702 |
| Canada | 798 331 | 43 514 | 414 321 | 1 256 166 | 962 512 | 123 170 | 666 801 | 1 752 483 |
| Ceylan | | | 6 065 | 6 065 | 8 | | 7 013 | 7 021 |
| Chili | 3 | | 106 039 | 106 042 | | | 163 142 | 163 142 |
| Chine | | | 483 | 483 | | | 481 | 481 |
| Chypre | | 559 | 1 543 | 2 102 | | 1 016 | 978 | 1 994 |
| Colombie | | | 13 323 | 13 323 | | | 19 328 | 19 328 |
| Congo (République démocratique du) | 1 180 | | 3 021 | 4 201 | | | 11 691 | 11 691 |
| Costa Rica | | | | | | | 541 | 541 |
| Côte d'Ivoire | | | 2 951 | 2 951 | | | 3 092 | 3 092 |

Contributions au FISE de sources non gouvernementales, y compris les recettes provenant
des ventes de l'Opération cartes de vœux en 1969 et 1970 (suite)

(Les montants indiqués représentent l'équivalent en dollars des Etats-Unis)

| Pays | 1969 | | | | 1970 | | | |
|---------------------------|------------------------------------|--|---|-----------|------------------------------------|--|---|-----------|
| | Masse commune des ressources | Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) | Recettes de l'Opération cartes de vœux Campagne 1968/1969 Montants nets virés | Total | Masse commune des ressources | Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) | Recettes de l'Opération cartes de vœux Campagne 1969/1970 Montants nets virés | Total |
| Cuba | | | | | | | 3 741 | 3 741 |
| Dahomey | | | | | | | 128 | 128 |
| Danemark | 5 365 | 11 227 | 127 385 | 143 977 | 5 380 | 3 143 | 118 690 | 127 213 |
| El Salvador | | | 4 852 | 4 852 | | | 2 972 | 2 972 |
| Espagne | 2 724 | 27 143 | 62 681 | 92 548 | 21 810 | 27 788 | 61 287 | 110 885 |
| Etats-Unis d'Amérique | 3 415 945 | 494 459 | 3 517 092 | 7 427 496 | 4 549 726 | 47 015 | 3 367 603 | 7 964 344 |
| Equateur | | | 3 118 | 3 118 | | | 3 042 | 3 042 |
| Ethiopie | | | 2 343 | 2 343 | | | 2 274 | 2 274 |
| Finlande | 15 101 | 2 857 | 43 433 | 61 391 | 364 | 5 977 | 10 845 | 17 186 |
| France | 357 560 | 50 485 | 435 770 | 843 815 | 265 781 | 379 757 | 707 263 | 1 352 801 |
| Gabon | | | 269 | 269 | | | 108 | 108 |
| Gambie | | | | | | | 487 | 487 |
| Ghana | | | 6 684 | 6 684 | | | 405 | 405 |
| Gibraltar | | | 455 | 455 | | | 595 | 595 |
| Grèce | | | 9 217 | 9 217 | 43 | | 15 327 | 15 370 |
| Guatemala | | | 5 454 | 5 454 | | | 7 067 | 7 067 |
| Guinée | | | 4 050 | 4 050 | | | 4 356 | 4 356 |
| Guyane | | | 3 797 | 3 797 | | | 3 329 | 3 329 |
| Haïti | | | 272 | 272 | | | 133 | 133 |
| Haute-Volta | | | 645 | 645 | | | 335 | 335 |
| Honduras | | | 843 | 843 | | | 646 | 646 |
| Honduras britannique | 236 | | | 236 | | | 51 | 51 |
| Hong-kong | | | 2 105 | 2 105 | | | 2 265 | 2 265 |
| Iles Carolines orientales | | | 32 | 32 | | | 219 | 219 |
| Inde | 300 | 17 | 58 682 | 58 999 | 1 146 | | 76 194 | 77 340 |
| Indonésie | | | 1 165 | 1 165 | 67 | | 6 028 | 6 095 |
| Irak | | | 3 251 | 3 251 | | | 4 407 | 4 407 |
| | | | 6 248 | 6 248 | 28 786 | | 8 427 | 37 213 |

Contributions au FISE de sources non gouvernementales, y compris les recettes provenant
des ventes de l'Opération cartes de vœux en 1969 et 1970 (suite)

(Les montants indiqués représentent l'équivalent en dollars des Etats-Unis)

| Pays | 1969 | | | | 1970 | | | |
|------------------|------------------------------------|--|---|---------|------------------------------------|--|---|---------|
| | Masse commune des ressources | Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) | Recettes de l'Opération cartes de vœux Campagne 1968/1969 Montants nets virés | Total | Masse commune des ressources | Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) | Recettes de l'Opération cartes de vœux Campagne 1969/1970 Montants nets virés | Total |
| Irlande | 24 117 | 79 194 | 13 563 | 116 874 | 71 220 | 10 965 | 14 281 | 96 466 |
| Islande | | | 1 332 | 1 332 | | | 1 029 | 1 029 |
| Israël | | | 1 172 | 1 172 | | 529 | 1 634 | 2 163 |
| Italie | 30 094 | | 42 401 | 72 495 | 46 540 | | 49 423 | 95 963 |
| Jamaïque | | | 2 056 | 2 056 | | 3 400 | 2 350 | 5 750 |
| Japon | 40 167 | 2 512 | 8 623 | 51 302 | 177 167 | 2 788 | 10 077 | 190 032 |
| Kenya | | | 1 345 | 1 345 | | | (708) | (708) |
| Koweït | | | 745 | 745 | | | 530 | 530 |
| Laos | | | 617 | 617 | | | 350 | 350 |
| Liban | 1 192 | | 6 723 | 7 915 | 204 | | 8 460 | 8 664 |
| Libéria | | | 228 | 228 | | | 266 | 266 |
| Luxembourg | 177 | | 10 063 | 10 240 | 521 | 1 619 | 10 179 | 12 319 |
| Malaisie | | | 1 810 | 1 810 | | | 1 946 | 1 946 |
| Malawi | | | 252 | 252 | | | 714 | 714 |
| Mali | | | 875 | 875 | | | 684 | 684 |
| Malte | | | 759 | 759 | 19 | | 737 | 756 |
| Martinique | | | 541 | 541 | - | - | - | - |
| Maroc | | | 458 | 458 | | | 721 | 721 |
| Maurice | | | 528 | 528 | | | 47 | 47 |
| Mexique | 21 | | 23 724 | 23 745 | 21 | 160 | 26 801 | 26 982 |
| Monaco | | | 1 438 | 1 438 | | | 2 035 | 2 035 |
| Népal | | | 541 | 541 | 395 | | 741 | 1 136 |
| Nicaragua | | | 721 | 721 | | | 733 | 733 |
| Nigéria | | | 4 687 | 4 687 | | | 7 640 | 7 640 |
| Norvège | 21 191 | 2 442 | 118 144 | 141 777 | 22 856 | 73 391 | 127 188 | 223 435 |
| Nouvelle-Zélande | | 86 638 | 33 171 | 119 809 | | 93 608 | 31 860 | 125 468 |
| Ouganda | | | 1 201 | 1 201 | 7 | | 2 096 | 2 103 |
| Pakistan | | | 19 586 | 19 586 | 10 | | 22 036 | 22 046 |
| Panama | | | 4 654 | 4 654 | | | 4 887 | 4 887 |

...

(Les montants indiqués représentent l'équivalent en dollars des États-Unis.)

| Pays | 1969 | | | | 1970 | | | |
|--|------------------------------------|--|---|-----------|------------------------------------|--|---|-----------|
| | Masse commune des ressources | Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) | Recettes de l'Opération cartes de vœux Campagne 1968/1969 Montants nets virés | Total | Masse commune des ressources | Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) | Recettes de l'Opération cartes de vœux Campagne 1969/1970 Montants nets virés | Total |
| Paraguay | | | 1 665 | 1 665 | | | 2 970 | 2 970 |
| Pays-Bas | 63 015 | 566 000 | 183 333 | 812 348 | 95 345 | 797 928 | 230 208 | 1 123 481 |
| Pérou | | | 30 806 | 30 806 | | 462 | 31 909 | 32 371 |
| Philippines | 149 | | 12 796 | 12 945 | 64 | | 16 036 | 16 100 |
| Pologne | | | 6 641 | 6 641 | | | 7 032 | 7 032 |
| Portugal | 18 | | 1 210 | 1 228 | | | 1 748 | 1 748 |
| République arabe libyenne | | | 3 475 | 3 475 | 420 | | 5 406 | 5 826 |
| République arabe unie | 9 | | 5 350 | 5 359 | | | 13 108 | 13 108 |
| République centrafricaine | | | 124 | 124 | - | - | - | - |
| République de Corée | | | 510 | 510 | | | 620 | 620 |
| République Dominicaine | | | 152 | 152 | | | 195 | 195 |
| République malgache | | | 31 | 31 | | | 538 | 538 |
| République populaire du Congo | | | 668 | 668 | | | 819 | 819 |
| République du Viet-Nam | 35 | | 2 518 | 2 553 | 222 | | 3 712 | 3 934 |
| République fédérale d'Allemagne | 354 503 | 195 660 | 515 320 | 1 065 483 | 700 493 | 40 983 | 705 506 | 1 446 982 |
| République-Unie de Tanzanie | | | 2 263 | 2 263 | | | 2 371 | 2 371 |
| République khmère | 12 | | 86 | 98 | | | 675 | 675 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 9 237 | 199 899 | 195 073 | 404 209 | 5 324 | 103 343 | 225 188 | 333 855 |
| Rhodésie | | | 25 | 25 | - | - | - | - |
| Rwanda | | | 410 | 410 | | | 271 | 271 |
| Saint-Christophe | | | 12 | 12 | - | - | - | - |
| Sainte-Lucie | | | 209 | 209 | | | 346 | 346 |
| Sénégal | | | 4 648 | 4 648 | 3 974 | | 8 587 | 12 561 |
| Sierra Leone | | | 470 | 470 | | | 444 | 444 |
| Singapour | | | 5 600 | 5 600 | | | 5 062 | 5 062 |

Contributions au FISE de sources non gouvernementales, y compris les recettes provenant
des ventes de l'Opération cartes de vœux en 1969 et 1970 (suite)

(Les montants indiqués représentent l'équivalent en dollars des Etats-Unis)

| Pays | 1969 | | | | 1970 | | | |
|--|------------------------------------|--|---|-------------------|------------------------------------|--|---|-------------------|
| | Masse commune des ressources | Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) | Recettes de l'Opération cartes de vœux Campagne 1968/1969 Montants nets virés | Total | Masse commune des ressources | Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) | Recettes de l'Opération cartes de vœux Campagne 1969/1970 Montants nets virés | Total |
| Suède | 17 549 | | 126 630 | 144 179 | 12 985 | | 129 408 | 142 393 |
| Suisse | 41 364 | 34 461 | 157 489 | 233 314 | 1 028 | 3 455 | 173 264 | 177 747 |
| Tchad | | | 40 | 40 | - | - | - | - |
| Tchécoslovaquie | | | 41 | 41 | | | 28 | 28 |
| Thaïlande | 2 881 | | 10 608 | 13 489 | 95 | | 20 883 | 20 978 |
| Togo | | | 373 | 373 | | | 61 | 61 |
| Trinité-et-Tobago | | | 2 648 | 2 648 | | | 2 465 | 2 465 |
| Tunisie | | | 2 576 | 2 576 | | | 2 623 | 2 623 |
| Turquie | 11 | | 7 426 | 7 437 | | | 9 597 | 9 597 |
| Union des Républiques socialistes soviétiques | | | 31 215 | 31 215 | | | 39 572 | 39 572 |
| Uruguay | | | 8 290 | 8 290 | | | 10 202 | 10 202 |
| Venezuela | | | 1 987 | 1 987 | - | | - | - |
| Yougoslavie | | | 5 400 | 5 400 | | | 18 208 | 18 208 |
| Zambie | | | 1 262 | 1 262 | | | 2 941 | 2 941 |
| Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies | 1 174 | 62 | | 1 236 | 5 244 | 1 948 | | 7 192 |
| TOTAL | <u>5 589 464</u> | <u>2 194 092^{a/}</u> | <u>6 953 843^{b/}</u> | <u>14 737 406</u> | <u>7 034 296</u> | <u>2 623 518^{a/}</u> | <u>7 915 019^{b/}</u> | <u>17 572 833</u> |

a/ On trouvera de plus amples détails à l'annexe III du document E/ICEF/602 pour 1969 et à l'annexe III au présent rapport pour 1970.

b/ Pour déterminer le montant des fonds disponibles pour le programme du FISE, il faut déduire les dépenses encourues par l'Opération cartes de vœux pour la production de cartes et de brochures publicitaires, ainsi que les frais de transport et dépenses connexes, d'un montant total de 3 004 533 dollars des Etats-Unis pour la campagne 1968/1969 et de 3 606 278 dollars des Etats-Unis pour la campagne 1969/1970.

ANNEXE III

Contributions de gouvernements et de sources non gouvernementales
à des fins spéciales en 1970

1. En 1970, les contributions versées au FISE à des fins spéciales se sont élevées à 14,4 millions de dollars, dont 11,9 millions ont été versés en espèces; 2,5 millions ont représenté la valeur estimative de contributions en nature qui n'apparaissent pas dans les comptes financiers du FISE. Le tableau suivant donne un aperçu de la répartition des contributions destinées à des programmes à long terme ainsi que des programmes de secours d'urgence et de posturgence :

Tableau 1

| | <u>Gouvernements et Fonds des Nations Unies pour les acti- vités en matière de population</u> | <u>Sources non gouverne- mentales</u> | <u>Total</u> |
|---|---|---|-------------------|
| (En dollars des Etats-Unis) | | | |
| <u>Projets à long terme</u> | | | |
| Contributions en espèces | 2 132 601 | 832 485 | 2 965 086 |
| <u>Situations d'urgence et de posturgence</u> | | | |
| Contributions en espèces | <u>7 129 076</u> | <u>1 791 033</u> | <u>8 920 109</u> |
| Total partiel | 9 261 677 | 2 623 518 | 11 885 195 |
| Contributions en nature (valeur estimative - n'apparaissent pas dans les comptes financiers du FISE) | <u>2 285 390</u> | <u>194 800</u> | <u>2 480 190</u> |
| TOTAL | <u>11 547 067</u> | <u>2 818 318</u> | <u>14 365 385</u> |

On trouvera des renseignements détaillés aux paragraphes suivants.

/...

A. Contributions de gouvernements à des fins spéciales

2. Les gouvernements suivants ont annoncé des contributions spéciales au cours de 1970 :

Tableau 2

| <u>Gouvernement</u> | <u>Programmes de secours et de reconstruction</u> | | | | <u>Total</u> |
|--|---|-----------------------------|-----------------|---------------------------|------------------|
| | <u>Programmes</u> | <u>Nigéria</u> | <u>Pakistan</u> | <u>Pérou</u> | |
| | <u>à long</u> <u>terme a/</u> | (P/L.1350) | (P/L.1380) | (P/L.1373 et P/L.1378) | |
| | | (En dollars des Etats-Unis) | | | |
| Autriche | | 25 000 | 10 000 | | 35 000 |
| Belgique | | 60 000 | | | 60 000 |
| Canada | | 186 200 ^{b/} | 73 529 | | 259 729 |
| Danemark | 398 877 | 80 000 | | | 478 877 |
| Etats-Unis d'Amérique .. | 310 000 ^{b/} | 4 000 000 ^{b/} | 245 380 | | 4 555 380 |
| Finlande | | 23 900 | | | 23 900 |
| France | | 180 180 | 36 036 | | 216 216 |
| Inde | | 50 000 | | | 50 000 |
| Irlande | | 23 998 | | | 23 998 |
| Italie | | 100 000 | | | 100 000 |
| Luxembourg | | 2 000 | | | 2 000 |
| Norvège | 626 991 | 139 997 | | | 766 988 |
| Pays-Bas | | 205 556 | | | 205 556 |
| Philippines | | | | 1 000 | 1 000 |
| République fédérale d'Allemagne | | 273 224 | 273 224 | 199 079 | 745 527 |
| Royaume-Uni | | 599 952 | | | 599 952 |
| Suède | | 193 798 | | 100 727 | 294 525 |
| Suisse | <u>208 333</u> | <u>23 148</u> | <u>23 148</u> | | <u>254 629</u> |
| Total | <u>1 544 201</u> | <u>6 166 953</u> | <u>661 317</u> | <u>300 806</u> | <u>8 673 277</u> |

a/ On trouvera de plus amples détails sur les projets au tableau 3.

b/ Fonds d'affectation spéciale.

3. De plus, le Gouvernement suisse a annoncé une contribution de 47 500 dollars (Fonds d'affectation spéciale) pour 1970 et une contribution d'un montant égal pour 1971, toutes deux destinées à un projet visant à apporter une assistance aux enfants de la République démocratique du Viet-Nam (E/ICEF/P/L.1356), sous réserve que ce projet soit mis en oeuvre conformément aux dispositions approuvées par le Conseil d'administration à sa session de 1970 (E/ICEF/605, par. 80).

4. On trouvera au tableau 3 ci-dessous de plus amples détails sur les projets à long terme mentionnés au tableau 2.

Tableau 3

| <u>Gouvernement</u> | <u>Pays bénéficiaire</u> | <u>Projet</u> | <u>Montant</u> (En dollars des Etats-Unis) <u>a/</u> |
|---------------------|---------------------------|---|--|
| Danemark | Inde | Services de santé : appro- visionnement en eau des régions rurales (E/ICEF/P/L.1358) | 304 010 <u>a/</u> |
| Danemark | Kenya | Certains services en faveur de l'enfance (E/ICEF/P/L.1451; précédemment NP/70-1) | 94 867 <u>b/</u> |
| Etats-Unis | République du Viet-Nam | Institut national pour la protection sociale (E/ICEF/P/L.1357) | 310 000 <u>d/</u> |
| Norvège | Inde | Services de santé : plani- fication de la famille (E/ICEF/P/L.1450; précédemment NP/70-20) | 461 991 |
| Norvège | Pakistan | Services de santé : appro- visionnement en eau des régions rurales (E/ICEF/P/L.1324) | 165 000 |
| Suisse | Indonésie | Services de santé (E/ICEF/P/L.1321) | 69 444 |
| Suisse | Turquie | Préparations alimentaires pour les enfants (E/ICEF/P/L.948) | <u>138 889 c/</u> |
| TOTAL | | | <u>1 544 201</u> |

A titre de comparaison, en 1969, six projets à long terme avaient reçu un appui spécial de trois gouvernements, représentant un montant total de 1 227 778 dollars.

/...

Notes du tableau 3

- a/ Un montant de 150 950 dollars a été annoncé pour 1971 portant ainsi la contribution totale à 454 960 dollars.
- b/ Un montant de 121 767 dollars a été annoncé pour 1971 ainsi qu'une somme de 99 000 dollars pour 1972 portant ainsi la contribution totale à 315 634 dollars.
- c/ Deuxième et dernière contribution au titre de ce projet.
- d/ Fonds d'affectation spéciale.

/...

5. Par ailleurs, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (UNFPA) a alloué une somme de 588 400 dollars (Fonds d'affectation spéciale) au titre des éléments de planification de la famille de projets de santé de base bénéficiant de l'assistance du FISE; cette somme se répartit comme suit :

Tableau 4

| <u>Pays</u> | <u>Cotes des documents</u> | <u>Montant</u> (En dollars des Etats-Unis) |
|-------------|--|--|
| Indonésie | E/ICEF/P/L.1375; UNICEF/UNFPA/3 | 379 400 |
| Malaisie | E/ICEF/P/L.1376; UNICEF/UNFPA/2 | 90 000 |
| Philippines | E/ICEF/P/L.1377; UNICEF/UNFPA/1 et UNICEF/UNFPA/4 | <u>119 000</u> |
| | Total | <u>588 400</u> |

6. Outre les gouvernements mentionnés au paragraphe 3, des négociations ont été entreprises avec les Gouvernements de l'Autriche, de la République fédérale d'Allemagne, de la Finlande et de la Suède au sujet de contributions destinées à certains projets à long terme, dont on peut espérer qu'elles conduiront à des résultats positifs. Le texte d'un accord instaurant une association suivie avec le FISE pour ce type d'assistance au développement a été présenté à plusieurs gouvernements. Le Gouvernement norvégien étudie actuellement ce document. Le Gouvernement danois examine les moyens de renforcer la coopération qui s'est déjà établie dans le sens de l'accord proposé afin d'acquérir une certaine expérience avant la signature officielle du texte.

7. Le FISE et l'UNESCO ont décidé de s'employer de concert à recueillir des fonds spéciaux auprès de sources gouvernementales et non gouvernementales pour certains projets dans le domaine de l'enseignement qui recevraient les apports habituels de chaque organisation.

Contributions en nature

8. Les contributions en nature ci-après, qui n'apparaissent pas dans les comptes financiers du FISE, ont été versées en 1970 :

Tableau 5

| <u>Gouvernement</u> <u>donateur</u> | <u>Pays béné-</u> <u>ficiaire</u> | <u>Produit</u> | <u>Valeur</u> <u>estimative</u> (En dollars des Etats-Unis) |
|---|--------------------------------------|---|--|
| <u>Canada</u> | | | |
| Gouvernement de la province de Colombie britannique | Turquie | Feuilles de contreplaqué | 25 000 |
| <u>Etats-Unis</u> | | | |
| | Nigéria | 12 558 tonnes métriques de produits alimentaires comprenant : | 2 065 390 |
| | | 1 970 tonnes métriques de mélange de blé et soja (WSB) | |
| | | 1 997 tonnes métriques de blé | |
| | | 7 598 tonnes métriques de mélange de maïs, soja et lait (CSM) | |
| | | 993 tonnes métriques d'orge roulé | |
| <u>Suisse</u> | | | |
| | Nigéria | 70 tonnes métriques de lait entier | 94 000 |
| | Pakistan | 20 tonnes métriques de lait entier | 27 000 |
| | République du | | |
| | Viet-Nam | 55 tonnes métriques de lait entier | <u>74 000</u> |
| | | Total | <u>2 285 390</u> |

Le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de prendre en charge les frais d'expédition des produits qu'il a donnés.

B. Contributions de sources privées à des fins spéciales

9. Les groupes non gouvernementaux suivants ont versé des contributions spéciales en 1970 :

/...

Tableau 6

| <u>Pays et groupe</u> <u>donateur</u> | <u>Programme</u> <u>à long</u> <u>terme a/</u> | <u>Programme de secours et</u> <u>de reconstruction</u> | | | | <u>Total</u> |
|--|--|--|----------------|-----------------|--------------|--------------|
| | | <u>Jordanie</u> | <u>Nigéria</u> | <u>Pakistan</u> | <u>Pérou</u> | |
| (En dollars des E.-U.) | | | | | | |
| <u>Australie</u> | | | | | | |
| <u>Australian Freedom from</u> <u>Hunger Campaign</u> (AFFHC) | 428 003 | | | | | 428 003 |
| <u>Australians Care for</u> <u>Refugees (AUSTCARE)</u> et Comité national pour le FISE | | 31 099 | 100 806 | 67 204 | 23 633 | 222 742 |
| Donateur privé | | | 23 | | | 23 |
| Association pour les Nations Unies | | | | | 4 584 | 4 584 |
| <u>Autriche</u> | | | | | | |
| Donateur privé | | | | 1 159 | | 1 159 |
| Comité national pour le FISE | | | 371 | | 81 | 452 |
| <u>Belgique</u> | | | | | | |
| Donateur privé | | | | 180 | | 180 |
| Comité national pour le FISE | 172 753 | | | 57 540 | 13 206 | 243 499 |
| <u>Canada</u> | | | | | | |
| Comité national canadien | 12 941 | | 70 033 | | | 82 974 |
| Comité national canadien en coopération avec le "Miles for Millions" Walk Committee d'Ottawa | 40 196 | | | | | 40 196 |
| <u>Chypre</u> | | | | | | |
| Donateur privé | | | 1 016 | | | 1 016 |
| /... | | | | | | |

Tableau 6 (suite)

| <u>Pays et groupe</u> <u>donateur</u> | <u>Programme</u> <u>à long</u> <u>terme a/</u> | <u>Programme de secours et</u> <u>de reconstruction</u> | | | | <u>Total</u> |
|--|--|--|----------------|-----------------|--------------|--------------|
| | | <u>Jordanie</u> | <u>Nigéria</u> | <u>Pakistan</u> | <u>Pérou</u> | |
| | | (En dollars des E.-U.) | | | | |
| <u>Danemark</u> | | | | | | |
| Comité national pour le FISE | 3 143 | | | | | 3 143 |
| <u>Espagne</u> | | | | | | |
| Donateur privé | | | 50 | | | 50 |
| Comité national pour le FISE | | 4 286 | 11 604 | 11 848 | | 27 738 |
| <u>Etats-Unis d'Amérique</u> | | | | | | |
| Donateur privé | | | | 15 | | 15 |
| Comité national pour le FISE | | 22 000 | 25 000 | | | 47 000 |
| <u>Finlande</u> | | | | | | |
| Comité national pour le FISE | | 5 977 | | | | 5 977 |
| <u>France</u> | | | | | | |
| Donateur privé | | | 978 | 8 789 | 416 | 10 183 |
| Comité national pour le FISE | 20 034 | 154 955 | 194 584 | | | 369 573 |
| <u>Irlande</u> | | | | | | |
| Comité national pour le FISE | | 10 965 | | | | 10 965 |
| <u>Israël</u> | | | | | | |
| Donateur privé | | | 529 | | | 529 |
| <u>Jamaïque</u> | | | | | | |
| Donateur privé | | | 3 400 | | | 3 400 |
| <u>Japon</u> | | | | | | |
| Comité national pour le FISE | | 2 589 | | | | 2 589 |

Tableau 6 (suite)

| <u>Pays et groupe</u> <u>donateur</u> | <u>Programme</u> <u>à long</u> <u>terme a/</u> | <u>Programme de secours et</u> <u>de reconstruction</u> | | | | <u>Total</u> |
|--|--|--|----------------|-----------------|--------------|--------------|
| | | <u>Jordanie</u> | <u>Nigéria</u> | <u>Pakistan</u> | <u>Pérou</u> | |
| | | (En dollars des E.-U.) | | | | |
| <u>Luxembourg</u> | | | | | | |
| Comité national pour le FISE | | | 1 219 | | | 1 219 |
| <u>Mexique</u> | | | | | | |
| Donateur privé | | | 160 | | | 160 |
| <u>Norvège</u> | | | | | | |
| Comité national pour le FISE | | | 73 391 | | | 73 391 |
| <u>Nouvelle-Zélande</u> | | | | | | |
| Comité national pour le FISE et Council of Organizations for Service Overseas Inc. (CORSO) | | | 22 442 | | | 22 442 |
| CORSO | 43 683 | 1 118 | 14 561 | 11 201 | | 70 563 |
| <u>Pays-Bas</u> | | | | | | |
| Donateur privé | | | 80 | | | 80 |
| Comité national pour le FISE | 28 102 | | 398 766 | 250 000 | 120 980 | 797 848 |
| <u>Pérou</u> | | | | | | |
| Donateur privé | | | | | 462 | 462 |
| <u>République fédérale d'Allemagne</u> | | | | | | |
| Comité national pour le FISE | | | 27 322 | | 13 661 | 40 983 |
| <u>Royaume-Uni</u> | | | | | | |
| Comité national pour le FISE | 78 594 | 1 253 | 10 019 | 4 800 | 278 | 94 944 |

/...

Tableau 6 (suite)

| <u>Pays et groupe</u> <u>donateur</u> | <u>Programme</u> <u>à long</u> | <u>Programme de secours et</u> <u>de reconstruction</u> | | | | <u>Total</u> |
|--|-----------------------------------|--|----------------|-----------------|--------------|--------------|
| | <u>terme a/</u> | <u>Jordanie</u> | <u>Nigéria</u> | <u>Pakistan</u> | <u>Pérou</u> | |
| | | (En dollars des E.-U.) | | | | |
| <u>Suisse</u> | | | | | | |
| Donateur privé | | | 421 | 70 | | 491 |
| Comité national pour le FISE | | | | | 2 964 | 2 964 |
| <u>Personnel de l'Organi-</u> <u>sation des Nations</u> <u>Unies</u> | | | | | | |
| Beyrouth, Genève et New York | | 1 067 | | 881 | | 1 948 |
| TOTAL | 827 449 | 34 537 | 926 359 | 633 027 | 192 113 | 2 613 485 |

a/ On trouvera de plus amples détails sur les projets au tableau 7.

Contributions spéciales diverses

10. Outre les contributions spéciales mentionnées ci-dessus, plusieurs autres contributions ont été versées à des fins diverses.

11. Trois comités européens pour le FISE (Autriche, Luxembourg et Royaume-Uni) ont réuni une somme totale de 4 997 dollars pour les secours d'urgence au Maroc, en Tunisie, en Turquie et en Yougoslavie. Le Comité néerlandais pour le FISE a fait don d'une somme de 10 944 dollars au Fonds à la mémoire de Maurice Pate tandis que le Comité du Royaume-Uni, en coopération avec un groupe de donateurs privés, a rassemblé une somme de 3 840 dollars pour appuyer les services de santé du Paraguay (E/ICEF/P/L.1091). Le Comité néo-zélandais et CORSO ont recueilli ensemble 604 dollars pour l'achat d'un moteur hors bord destiné à être utilisé pour un projet d'HMI en Thaïlande, tandis que la Science Union d'Australie occidentale a

réuni 392 dollars pour le projet d'enseignement des sciences dans le territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée (E/ICEF/P/L.722). Enfin, un groupe de donateurs privés au Japon a fait don de 200 dollars au programme du FISE pour l'Inde.

Contributions de sources non gouvernementales pour des projets à long terme

12. Des contributions de sources non gouvernementales ont été versées au titre des projets à long terme suivants :

Tableau 7

| <u>Pays et groupe donateur</u> | <u>Pays bénéfi- ciaire</u> | <u>Projet</u> | <u>Montant (En dollars des E.-U.)</u> |
|---|------------------------------------|---|---|
| <u>Australie</u> | | | |
| Campagne mondiale contre la faim (CMCF) | Inde | Nutrition appliquée (Etat de Tamil Nadu) (E/ICEF/P/L.1135) | 50 000 |
| Campagne mondiale contre la faim (CMCF) | Inde | Nutrition appliquée (Etat de Madhya Pradesh) (E/ICEF/P/L.1135) | 100 000 |
| Campagne mondiale contre la faim (CMCF) | Inde | Approvisionnement en eau des régions rurales (Etats de Madhya Pradesh et de Tamil Nadu) (E/ICEF/P/L.1358) | 86 694 |
| Campagne mondiale contre la faim (CMCF) | Indonésie | Nutrition appliquée (E/ICEF/P/L.1216) | 170 308 |
| Campagne mondiale contre la faim (CMCF) | Thaïlande | Nutrition appliquée et formation (E/ICEF/P/L.1062) | 21 001 |
| <u>Belgique</u> | | | |
| Comité national pour le FISE | Ceylan | Approvisionnement en eau des régions rurales (E/ICEF/P/L.1338) | 172 753 |

/...

Tableau 7 (suite)

| <u>Pays et groupe donateur</u> | <u>Pays bénéfi- ciaire</u> | <u>Projet</u> | <u>Montant (En dollars des E.-U.)</u> |
|--|------------------------------------|--|---|
| <u>Canada</u> | | | |
| Comité national pour le FISE | Malaisie | Services de santé (E/ICEF/P/L.1012) | 12 941 |
| Comité national pour le Fise en coopération avec le "Miles for Millions" Walk Committee d'Ottawa | Tanzanie | Développement communautaire (E/ICEF/P/L.840) | 40 196 |
| <u>Danemark</u> | | | |
| Comité national pour le FISE | Paraguay | Enseignement (E/ICEF/P/L.949 et E/ICEF/P/L.1224) | 3 143 |
| <u>France</u> | | | |
| Comité national pour le FISE | Guatemala | Enseignement (E/ICEF/P/L.1223) | 20 034 |
| <u>Nouvelle-Zélande</u> | | | |
| <u>Council of Organizations for Service Overseas Inc. (CORSO)</u> | Inde | Nutrition appliquée (Etat de Andhra Pradesh) (E/ICEF/P/L.1135) | 14 561 |
| CORSO | Corée | Nutrition appliquée (E/ICEF/P/L.997) | 14 561 |
| CORSO | Philippines | Nutrition appliquée (E/ICEF/P/L.1320) | 14 561 |
| <u>Pays-Bas</u> | | | |
| Comité national pour le FISE | Colombie | Enseignement (E/ICEF/P/L.1239) | 3 258 |
| Comité national pour le FISE | Indonésie | Services de santé (E/ICEF/P/L.1321) | 24 844 |

Tableau 7 (suite)

| <u>Pays et groupe donateur</u> | <u>Pays bénéfi- ciaire</u> | <u>Projet</u> | <u>Montant (En dollars des E.-U.)</u> |
|---------------------------------|------------------------------------|---|---|
| <u>Royaume-Uni</u> | | | |
| Comité national pour le FISE | Inde | Nutrition appliquée (Etat de Mysore) (E/ICEF/P/L.920 et E/ICEF/P/L.1135) | 4 800 |
| Comité national pour le FISE | Malaisie | Nutrition (E/ICEF/P/L.1272) | 22 198 |
| Comité national pour le FISE | Maldives | Certains services en faveur de l'enfance (E/ICEF/P/L.1283) | 15 599 |
| Comité national pour le FISE | Thaïlande | Nutrition : formation d'animateurs de la jeunesse rurale (E/ICEF/P/L.1214) | 35 997 |
| | | TOTAL | <u>827 449</u> |

En 1969, 18 projets ont reçu l'appui de 10 comités nationaux et autres groupes de donateurs à concurrence d'une valeur de 1 058 381 dollars.

13. L'adoption de projets demeure un important moyen de s'associer au travail du FISE et de l'aider. En 1970, des contacts ont été établis avec plusieurs importantes organisations non gouvernementales spécialisées dans l'assistance au développement, particulièrement en Europe, de manière à associer leur travail en faveur des enfants et des adolescents dans les pays en voie de développement avec celui du Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Le FISE retirera certainement un grand profit de ces nouvelles associations.

Contributions en nature

14. Les contributions en nature ci-après ont été reçues en 1970 :

/...

Tableau 8

| <u>Pays et donateur</u> | <u>Pays béné-</u> <u>ficiaire</u> | <u>Produit</u> | <u>Valeur</u> <u>estimative</u> (En dollars des E.-U.) |
|--|--------------------------------------|---|---|
| <u>Espagne</u> | | | |
| Comité national pour le FISE | Nigéria | Vitamines, antibiotiques, pommades et aliments pour nourrissons | 190 500 |
| <u>Etats-Unis</u> | | | |
| <u>General Foods</u> <u>Corporation</u> | Maroc | 4 000 livres de macaronis Golden Elbow riches en protéines | 800 |
| <u>Royaume-Uni</u> | | | |
| Comité national pour le FISE | Pakistan | 10 tonnes métriques de lait écrémé en poudre | 3 500 |
| | | TOTAL | <u>194 800</u> |

15. Grâce à la générosité d'un donateur privé des Etats-Unis, le FISE a reçu un appareil de radiographie Picker ainsi qu'un ensemble d'ouvrages relatifs à l'orthopédie et des publications médicales ayant trait à ce sujet. Le matériel radiographique a été envoyé au Pérou afin d'être monté à Huarmey; les ouvrages médicaux ont été remis à la bibliothèque de l'hôpital pour la formation orthopédique de l'Université d'Indonésie, à Djakarta.
